

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**LA CRISE D'ARGENTINE DANS LE CONTEXTE DE LA
CRISE DU CAPITALISME ET LA GLOBALISATION
CAPITALISTE NEO-LIBERALE**

Tamer ŞEN

Directeur de recherche: Yrd.Doç.Dr. Selcan SERDAROĞLU

Mémoire pour l'obtention du DEA "Relations Internationales"

FEVRIER-2006

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**LA CRISE D'ARGENTINE DANS LE CONTEXTE DE LA
CRISE DU CAPITALISME ET LA GLOBALISATION
CAPITALISTE NEO-LIBERALE**

Tamer ŞEN

Directeur de recherche: Yrd.Doç.Dr. Selcan SERDAROĞLU

Mémoire pour l'obtention du DEA "Relations Internationales"

FEVRIER-2006

Je voudrais infiniment remercier mon père et ma mère...

TABLE DES MATIERES

LISTE D'ABBREVIATIONS.....	v
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE : LE CADRE CONCEPTIONNEL DE LA CRISE ECONOMIQUE ET LA CRISE DES ANNEES 1970	4
A) La crise économique, la définition et les particularités	6
B) Les dimensions empiriques de la crise des années 1970	10
C) Le contexte historique de la crise: les ondes longues	14
1) La période de longue expansion après la 2 ^{ème} guerre mondiale (la 1 ^{ère} phase de l'onde longue)	16
2) La période de longue dépression après la 2 ^{ème} guerre mondiale (la 2 ^{ème} phase de l'onde longue)	19
D) La source principale de la crise: le taux de profit décroissant	23
E) La crise de dette du tiers monde comme un signe de la crise	26
DEUXIEME PARTIE: LA REPONSE A LA CRISE: LA GLOBALISATION CAPITALISTE NEO-LIBERALE	29
A) La transformation du système, les nouveaux acteurs, les faits	31
B) Les nouvelles structurations dans la période de récession	36
1) La transformation des politiques d'économie	37
2) L'importance croissante du capital financier	41
3) La restructuration du capital productif	44
a) La concentration des investissements de rationalisation	45
b) Le changement du lieu de production	46
i. L'évolution des investissements directs à l'étranger	48
ii. L'évolution du commerce mondial et les nouvelles tendances	51
a. L'évolution du commerce mondial	52
b. Les nouvelles tendances dans le commerce mondial	55
iii. Les systèmes de production flexible	58
C) Les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel (PSAS)	61

1) Les politiques de stabilisation	63
a) Les politiques de stabilisation orthodoxe	64
b) Les politiques de stabilisation hétérodoxe	66
2) Les programmes d'ajustement structurel	68
a) La restructuration dans la production et l'accumulation de capital	69
i. La libéralisation du commerce	69
ii. La libéralisation financière	71
iii. La diminution de l'intervention étatique a l'économie	75
iv. La réforme dans le secteur de l'agriculture	76
b) La restructuration dans le marché de travail	78
i. Rendre flexible les marchés de la force de travail	79
ii. Le Sous-Contrat	81
c) La restructuration dans les politiques sociales	82
CONCLUSION: SYNTHÈSE DE LA PREMIÈRE PARTIE ET LA DEUXIÈME PARTIE	84
TROISIÈME PARTIE: LE CAS D'ARGENTINE DANS LE CONTEXTE DE CRISE	85
A) L'Approche des générations et la crise de l'Argentine	90
B) Le coup militaire de 1976 et la restructuration dans l'économie	93
1) La période de 1976-1978	93
2) La période de 1978-1981, la pratique 'tablita'	96
C) Le plan d'austral, 1985	99
D) Le passage à la convertibilité, 1991	105
E) La crise du décembre 2001, l'abandon du plan de convertibilité et la dernière situation d'aujourd'hui	113
CONCLUSION GÉNÉRALE	118
BIBLIOGRAPHIE	122

LISTE D'ABBREVIATIONS

ALENA	: L'accord de libre-échange nord-américain
AMI	: L'accord multilatéral sur l'investissement
APEC	: Coopération économique pacifique de l'Asie
BM	: La banque mondiale
CE	: La communauté européenne
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
EU	: Les Etats-Unis
FMI	: Le Fonds Monétaire International
FMN	: Firme Multi-Nationale
GATT	: L'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce
G7	: Group-7
ID	: Investissements Directs
IDE	: Investissement Direct Etranger
ISI	: Industrialisation par Substitution aux Importations
MERCOSUR	: Marché Commun du Sud
OCDE	: L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OMC	: L'Organisation Mondiale du Commerce
OPEP	: L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTAN	: L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAS	: Politique d'Ajustement Structurel
PD	: Pays Développés
PIB	: Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

PSAS : Programmes de Stabilisation et d'Ajustement Structurel

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

UE : L'Union Européenne

INTRODUCTION

Ayant vécu une longue période d'expansion après la 2^{ème} Guerre Mondiale, le système capitaliste est entré dans une crise structurelle avec les années 70. Comme une solution à la crise d'accumulation de capital, on a cherché à augmenter les taux de productivité et de profit et durant ce processus, on a mis à l'ordre du jour de nouvelles structurations concernant l'organisation de la production, les politiques d'économie et les relations économiques internationales.

A cette période, les politiques d'économie pratiquées pour résoudre la crise que vivait le capitalisme mondial a eu comme conséquence une crise de dette internationale pour les pays en développement. Face à la crise d'endettement, les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel conseillés et nommés 'stratégies néo-libérales' pour restaurer les taux de profit qui sont en chute en faveur des pays capitaux et centraux ont commencé à être pratiqués par le Fonds monétaire internationale et par la Banque mondiale. Grâce à cela, les pays en développement se sont adaptés aux nécessités du capitalisme néo-libéral en passant du modèle "d'industrialisation par substitution aux importations" au modèle extraverti de "croissance basée sur l'exportation". Circulant sur l'axe de libéralisation, dérégulation et privatisation et prétendues être conseillées pour affronter la crise; ces politiques d'économie l'ont approfondie de façon paradoxale et ont dirigé le processus vers le profit des pays développés du monde capitaliste et contre les pays en développement. Comme dans l'exemple de l'Argentine, même plusieurs années après la modification de paradigme, par suite des crises à diverses dimensions, le pays est entré dans une dépression économique, politique et sociale à la fin de 2001.

Dans ce travail, nous avançons la principale raison de la crise multidimensionnelle qu'a vécu l'Argentine est basée sur la modification de modèle exigé par la globalisation néo-libérale capitaliste qui est théorisée/conceptualisée face à la crise des années 70. Etant une rhétorique et dans sa

dimension économique, la globalisation idéalise un monde où les facteurs de production, les biens et les services, les informations concernant les placements de fonds et l'administration circulent sans obstacles. L'hypothèse fondamentale de cette approche est que la globalisation est un processus homogénéisant. Elle suppose que la globalisation sera utile pour toutes les économies qui s'insèrent à ce processus, et qu'elle va équilibrer les différences entre les pays et les régions. Tandis que dans le processus de globalisation qui signifie un monde à économie unique, seuls ceux qui peuvent acquérir les éléments de pouvoir (économique, financier, technique, militaire, etc..) de façon équilibrée peuvent diriger les gains vers eux-mêmes. Le contraire est également juste: ceux qui se situent à l'autre côté du mécanisme et qui ne possèdent pas ces éléments, sont obligés de transférer des sources au centre et de se méfier des crises multidimensionnelles.

Ce travail est constitué de trois parties. Dans la première partie nous essayerons de faire la définition globale des crises économiques, nous allons montrer la différence entre la crise conjoncturelle et la crise structurelle et ensuite nous allons étudier les crises structurelles du système capitaliste dans le processus de production et de circulation. Après avoir exploré les dimensions concrètes de la crise, pour la situer dans la perspective historique, nous allons l'analyser en deux parties: la période d'expansion des années 1945-1970 du capitalisme après la 2ème Guerre Mondiale dans le cadre des "ondes longues", et la période de crise après les années 70. Ensuite on va essayer d'expliquer la crise avec l'approche de "la tendance de taux de profit décroissant" qui n'exprime point un fait déterministe. La crise est née comme l'un des paradoxes du processus de production du capital et est en relation avec les luttes politiques. Ensuite nous allons analyser 'la crise de dettes' qui joue un rôle important à ce que les pays en développement deviennent sujettes aux programmes de stabilisation et d'ajustement structurel qui leur sont conseillés ou obligés.

Dans la deuxième partie, après avoir signalé que le contenu, la substance du processus de globalisation capitaliste néo-libérale est d'abord reliée à la conjoncture de la crise économique, nous allons exprimer le rôle spécial et avant-garde que jouent les Etats-Unis ayant une place importante dans ce processus de globalisation à fin de restaurer son hégémonie en déclin. Avec l'évolution qu'ont subit le FMI et la Banque Mondiale parallèlement aux nécessités de cette période, nous allons

souligner que le processus de régionalisation et de globalisation sont les deux côtés d'un paradoxe dialectique, et on va évoquer le rôle que jouent les firmes multinationales et les banques globales, les deux nouveaux et importants acteurs du système international, dans le processus. Dans ce contexte, nous allons analyser les nouvelles structurations, formées pour élever les taux de productivité et de profit pendant la période de stagnation, dans le sens de "l'organisation de la production, les politiques d'économies et les relations économiques internationales". A la fin de cette partie on va étudier étape par étape les "programmes de stabilisation et d'ajustement structurel" et on va signaler qu'ils sont des politiques concrètes équilibrant le processus de production et de circulation pendant la restructuration du capital et la quête de solution à la crise structurelle généralisée du capitalisme.

Et enfin dans la troisième partie, avec les données et le cadre conceptuel des deux premières parties, nous allons analyser l'Argentine, où, en 1976, le pouvoir a été pris par les militaires après un coup d'Etat, et qui a subi une modification de paradigme avec la direction de Général Videla soutenue par les Etats Unis et les pouvoirs financiers internationaux, et qui a fait des pas vers la libéralisation économique. Nous essayerons d'expliquer, les évaluations concernant l'économie et la politique du pays et qui sont dues aux programmes de 'stabilisation et d'ajustement structurel' appliqués depuis les années 70.

Il existe quelques raisons concernant le choix de l'Argentine. Avant tout, l'Argentine est l'un des pays les plus importants de l'Amérique Latine pour des raisons historiques, économiques et politiques. D'une part elle a appliqué intensivement des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel néo-libéral depuis les années 70 pour empêcher les crises qui menacent l'accumulation de capital et elle recueille très vite pour un certain temps les fruits de ces programmes. D'autre part elle, avec les programmes qu'elle a effectué, elle a intéressé plusieurs fois le FMI et a obtenu le titre "l'élève le plus satisfaisant du FMI". Dans ce sens, c'est un laboratoire important pour que la réussite des programmes du FMI soit testée. En dernier lieu, après la dernière et la plus grande crise qu'a vécu l'Argentine, on a souvent parlé des caractéristiques semblables et différentes de la Turquie et de l'Argentine et la question suivante a été posée fréquemment "Est-ce que la Turquie sera l'Argentine?".

PREMIERE PARTIE : LE CADRE CONCEPTIONNEL DE LA CRISE ECONOMIQUE ET LA CRISE DES ANNEES 1970

Dans cette première partie, nous allons tout d'abord examiner quelle est la signification des crises économiques, nous allons relever la différence entre la crise conjoncturelle et la crise structurelle et les crises structurelles seront examinées du point de vue du processus de production et ainsi que du processus de circulation.

La continuité du mode de production capitaliste, essentiellement, dépend du profit de la classe capitaliste et de versement de nouveau de celui-ci pour assurer l'accumulation de capital. Dans ce contexte, le processus d'accumulation de capital se forme de deux étapes du processus de production de capital et du processus de circulation. Le processus de production c'est la force propulsive et déterminante. La crise structurelle à long terme, se révèle quand apparaît une lacération ou une réfraction dans l'ensemble qui se forme de ces deux processus et quand s'étend au monde entier.

Dans notre étude nous avons employé "l'approche des ondes longues" pour pouvoir poser la crise dans la perspective historique. D'après cette approche, le taux de profit a augmenté pendant la période qui dure depuis la 2^{ème} Guerre Mondiale jusqu'à la seconde moitié des années 1970 et l'accumulation du capital qu'on a vu aux PD (pays développés), a commencé de donner des signes de crise par l'augmentation des contradictions intérieures du système. Cette inclination peut être suivie des indicateurs comme le taux de croissance et le taux de profit net.

Cette difficulté que le capitalisme mondial a rencontré, est le problème total du mode d'accumulation. Les contradictions du processus de production du capital se trouvent à l'origine de cette détresse.

L'expression concrète de ce problème, était la réalisation de "la tendance de taux de profit décroissant" qui est l'une des tendances essentielles de la production capitaliste, à une certaine étape de la longue période d'expansion.

Nous pouvons expliquer en résumé la tendance de taux de profit décroissant comme le suivant: La sollicitation continuel du capital à la mécanisation pour pouvoir augmenter le taux de plus-value relative, diminue graduellement l'emploi du travail comparément aux éléments du capital constant (machine, équipement, etc.). Mais comme la source de plus-value est le travail vivant, ce développement crée une forte tendance à la direction de la diminution du taux de profit.

Comme le monde est un marché unifié, cette tendance influence tous les pays dans une longue période. Le marché se resserre pendant cette période. Quant aux pays en développement, ils sont rattachés plus graduellement aux pays centraux, aux plans financiers, technologiques et commerciaux par le modèle de croissance de substitution aux importations pendant la période après la 2^{ème} Guerre Mondiale.

Il y a eu des résultats négatifs de ce modèle, spécialement relatifs à l'endettement extérieur, à la distribution de revenu, à l'emploi et à la marginalisation.

Quant à la crise économique que l'économie mondiale a rencontré pendant les années 1970, a causé l'augmentation rapide de dettes des pays en développement. L'écoulement à la périphérie des fonds qui ne sont pas utilisées au centre, a commencé de préparer la bombe qui explora dans peu de temps.

La situation de ne pouvoir payer ses dettes qu'on a rencontrées en 1982 d'abord en Mexique, est observée dans des autres pays aussi. Les dettes des pays non développés étaient "des talons d'Achille". Quand le système s'est détérioré, les pays en développement ont souffert de cette faiblesse, en raison de leur dette extérieure qui augmentait d'une manière exorbitante.

A) La crise économique, la définition et les particularités

L'origine du mot de crise vient de 'décider' en grec. Parce que la crise rend possible les nouvelles perspectives et les recherches pour le passé et aussi pour le futur. Dans l'économie, la crise signifie un point tournant de toute structure économique et institutionnelle.¹ Selon A.G.Frank, la crise est une période dans laquelle un être ou un système maladif social, économique et politique ne peut plus vivre comme avant. Dans la période de crise, ce système ou être doit se changer à fin de continuer à vivre. Dans cette période, on prend les décisions qui déterminent le développement futur du système (si cela se fera) et la nouvelle base politique, économique et sociale. C'est aussi un moment indéterminé et de danger historique.² Les contradictions qui sont des produits de l'accumulation du capital dans certain temps deviennent des obstacles devant l'accumulation. Durant la crise, ces contradictions se montrent avec une forte explosion. C'est pourquoi, la crise énonce une obstruction dans la reproduction expansive du capitalisme. Mais la même crise est une période qui prépare les conditions de l'accumulation du capital sur une base nouvelle. Ça veut dire cela est à la fois la maladie et le traitement.³

Bien qu'il soit très difficile de le définir, il doit abriter, comprendre ces éléments avec toutes les imperfections:

- 1- La crise doit être une période dans laquelle se trouvent des changements rapide et radicaux.

¹ Metin ALTIÖK , *Az Gelişmiş Ülkelerde 1980 Sonrasında Ekonomik Kriz, İstikrar ve Yapısal Uyum Programları : Latin Amerika ve Türkiye Deneyimi*, Thèse de Doctorat, Université d'Istanbul, Institut Des Sciences Sociales, Département D'Economie, İstanbul, 2000, p. 10.

² Andre G. FRANK, "*İdeoloji Bunalımı-Bunalım İdeolojisi*" in *Genel Bunalımın Dinamikleri*, İstanbul, Belge Yayınları, 1984, p.124

³ Sungur SAVRAN, "*Yeni-Liberalizm*" in *Dünya Kapitalizminin Bunalımı* (ed.s.) S.Savran et Nail Satlıgan, İstanbul, Alan Yayıncılık, 1988, p.42

- 2- Les causes de ces changements doivent être le mauvais fonctionnement des institutions économiques, politiques, même idéologiques et des mécanismes qui sont absolument nécessaires pour que le système survive.
- 3- Ceux qui vivent cette crise doivent percevoir la situation tel que rien ne sera jamais comme avant.
- 4- Il faut se propager la pensée parmi les gens que le temps s'accélère.
- 5- Il faut répandre l'idée que la prévision pour le futur est impossible.⁴

A.Gramsci souligne que la crise apparaît en conséquence des contradictions entre l'infrastructure et la superstructure. Selon lui, c'est une section dans laquelle la structure ancienne agonise, touche à sa fin mais la nouvelle n'est pas encore née. Par conséquent la crise est évoluée comme l'apparence du passage à un haut niveau quand le mode de production actuel reste en arrière du point assurant l'accumulation du capital.⁵

La continuité d'une économie et société dont le dominant mode de production est capitaliste dépend de la classe de capital de profiter et d'assurer l'accumulation du capital en le réutilisant. Le processus de l'accumulation capitaliste est analysé dans le contexte de la rotation du capital. La rotation de l'accumulation du capital se réalise en deux processus. Le premier est le processus de production qui contient la phase de la transformation du capital monétaire en capital en nature. Le deuxième est le processus de circulation qui contient la phase dans laquelle en vendant le capital en nature, celui-ci se transforme en capital monétaire. On peut exposer la rotation du capital comme:

P-----M < c, v processus de production---M'----P'

Le but essentiel du capitaliste est de profiter. C'est pourquoi, il achète avec son argent (P) la force de travail et des moyens de production. Il les utilise dans le processus de production qui forme le côté d'offre total de l'économie. Dans l'économie capitaliste, le but du processus de production n'est pas de créer la valeur d'utilisation, au lieu de ça, c'est de créer la valeur d'échange par la valeur

⁴ Ergin YILDIZOĞLU, "Dünya Ekonomik Krizi Üzerine Bazı Düşünceler" in *Globalleşme ve Kriz*, İstanbul, Alan Yayıncılık, 1996, p.326

⁵ Metin ALTIOK, op-cit. p.11

d'utilisation. C'est la raison pour laquelle le capitaliste doit vendre cette marchandise (M') dans le marché pour que la plus-value se réalise.

Ainsi le mode de production capitaliste offre une totalité avec le processus de circulation qui règle la distribution, le partage entre des différents groupes et un certain mode de consommation. Le processus de distribution se forme le côté de demande totale de l'économie. Dans le mode de production capitaliste, P' doit être plus grande que P puisque la production se réalise pour la valeur d'échange non pas pour la valeur d'utilisation. C'est ainsi que le profit s'effectue. Cela est la condition nécessaire de l'accumulation du capital.⁶

Par occurrence, le processus de production est la force propulsive de l'accumulation du capital. C'est pourquoi, le processus de production est plus déterminant relativement au processus de circulation. C'est la raison pour laquelle les conditions de la création de valeur s'y trouvent pour assurer l'énergie fraîche ou processus de circulation. Et on doit aussi exprimer que la plus-value s'effectue dans ce processus.

S'il y a une rupture, une censure dans l'enchaînement formé par le processus de production et de circulation, la crise apparaît. La crise n'est pas la conclusion des politiques erronées ou bien des facteurs en dehors du processus de l'accumulation causant le rétrécissement inattendu. Pourtant la crise résulte de l'interruption dans le processus de l'accumulation (ça veut dire la totalité des processus de production et de circulation) causée par ses propres contradictions internes. Cette contradiction est toujours dépassée par l'approfondissement et l'élargissement du marché. Par conséquent, on essaie de la supprimer en réorganisant ce processus cessé. Evoluant toujours avec les crises dans le système capitaliste on peut distinguer deux sortes de crise: premièrement les crises conjoncturelles, provisoires et à court terme. Deuxièmement les crises structurelles à long terme : 'la crise conjoncturelle est une surproduction provisoire qui se montre quand la demande totale baisse sous l'offre totale dans une phase de conjoncture. La récession et la décroissance de production la suivent et en conséquence cela assure la balance entre la demande totale et l'offre totale. Quant à la crise structurelle à long terme, c'est une situation ayant des

⁶ M. DESAI, *Marksist İktisat Teorisi*, (trad.) Nail SATLIGAN, İstanbul, Birikim Yayınları, 1972, cité par ALTIOK M., op-cit. p.11

problèmes fondamentaux qui empêchent la formation normale de l'accumulation.⁷ Dans le mode de production capitaliste aux périodes habituelles, il y a une proportion entre la quantité du capital en nature (dans le processus de production) et le capital monétaire utilisé pour les transactions fiscales. Mais dans les périodes de crise cette proportion se détraque. On vit une expansion fiscale en manière d'obstacle à une grande crise fiscale. Quand la baisse tendancielle du taux de profit accélère, le capital de finance vive des problèmes de remboursement. En approfondissant la crise qui vient du processus de production, cela produit un grand effondrement financier. La crise se répand dans toute l'économie pas à pas. Elle se généralise en influençant l'espace commercial et financier avec l'industrie et la crise qui est née dans l'un des pays centraux capitalistes, en se généralisant à l'échelle mondiale, se transforme à une crise économique internationale. Ainsi on essaie de définir la crise en soi-même comme 'la crise de dette', 'la crise de bourse', 'la crise d'accumulation', la crise de manque de demande', 'la crise financier'...etc.⁸

Même si toutes les crises sont influencées par la nature de la conjoncture de l'économie, elles ne perdent pas la définition classique en général. C'est pourquoi, la crise est conceptualisée comme le rétrécissement rapide de la production, l'élévation rapide des prix, beaucoup de faillites, l'augmentation du chômage, l'abaissement des salaires, les tensions sociales et l'effondrement des systèmes de banque et de bourse. Si on la considère étymologiquement, elle est définie telle que point culminant de l'élévation d'une maladie.⁹

⁷ Jacques GOUVERNEUR, *Kapitalist Ekonominin Temelleri* (trad.) Fikret BAŞKAYA, Ankara, 1997, p.239

⁸ Metin ALTIOK, op-cit. p.13

⁹ Bernard ROSIER, *Les Théories des Crises Economiques*, Paris, Editions la Découverte, (date inconnue), p.17

B) Les dimensions empiriques de la crise des années 1970

En 1974-1975, l'économie capitaliste internationale vit une récession généralisée pour la première fois depuis la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale. C'était la première récession qui a influencé, frappé tous les pays impérialistes en même temps.¹⁰ Le premier signe est venu des EU, la puissance hégémonique indiscutable du capitalisme. Les taux de profit et de productivité y ont commencé à diminuer, les prix à augmenter.¹¹ Aux EU;

- la vitesse d'augmentation de productivité, était environ 3 % au long de 20 ans avant 1970, puis a baissé à 1 % dans les années qui suivaient la crise pétrolière et est devenue négative au début de 1980,
- l'inflation a augmenté de 3,5 % en 1972 à 12,3 % en 1974,
- le taux de chômage a augmenté de 4,8 % au mois d'août, 1973 à 8 % en 1975,
- le nombre des personnes étant au chômage dans les pays industrialisés était 8 millions entre 1972-1975 et à 23 millions à la fin de 1980.¹²

Ces développements avertissaient que la position indiscutable des EU au sommet de l'hierarchie des économies capitalistes commençait à s'ébranler. D'ailleurs les économies de l'Europe de l'Ouest et du Japon avaient fermé l'écart avec les EU au but des années 1970. Le partage des EU dans la production mondiale a baissé de 70 % en 1950 à 49 % en 1979 et son partage dans le commerce mondial avait augmenté de 21,9 % en 1960 à 27 % en 1970. D'autre part, parce que l'industrie américaine a perdu sa force compétitive, elle avait un pourcentage de 40 % de capacité oisive dans quelques domaines de production.¹³ En 1975, dans tous les grands pays capitalistes la

¹⁰ Ernest MANDEL, *Uluslararası Ekonomide İkinci Kriz*, (trad.) Yavuz ALOGAN, İstanbul, Koral Yayınları, (date inconnue), p.23

¹¹ Metin ALTIÖK, op-cit. p.72

¹² Türkel MİNİBAŞ, "Küreselleşen Sermayenin Anayasası : MAI", *İktisat Dergisi*, Aout, 1998, p.28

¹³ Fikret BAŞKAYA, *Az gelişmişliğin Sürekliliği*, Ankara, İmge Yayınları, 3ème édition, 1995, p.126

production industrielle et le produit national brut (PNB) avaient diminué relativement à l'année précédente. Aux EU 14,4 %, au Japon 19,8 %, en Allemagne de l'Ouest 11,8 %, en France 13,6 %, en Angleterre 10,1 %, en Italie 15,5 % ... Ces pourcentages donnent la proportion de chute de la production industrielle entre le plus haut point de la boom et le plus bas point de la récession économique.¹⁴ Parce que la machine, ça veut dire le travail mort, est utilisée dans la production graduellement au plus haut niveau, et cela est arrivé à tel niveau de densité que la potentiel productive ne pouvait plus s'accroître. La croissance de productivité a commencé à se ralentir, le chômage à augmenter. Dans un milieu où la croissance de productivité s'est ralentie, l'augmentation du capital fixe a rendu impossible la continuité de l'accroissement ensemble du profit et du pouvoir d'achat.¹⁵ Quand l'abaissement du profit moyen devenait une tendance inévitable, le capitalisme est entré dans une période extraordinairement longue dans laquelle nous sommes encore.¹⁶ Bien qu'il y ait des différents commentaires sur les causes de la crise, la réalité que l'on vit aux pays développés, c'est la crise de profit du capital. Aux pays développés, notamment aux EU, le taux de profit net était 7,2 % en 1972, 5 % en 1973, 2,5 % en 1974 et 3,5 % en 1975, également en Angleterre lorsqu'il était 1,5 % en 1972, s'est devenu 0,9 % en 1975 et en France, le taux de profit brut était 10,3 % en 1972 et 5,7 % en 1975.¹⁷

Les influences de la crise se sont montrées dans le commerce mondial aussi. Le volume de production industrielle des pays capitalistes a augmenté 62 % entre 1953 et 1963, l'exportation a agrandi par 82 %. Entre 1963 et 1972 la production industrielle a augmenté 65 %, l'exportation 111 %. Mais en 1975, pour la première fois depuis le début de la période 'boom' d'après-guerre, le volume d'exportation a diminué. L'OCDE évalue, estime cette chute 7 % pour le commerce mondial totalement. Le rétrécissement du commerce mondial a résulté essentiellement de trois facteurs:

¹⁴ Ernest MANDEL, op-cit. p.27

¹⁵ Alain LIPIETZ, "Derrière la Crise: la Tendence à La Baisse du Taux de Profit", *Révue Economique*, No. 2, Mars 1982, cité par, Coşkun ADALI, *Reel Kapitalizm*, Marksist Eleştiri, No.1, Hiver 1996, p. 66

¹⁶ Coşkun ADALI, "Reel Kapitalizm" , *Marksist Eleştiri*, Hiver 96, no.1, p.66

¹⁷ Fikret BAŞKAYA, op-cit. p.127

- 1- Le rétrécissement était un produit direct de la récession économique dans les pays impérialistes parce que la chute de la production et de l'emploi a diminué la demande des biens de consommation importés et la demande totale des biens de capital, y compris la demande totale des matières premières.
- 2- Le rétrécissement était un produit indirect de la récession économique, parce que les pays exportateurs (notamment ceux qui exportent les matières premières en dehors du pétrole) après la chute du volume et des prix de l'exportation, ont fait face à l'abaissement important dans les ressources monétaires, alors ils ont dû diminuer leurs importations.
- 3- Le rétrécissement était un produit des politiques de réduction d'importation des quelques pays impérialistes qui ont importants déficits, notamment dans leurs balances des paiements. En d'autres termes, ce rétrécissement était un produit de la transformation au sujet du nationalisme économique et le protectionnisme.¹⁸

Quand on examine les influences de la récession économique et les prix des pétroles décroissants, il faut bien distinguer la situation des pays exportateurs du pétrole de celle des autres pays du Tiers Monde. Les revenus importants des pays exportateurs du pétrole ont les gardés des influences directs ou indirects de la récession économique. Le cartel pétrolier est resté ensemble malgré la récession, la chute de la demande et du volume d'exportation. Quant aux autres pays du Tiers Monde, ils étaient influencés quadruplement :

- 1- L'augmentation des prix de pétrole a grandi leurs déficits de la balance des paiements extrêmement.
- 2- L'augmentation des prix des aliments et des fertilisants chimiques qu'ils doivent importer du marché mondial ont leur coûté plus cher que l'augmentation du prix de pétrole.
- 3- En conséquence de la récession économique internationale, la chute des prix des quelques matières premières et la diminution de leur volume d'exportation ont causé l'abaissement de leur réserve de devise.

¹⁸ Ernest MANDEL, op-cit. p.33

- 4- Toutes ces influences cumulatives ont résulté de l'abaissement de la productivité d'agricole. Et cela s'est parfois combiné avec la descente absolue de production, la stagnation et même l'abaissement de production industrielle.¹⁹

Etant un développement apparu à la fin des années 1960, les facteurs essentiels qui prépare la crise de profit du capital sont l'abaissement de la capacité des technologies fordistes et la gestion scientifique de travail de Taylor qui n'augmentait plus la productivité de travail et l'augmentation des prix des matières premières et la lutte forte de la class ouvrière.²⁰

Ce mode de l'accumulation du capital est basé sur une relation privée entre la production et la consommation. La production était basée sur la consommation intense du travail. Au commencement, le Taylorisme était un mode de production s'appuyant sur le travail à la chaîne. Quant à la structuration de la production, le caractère organisateur pour les marchés, la concurrence à l'échelle nationale et mondial entre les monopoles internationales jouaient un grand rôle: cette concurrence organisait les marchés en général.

On peut parler de deux caractéristiques de la consommation. Premièrement le prix de la force de travail avait gagné une stabilité à long terme par l'intermédiaire des syndicats grands. L'Etat avait accepté de payer un certain part de salarie (le coût de la reproduction de la force de travail) via services sociales et dépenses. Ceux qui étaient au chômage, se trouvaient dans les phases de consommation par l'assurance contre le chômage. La deuxième caractéristique s'est réalisée au champ financier. On a formé un système de crédit à la consommation qui permet d'utiliser le salaire du futur. Ainsi on a garanti toujours la diversification des nécessités de consommation avec l'expansion continue de la production et de la circulation des marchandises de consommation. Alors la consommation s'est accélérée et aussi la circulation des marchandises, consommées dans la reproduction de la force de travail, a commencé à entrer sous le contrôle du capital par l'intermédiaire du mécanisme de crédit.²¹

¹⁹ *ibid.* pp.55-56

²⁰ Metin ALTIÖK, *op-cit.* p.73

²¹ Ergin YILDIZOĞLU, *op-cit.* p.314

C) Le contexte historique de la crise: les ondes longues

L'évolution du capitalisme, depuis sa naissance, n'a jamais suivi une route linéaire. Il a progressé par les ondes. 1826-1847, 1848-1873, 1874-1893, 1894-1913, 1914-1939, 1940 (46)-1968, 1969-, chacune de ces périodes représente une onde longue. Il y a deux critères principales pour distinguer ces ondes l'une de l'autre: un décroissement ou une baisse forte dans la production et une expansion ou un rétrécissement rapide de la circulation globale de la marchandise, ça veut dire le marché mondial. Si on considère ces deux critères ensemble, on définit la rapidité globale de l'accumulation du capital au long d'une onde longue. L'onde expansive, l'accumulation du capital avance avec une forte rapidité et l'onde dépressive, l'accumulation se rétrécit, perd la rapidité en ralentissant.²² L'accumulation du capital est vitale pour la continuité du capitalisme. Parce que l'accumulation est le processus social autour lequel le système capitaliste s'organise; c'est toute la raison d'être du capital et la cause de la production.²³

Les ondes peuvent être prouvées empiriquement. D'autre part, le problème n'est pas intéressé avec leurs existences mais avec leurs causes. Par exemple, en ce qui concerne les facteurs préparant le passage à la période de longue expansion, quelques théoriciens n'ont pas analysé le profit qui se trouve à la base de ce mode de production, bien que leur thème soit l'expansion de la production capitaliste à long terme. Les explications sont liées aux facteurs psychologiques et relatives à prouver très difficile. Chez N.D.Kondratieff, c'est l'augmentation de l'activité de l'épargne; chez J.Schumpeter, les nouveautés et le groupement des personnes en faveur des nouveautés; chez L.Dupriez, l'ambition des dirigeants de l'économie pour des changements en matière des politiques économiques.²⁴

²² Coşkun ADALI, *Kapitalizmin Döğümleri*, İstanbul, Sorun Yayınları, 1991, pp.97-98

²³ Neşecan BALKAN, *Kapitalizm ve Borç Krizi*, İstanbul, Bağlam, 1994, p.40

²⁴ *ibid.* p.40

Mais il faut tout d'abord préciser les éléments définissant ces ondes pour mieux comprendre la crise dans le contexte historique. Chaque 'onde longue' exprime une certaine mode d'accumulation. La technologie utilisée, les relations de travail et du capital, la complémentarité de la périphérie et du centre, la position des économies hégémoniques à l'hiérarchie des économies internationales...etc. changent en concordance avec le mode d'accumulation.

Les ondes longues sont définies par les grands retours dans la vitesse de l'accumulation du capital. Cela veut dire qu'elles sont analysées dans le contexte du mouvement des taux de profit moyen et du marché au long d'une onde expansive. Le taux de profit moyen poursuit son mouvement ondoyant ordinaire. Dans chaque 5-10 ans, les crises économiques routinières éclatent, l'accumulation cesse. Et après ces crises sont franchies dans une manière...etc. Mais dans la période de 20-25 ans, cela s'élève en général. Quant à l'onde dépressive le contraire s'effectue. Il y a les crises naturellement. Bien que le profit augmente de temps en temps, il baisse en moyenne. Tous les mouvements du capital trouvent sa réflexion aussi dans le marché.²⁵

Les points tournants sont des périodes historiques durant lesquelles on constate l'ascension ou la chute subite du taux de profit moyen. Pour comprendre le passage de la période dépressive à la période d'expansion on peut préciser quatre facteurs: le taux de plus-value, la composition organique du capital, la rotation du capital, l'exportation du capital en dehors de la métropole. S'il y a un fort changement, le passage se réalise. Ces changements, plus ou moins synchroniques, rendent possible le passage. D'autre part, tous ces changements sont contre la chute du taux de profit moyen. Ça veut dire;

- 1- La forte ascension du taux de plus-value,
- 2- Le ralentissement de la vitesse de la composition organique du capital,
- 3- L'accélération subite de la rotation du capital,
- 4- L'accélération forte de l'exportation du capital envers les pays en dehors de la métropole où la composition organique du capital est basse.²⁶

²⁵ Coşkun ADALI, op-cit. p.98-99

²⁶ ibid, p.99

1) La période de longue expansion après la 2^{ème} guerre mondiale (la première phase de l'onde longue)

La crise de 1929 avait suscité l'idée que le système ne pouvait pas continuer à vivre sans l'intervention de l'Etat. Selon cette idée, l'Etat devait intervenir dans l'économie, équilibrer l'offre et la demande et assurer la demande à un niveau stable. On voulait empêcher les crises et faire vivre le système par les politiques keynésiennes.²⁷ Ainsi on a abandonné l'approche libérale classique. Mais malgré les nouvelles politico-économiques dans le but de revivifier l'économie (Le New Deal aux EU, les dépenses d'armement et des autres dépenses publiques des Nazis, les mesures du Front Populaire en France), cette crise profonde a duré jusqu'à la 2^{ème} Guerre Mondiale.²⁸

Juste après la 2^{ème} Guerre Mondiale, le mode de production capitaliste et l'accumulation du capital sont entrés dans une période expansive. Par exemple en Amérique Latine, le PNB a cru 5,5 % en moyenne entre 1950-1980, la production industrielle 7 %. Le taux d'urbanisation a augmenté de 45 % à 70 %. Le taux de mortalité infantile a reculé et le taux d'accumulation de capital est arrivé au niveau de 23 % de la production. La durée de vie a augmenté 15-20 %. L'espace des services sociaux s'est élargi et s'est amélioré. La population sous la limite de pauvreté a reculé de 51 % en 1960, à 40 % en 1970 et à 33 % en 1980. Une tendance similaire était valide pour les autres pays du Tiers Monde.²⁹

Au cours de cette période expansive, on a formé une nouvelle structure économie politique sous l'égide des pays développés, notamment des EU. Cette structure a vécu sa période de transition entre 1929-1945 à l'échelle mondiale. La production fordiste et la gestion scientifique de travail se sont répandues, le système monétaire de Bretton Woods est devenu valable. La méthode de demande keynésienne, des politiques de l'Etat-providence, le développementalisme national basé sur

²⁷ Fikret BAŞKAYA, "*Kapitalist Gelişmenin Bir Alt Evresi Olarak Küreselleşme*", *Marksist Eleştiri*, Hiver 1996, no.1, p.117

²⁸ Sungur SAVRAN, op-cit. p.23 ; Metin ALTIOK, op-cit. p.69

²⁹ Fikret BAŞKAYA, op-cit, p.118

l'industrialisation par substitution aux importations (l'ISI) dans les pays en développements étaient les piliers importants de cette période.³⁰

Les EU étant la puissance hégémonique d'une période où le bloc socialiste se répandait et les guerres d'indépendance nationale écartaient le colonialisme classique, préféraient une politique d'endiguement dans un milieu de guerre froide et dans un monde bipolaire. Le vrai problème était d'empêcher l'expansion du communisme. C'est pourquoi, les EU ont consenti à supporter l'Etat développementaliste et les demandes nationales du Tiers Monde.³¹

On peut analyser les déterminants de cette période qui élevaient le taux de profit et assuraient une dense accumulation du capital comme:

Le rebondissement technologique / le développement dans le processus de travail: quelques techniques largement utilisées aux EU avant la guerre (le taylorisme et le fordisme) se sont propagées aux autres pays capitalistes. Cela a augmenté la productivité de travail. En combinant avec les salaires baisses au début de la période, cette situation a accéléré l'accumulation du capital. D'autre part les ordinateurs ont réuni les marchés monétaires multinationales et ont accéléré la rotation du capital. Ainsi la vitesse de réalisation de la plus-value s'est accrue.³²

Les relations entre les classes: aux pays développés, les relations entre les classes ont été stabilisées par rapport aux années 1930 et avec cela la régression de la lutte de la classe ouvrière est devenue un facteur important pour l'accélération de l'accumulation du capital. D'autre part, les pays européens voulant se redresser après la guerre, ont importé de la force de travail des pays en développement pour limiter, empêcher l'augmentation du salaire réel. Les investissements des firmes multinationales dans les pays en développement sont devenus un facteur affaiblissant les activités syndicales dans les pays développés et la lutte de classe ouvrière.³³

³⁰ Metin ALTIOK, op-cit. p.69

³¹ Fikret BAŞKAYA, op-cit. pp.117-118

³² Coşkun ADALI, op-cit. p.104

³³ Neşecan BALKAN, op-cit. p.42

Les influences de la Grande Crise et de la Guerre: au cours de la grande crise des 30, beaucoup de moyens de production se sont retirés de la production. Détruisant les usines etc....notamment au Japon et en Europe, la guerre a mis hors service les capitaux qui fonctionnaient avec l'ancienne technologie. C'est pourquoi, dans la période de reconstruction, l'expansion des nouvelles technologies était plus facile.

L'hégémonie américaine: entre les deux guerres il n'y avait pas un hégémon qui dirigerait le système impérialiste. C'est la raison pour laquelle, ces pays impérialistes sont entrés en concurrence avec l'un et l'autre. Ainsi la crise s'est approfondie. Les EU sont devenus, après la 1^{ère} Guerre Mondiale, la puissance première de hiérarchie économique et sont sortis de la 2^{ème} Guerre Mondiale encore victorieusement. Ces deux événements ont fait des EU le leader politico-militaire indiscutable du monde capitaliste. Contrairement au milieu confus de la période entre les deux guerres, cette situation a créé un bon cadre pour l'accumulation à l'échelle mondiale.

Régulation institutionnelle / le système de Bretton Woods: après la 2^{ème} Guerre Mondiale, le marché a été organisé conformément à l'expansion du système capitaliste sous l'hégémonie des EU. On peut préciser les développements de la période comme la fondation du FMI, de la Banque Mondiale et du système monétaire de Bretton Woods; l'abolition des obstacles devant le commerce international par le traité de GATT (L'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce); la consolidation de la stabilité politique par les alliances régionales comme la Communauté Européenne (CE), l'Organisation du Traité Centrale,... pour rendre le marché plus large.³⁴

L'Internationalisation du Capital: après la guerre on verrait deux développements essentielles dans l'économie mondiale en ce qui concerne les courants internationaux. Le courant des marchandises se libérait graduellement en faveur des pays impérialistes. D'autre part, premièrement entre les pays développés capitalistes et puis envers les pays en développement, on observait un courant de capital monétaire (le crédit) et d'investissement directs. Dans ce processus le capital américain et puis ceux-ci de l'Europe et du Japon sont entrés dans le processus d'internationalisation. Ainsi l'espace d'activité des capitaux monopolistiques s'est

³⁴ Neşecan BALKAN, op-cit. p.43

répandu dans toutes les parties du monde. Ce développement a élargi le marché mondial, a augmenté la spécialisation, a agrandi les échelles de production, a assuré l'augmentation de taux de profit et s'est fait l'un des piliers de la période d'expansion longue.

L'Obtention des matières premières à bon marché: après la guerre, on a refondé les forts liens économiques avec les pays en développement en dehors de ceux du bloc soviétique. La position dépendante de ces pays qui se sont spécialisés dans l'agriculture et la métallurgie a donné une possibilité au capital impérialiste d'obtenir des matières premières à bas prix.

2) La période de longue dépression après des années 1970 (la 2^{ème} phase de l'onde longue)

De la 2^{ème} Guerre Mondiale jusqu'aux années 1970, on a vécu une rapide croissance économique et l'accumulation de capital dans les pays développés. Mais les contradictions internes du système sont devenues fortes et puis avec l'apparition des indicateurs de crise, le système a tendu à se ralentir.

Les premiers signes négatifs sont venus de la puissance hégémonique, les EU. Dans l'économie américaine, les taux de productivité et de profit ont commencé à diminuer, les prix à augmenter. En 1974-1975, la récession a exercé l'influence sur tous les pays impérialistes.³⁵ La récession de 1974-1975 avertissait deux choses en même temps: premièrement, la crise cyclique du capitalisme a apparu de nouveau; deuxièmement, cette crise était non seulement une récession mais aussi l'indicateur de la crise structurelle de la mode de production moderne du capitalisme.³⁶

Les politiques de crise ont laissé souffler le capitalisme un peu. Entre 1976-1979 l'économie a grandi lentement mais la capacité oisive n'a pas disparu. Dès 1983, on a vécu une période semblable à celle de 1976-1979 mais moins aisée. Il faut

³⁵ Fikret BAŞKAYA, op-cit. p.118

³⁶ ibid p.118; Jacques GOUVERNEUR, op-cit. p.252

commenter ces rétrécissements et redressements comme les phases internes de la crise et ne doit pas confondre avec la crise elle-même.³⁷

Quelques écrivains prétendaient que la crise a résulté de la surévaluation des prix pétroliers à la fin de l'année 1973. Mais avant ce date, l'allure de l'économie mondiale avait déjà commencé à freiner. Par exemple, aux EU la croissance avait commencé à se ralentir en 1971. En Angleterre, le taux de profit net était 1,5 % en 1972, 1,3 % en 1973 et 1 % en 1974.³⁸

La crise actuelle dispose de certaines caractéristiques sujettes aux modes de développement contemporaines du capitalisme. Tout d'abord, il faut souligner 'la stagflation'. La récession généralisée résultait de la baisse tendancielle du taux de profit. Cette tendance a causé la dépense d'investissement à diminuer. Dans beaucoup de pays, les mesures anti-inflationnistes ont fini par la diminution des investissements davantage. L'usage de sous capacité, des faillites, des licenciements ont diminué la production. En conséquence, le chômage s'est accru, les prix ont commencé à s'élever. Dans un milieu où la production baissait et le chômage augmentait, l'ascension des prix a ajouté à la crise une dimension intéressante. Dans les conditions de cette période, les prix devaient diminuer normalement. Mais les stratégies de prix des monopoles qui dominaient le marché mondial, ont causé le contraire. Voulant garder le taux de profit sur un certain niveau, les firmes grandes ont préféré amoindrir la production, élever les prix. On parle alors de « stagflation » pour désigner cette concomitance de la stagnation et de l'inflation.³⁹

On peut citer ainsi les facteurs de la période dépressive longue commencé dans les années 1970:

L'augmentation de la composition organique du capital: les nouveautés technologiques (notamment la semi-automation) mises en application pour le profit haut dans la période d'expansion, ont conclues par l'augmentation de la composition organique du capital. En baissant le taux de plus-value, cela a causé la diminution du taux de profit.

³⁷ Sungur SAVRAN, op-cit. p.45; ADALI C., op-cit. pp.116-117

³⁸ Fikret BAŞKAYA, *Az gelişmişliğin Sürekliliği*, pp.126-127

³⁹ Bernard ROSIER, op-cit. p.68

Les technologies utilisées: les technologies utilisées dans la période de longue expansion ont perdu leur capacité à accroître la productivité dès 1970. C'est un autre facteur du taux de profit décroissant.

Relations de puissance entre les classes: dans les conditions de prospérité, on s'est approché du plein-emploi, la force de travail réservée s'est amoindrie et la capacité d'être organisée de la classe ouvrière a augmenté. Grâce à cela, à la fin des années 1960, les ouvriers des pays développés ont lutté contre l'augmentation des heures et de l'intensité du travail. Les luttes ont empêché l'escalade de la productivité de travail et la baisse tendancielle du taux de profit s'est mise en évidence.

La montée des prix des matières premières: Parce que l'ascension de la capacité productive des matières premières (limités aux conditions de nature) est moins vite que celles des secteurs de capital fixe et des biens de consommation, les prix des matières premières ont commencé à augmenter dès le début de 1970.

Par ailleurs il faut analyser quelques dynamiques approfondissant la crise:

La régression de l'hégémonie américaine: les facteurs produits par la période d'expansion ont causé la régression de l'hégémonie économique des EU dès le début de 1970. L'un des indicateurs les plus importants c'est l'effondrement du système de Bretton Woods. D'autre part, l'hégémonie politique des EU a commencé à régresser après la défaite du Vietnam. Bien que les EU continuaient d'être le plus puissant Etat du monde politiquement et militairement, il n'était plus un hégémon sans rival, sans défaite. Parce que les pays européens et le Japon n'ont pas pu remplir cette lacune, est apparue une crise de leadership politique international dans le système capitaliste dès 1970. Dans ce milieu hors contrôle et irrégulier, les Etats et les firmes multinationales, les unités économiques, se trouvaient en concurrence trop rude pour assurer leurs propres intérêts. Se développant rapidement, le secteur financier a causé une série d'activités spéculatives et des instabilités. Cette atmosphère instable et floue a suscité l'insécurité, la diminution des investissements et est devenu un facteur qui approfondissait la crise.

La division du marché mondial: la segmentation du marché mondial par les frontières nationales est l'un des facteurs de la crise. Dans la période d'expansion, beaucoup de pays en développement ont réalisé leur production industrielle sous le protectionnisme pour le marché interne. Par conséquent, le capital de ces pays a développé au milieu de production basse. Empêchant la montée de la productivité à l'échelle mondiale, cette structure a fait obstacle à la vitesse de taux de profit.

L'internationalisation de la production avec les politiques nationales: dans cette période encore, les activités globales des FMN étaient en contradiction avec les politiques économiques nationales. Les FMN ont rendu ces politiques inefficaces.⁴⁰

⁴⁰ Neşecan BALKAN, op-cit. pp.44-46

D) La source principale de la crise: le taux de profit décroissant

La crise du capitalisme mondial est la crise totale du mode d'accumulation de la 2^{ème} Guerre Mondiale à la fin des années 60. A l'origine de la crise, se trouvent les contradictions du processus de production du capital. Cela veut dire que l'une des tendances essentielles de la production capitaliste, le taux de profit, s'est réalisé dans un certain moment de la période longue d'expansion.⁴¹

Le capital a toujours recours à la mécanisation pour accroître le taux de plus-value relative. Cela diminue peu à peu l'utilisation du travail vivant par rapport aux éléments de capital constant (la machine, l'équipement etc.). Mais la source de la plus-value est le travail vivant. Cela crée une tendance dans la direction de la diminution du taux de profit. Si on dit le taux de profit, on entend le taux de profit moyen. Ça veut dire la proportion de la plus-value totale, ou capital total utilisé pour la produire. Grâce aux développements techniques, on produit plus marchandises en même durée. Pourtant le marché ne peut pas grandir infiniment et il s'agit d'une limite de la production de la classe ouvrière. A ce moment-là, on ne peut pas trouver des clients pour quelques parts de la production et plus le processus avance plus les ventes baissent. Cela veut dire que la réalisation du profit se ralentit. Progressivement dans ce processus la portion plus petite du capital investi peut être valorisée. Ainsi on se fait toujours une marchandise en excédent. La suraccumulation apparaît comme un processus habituel du capitalisme et poursuit la chute du profit moyen. D'autre part la demande pour la force de travail diminue et cela provoque le chômage.⁴²

Mais cette loi n'assure pas la chute automatiquement, elle est tendancielle. La cause de la chute, la progression technique naît en même temps son contraire. La tendance essentielle se limite par quelques contre-facteurs. La baisse du taux de profit dépend

⁴¹ Sungur SAVRAN, op-cit. p.44

⁴² Coşkun ADALI, op-cit. p.71; Sungur SAVRAN, op-cit. p.47

d'un concours entre la composition organique du capital (grosso modo la proportion du travail mort / le travail vivant) et l'augmentation de la production de travail. A un certain niveau, les conditions concrètes se tournent contre l'ascension de la productivité et la tendance de chute se réalise.⁴³ Tous ces facteurs déjà mentionnés ne suppriment pas la loi mais diminuent son influence. Malgré cela, la baisse tendancielle du taux de profit est inévitable. Marx cite les contre-facteurs dans le troisième volume du 'Kapital' comme:

- L'augmentation de la densité de l'exploitation de la force de travail
- La baisse des salaires sous la valeur de la force de travail
- Réduction des éléments du capital-fixe
- Surpopulation relative
- Le commerce extérieur
- L'augmentation de capital assuré par des épargnes des autres.⁴⁴

Tous ces contre-facteurs sont influents entre les limites étroites. Donc la baisse à long terme s'apparaît comme la tendance dominante.⁴⁵ Le taux de profit moyen diminue rapidement ou lentement selon le pays. Dans quelques pays, le taux de profit moyen augmente en conclusion des contre-facteurs. Mais le monde est un marché unique. Tous les pays sont influencés d'une même manière à long terme. Dans ce marché, un rétrécissement généralisé influence tous les pays tôt ou tard. La baisse du taux de profit moyen et le rétrécissement du marché, bien que le premier sois avant le deuxième, ils s'influencent réciproquement. Au bout du processus, la baisse tendancielle du taux de profit se montre, le système capitaliste mondial entre dans une crise totalement.⁴⁶

Dans la deuxième moitié des années 1960, au bout de la période de longue expansion, deux types de problèmes ont empêché l'augmentation de la productivité de travail dans les pays capitalistes. Premièrement, la capacité des méthodes actuelles d'accroître la productivité est arrivée à sa limite. L'exploitation de la force de travail

⁴³ Metin ALTIOK, op-cit. p.57; SAVRAN S., op-cit. p.47

⁴⁴ Karl MARX, *Kapital*, Volume I, (trad.) BİLGİ Alaattin, İstanbul, 2ème édition, 1978, cité par ALTIOK M., op-cit. pp. 57-59

⁴⁵ Marksist Düşünce Sözlüğü, (ed.) Tom BOTTOMORE, (trad.s) Zehra AKSU et al, İstanbul, İletişim Yayınları, 2ème édition, 2001, p.59

⁴⁶ Coşkun ADALI, op-cit, p.63

peut accroître jusqu'à une certaine limite dans un cadre technologique donné. Deuxièmement, les relations de production capitaliste sont entièrement construites par des relations de classe. La période de longue expansion, a rétréci les quantités de la force de travail réservée, a créé un milieu convenable pour l'organisation de la classe ouvrière et a changé les relations de force entre les classes. Les fortes luttes dans quelques pays capitalistes au bout des années 60 étaient la conclusion de ce processus. Par conséquent, dans la deuxième moitié des années 60, la vitesse d'accroissement de la productivité a ralenti et le taux de profit a commencé à diminuer.⁴⁷

⁴⁷ Sungur SAVRAN, op-cit. pp.47-48

E) La crise d'endettement du tiers monde comme un signe de la crise

Dans le monde bipolaire après la 2^{ème} Guerre Mondiale, on faisait la donation aux pays en développement pour qu'ils ne se détachent pas de l'Ouest. Les crédits de la Banque Mondiale et du FMI ont suivi ces donations. Et puis les banques privées sont entrées dans le processus. Les pays industrialisés voulaient contrôler les pays en développement via l'endettement⁴⁸

D'autre part, l'ISI, produite dans le cadre des modèles de croissance de W.W.Rostow, A.Lewis, après la 2^{ème} Guerre Mondiale, a augmenté des dépendances financières, technologiques et commerciales des pays du Tiers Monde. Cela s'est négativement conclu pour les pays de périphérie en matière de l'endettement externe, la distribution des revenus, l'emploi et la marginalisation.⁴⁹

Bien que la cause de l'endettement soit ce modèle de croissance essentiellement, la crise des 70 a causé les dettes à rapidement augmenter. Les pays d'OPEP qui disposaient les fonds de grandes quantités avec les prix pétroliers augmentés dès 1974, déposaient ces fonds aux banques internationales. Ce n'était pas possible de les utiliser aux pays centraux à cause de la récession et le centre ne demandait d'ailleurs. On a transféré ces fonds au périphérie sans contrôle du FMI et la périphérie rendait cette transfère facile en relâchant son contrôle des changes et d'importation. Ainsi la capacité d'importation de la périphérie s'élargissait sans la nécessité d'augmenter l'exportation. Entre temps, ils s'endettaient au près des banques naturellement.⁵⁰

Dans les années 1980, on a commencé à voir les changements dans le système d'endettement international. Dès 1980, les pays d'OPEP et les EU sont devenus les pays emprunteurs, parce que, les revenus des pays d'OPEP ont diminué à cause de la

⁴⁸ Fikret BAŞKAYA, op-cit. pp.147-148

⁴⁹ ibid. p.109; Neşecan BALKAN op-cit. p.90

⁵⁰ Gülten KAZGAN, *Küreselleşme ve Ulus-Devlet*, İstanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 3ème édition, 2002, p.101

baisse des prix de pétrole. Le taux d'intérêt aux EU s'est élevé dû aux politiques de l'économie de l'offre. Les taux d'intérêt croissants et les crédits à court terme ont engendré le problème de remboursement. L'augmentation rapide des taux d'intérêt a défait les termes de l'échange et le flux de capital privé qui s'est arrêté avant la crise d'endettement et la fuite de capitaux ont créé les conditions d'une crise à long terme dans beaucoup de pays en développement, notamment en Amérique Latine.⁵¹ En 1982, le Mexique est devenu le premier pays insolvable. Le processus de recyclage des petro-dollars a empêché la récession du centre de transformer en une crise dense et chronique. Mais le talon d'Achille était la dette accumulée de la périphérie. Quand le système déraillait, la dette extérieure totale à long terme des pays en voie de développement s'est pliée en neuf, de 66 milliards de dollar en 1970 à 572 milliards de dollars en 1980. en 1984, ce chiffre est monté à 845 milliards de dollars.⁵²

La crise d'endettement des pays en développement a précipité celle des pays développés aussi. Comme le prêt est arrêté, les domaines d'investissement du capital international ont rétréci. La probabilité d'effondrement du système financier internationale a augmenté à cause de la cessation des remboursements. Il fallait également empêcher le rétrécissement des marchés nationaux, recréer les nouveaux champs d'investissement et augmenter les taux de profit pour les FMN qui investissaient dans les pays en développement.⁵³ Les EU sont influencés davantage de cette situation parce qu'une importante partie de leur exportation était avec les pays en développement et beaucoup de banques internationales étaient originaires des EU.⁵⁴

L'une des causes de la situation négative pour des pays en développement était l'utilisation inefficace des crédits, notamment pour l'achat d'arme. On a vendu des armes d'un montant de 224,4 milliards de dollars au Tiers Monde entre 1982-1988. Les autres causes sont la fuite de capitaux, l'utilisation des crédits pour les projets inefficaces et pour la consommation luxe. Par exemple, en Philippine, la centrale nucléaire de Bataam a été construite par 2 milliards de dollar en dette mais elle est restée hors circuit sans produire aucune énergie, parce qu'elle avait été construite

⁵¹ Marc RAFFINOT, *La Dette Des Tiers Mondes*, Paris, Editions La Découverte, 1993, p.19

⁵² Gülten KAZGAN, op-cit. p.102

⁵³ Metin ALTIÖK, op-cit. p.78

⁵⁴ Gülten KAZGAN, op-cit. p.102

dans la zone de tremblement de terre.⁵⁵ En Argentine, durant la période où Général Videla était au pouvoir dès 1976 et était soutenu par les EU et les forces financières internationales, la dette extérieure de pays est montée de 8 milliards de dollar à 43 milliards de dollars en 1983 date à laquelle la dictature militaire s'est terminée. La cour fédérale Argentine a décidé, après une enquête de 18 ans, que la dette a été partiellement dilapidée, partiellement pillée et également illégitime auprès de la constitution et des lois. La cour a conseillé le parlement de commencer les négociations concernant l'annulation de la dette.⁵⁶

L'une des plus importantes causes de l'endettement et de la crise est la fuite de capitaux. Entre 1979-1982, un capital de 67 milliards de dollar avait quitté le Mexique, le Venezuela, et l'Argentine. Selon les évaluations de la Morgan Bak, la dette externe de l'Argentine a été 50 milliards de dollars au lieu d'un milliard de dollars à cause de la fuite de capitaux.⁵⁷ D'après une enquête du FMI, au début des années 1980 la monnaie que les dirigeants des pays en voie de développement disposaient à l'étranger, arrivait au 40 % de la charge de dette.⁵⁸ Au bout de ce processus, les pays surendettés étaient sensibles aux propositions des institutions financières de l'Ouest, notamment le FMI et la Banque Mondiale. Pour cela la dette a joué un important rôle. Pour les nouveaux crédits, ils devaient s'adapter aux programmes de stabilisation et d'ajustement structurel (PSAS) de l'Ouest. Ce nouvel ordre économique augmentait le taux de profit du capital central. D'autre part, ce nouvel ordre a été imposé par les EU à fin d'égaliser les conditions de la concurrence interne du centre, garder son propre intérêt et former les pays en voie de développement selon son but de profit. Par cela, selon les EU, les pays en voie de développement pourraient élargir leur capacité d'importation. Ils appliqueraient ce nouveau programme sans défaire l'égalité de concurrence et on peut former des garanties pour les dettes extérieures.⁵⁹

⁵⁵ Fikret BAŞKAYA, op-cit. p. 154

⁵⁶ Ahmet İNSEL, "Arjantin Gibi Olmak", Radikal II, 25 Août 2002

⁵⁷ Fikret BAŞKAYA, op-cit. p.155

⁵⁸ Ergin YILDIZOĞLU, "Bugün Borç Krizi Daha Geniş Boyutlu", in *Küreselleşme ve Kriz*, op-cit. p.222

⁵⁹ Gülten KAZGAN, op-cit. pp.102-103

DEUXIEME PARTIE : LA REPONSE A LA CRISE: LA GLOBALISATION CAPITALISTE NEO-LIBERALE

Dans la deuxième partie, en mentionnant que le contenu de la période de globalisation capitaliste neo-libérale est d'abord en relation avec la conjoncture de la crise économique, nous allons explorer le rôle avant-garde et spécial que joue les Etats-Unis qui se trouve parmi des acteurs jouant des rôles importants pendant cette période de globalisation pour le but de restaurer aussi son hégémonie qui recule. Mais les pays du centre qui sont du même avis au sujet de mouvement du capital sans limitation dans le monde entier, spécialement dans les pays en développement, combattent entre eux sur le plan international d'une part, pendant qu'il menaient une protection à la frontière de leurs territoires d'autre part.

Ainsi nous allons accentuer que les périodes de régionalisme et globalisation sont les deux faces d'une même contradiction dialectique, nous allons mentionner le rôle que les firmes multinationales (les FMN) et les banques globales qui sont les deux importants et nouveaux acteurs du système international, jouent dans la période. Par les développements qui ont eu lieu dans la technologie de production, la transportation et la communication, l'enlèvement des obstacles qui assurent le mouvement de capital, le mouvement global des acteurs en question est assuré.

Ensuite, les nouvelles structures formées durant la période de stagnation pour le but d'augmenter les taux de profit seront analysées du point de vue de "l'organisation de la production, les politiques d'économie et les relations économiques internationales". Dans ce contexte, on crée de nouveaux domaines d'évaluation pour le capital qui emporte d'intérêt. Quant au capital qui reste dans la production réelle, celui-ci a développé de nouvelles stratégies pour augmenter les taux de productivité et de profit. Les recherches de dépassement des difficultés de valorisation du capital ont préparé les conditions du passage à un nouvel paradigme aussi dans les politiques d'économie.

A la fin de la partie, en examinant étape par étape “les programmes de stabilisation et d’ajustement structurel”, nous allons accentuer qu’ils sont des politiques concrètes qui arrangent le processus de production et de circulation. Les PSAS (les programmes de stabilisation et d’ajustement structurel) proposés pour le but de réaliser la transformation structurelle à l’accumulation du capital dans les pays en développement par le FMI et la BM comprennent les applications de l’économie politique qui est nécessaire pour la réalisation des évolutions qui viennent l’une après l’autre.

Les évolutions des PSAS qui sont appliquées sont les suivantes: la première évolution c’est “la période de stabilisation macro économique” qui comprend les précautions qui vont “refroidir” l’économie en supprimant les déséquilibres qui se lèvent à court terme dans l’économie avec des politiques de stabilisation, la deuxième évolution c’est “la période d’ajustement structurel” qui comprend les politiques qui vont assurer la reconstruction à l’accumulation de production et de capital, la troisième évolution aux marchés de travail et la quatrième évolution dans les politiques sociales.

A-) La transformation du système, les acteurs, les faits

L'un des plus importants résultats de la crise et des problèmes de l'accumulation du capital est l'augmentation tendancielle de la globalisation économique. La globalisation est l'élargissement de l'espace d'activité du capital commercial, financier, et industriel à l'échelle mondiale et par conséquent la gestion économique, politique du système capitaliste est orientée aux régulations dépassant les dimensions nationales.⁶⁰ Comme un processus interne du capitalisme, la globalisation est en relation avec l'expansion du capitalisme en matière des nouvelles terres, les ressources et les expériences culturelles. Dans les périodes où le capital est passif au niveau transnational, il se devient plus profond au niveau national. La période de 1930-1970 où le capitalisme est nationalisé, c'est aussi la période où le système a énormément développé ses forces productives et a transformé la grande partie des ressources naturelles, la population et les territoires physiques en marchandise.⁶¹

Avec la conjoncture de crise déjà expliquée en première partie, un changement de paradigme s'est apparu dans le système capitaliste. On a observé une crise d'hégémonie parallèlement à la baisse du taux de profit à l'échelle mondiale. On a commencé à questionner l'hégémonie américaine au bout des années 1960.⁶² L'hégémonie est un concept sociopolitique, socio-économique et militaire basé sur la force économique. Quand on vit une régression au niveau économique, on peut la garder aux autres niveaux pour un peu de temps. Le pays hégémon se fait le porte-parole du capital et des pays capitalistes centraux, détermine les règles du jeu et est toujours en concurrence avec les autres. Dans ce sens, la crise d'hégémonie veut dire l'égalisation des forces des pays centraux relativement. Dans la période de la crise hégémonique, la loi de développement inégal apparaît réellement, commencent les

⁶⁰ Tülay ARIN, "Dünya Düzeni: Emperyalizm Nereye?", *11. Tez*, No.12, 1992, p.51

⁶¹ Carlos VILAS, "Küreselleşmeye Dair AltıYanlış Görüş", (trad.s. Yeşim ÖZBEN et Hakan ARSLAN), *Özgür Üniversite Forumu*, no.1 October-November-Décembre 1997 Küreselleşme, p.57

⁶² Deniz Ü.ARİBOĞAN, *Kabileden Küreselleşmeye Uluslararası İlişkiler Düşüncesi*, İstanbul, Mavi Ada Yayıncılık, 1998, p.207

transformations réelles dans la structure interne du système capitaliste. Les crises se réalisent rarement. Les EU qui se sont chargés tous seuls de la construction du système après la 2^{ème} Guerre Mondiale, se sont blessés par la guerre de VietNam (1965-1975). Les EU ont dû restaurer son hégémonie après que l'Allemagne et le Japon ont renforcé leurs structures industrielles. Quand la crise hégémonique et la crise économique coïncident, la deuxième approfondit la première parce que tous les pays, y compris la force hégémonique, veulent sortir de la crise économique.⁶³

La recherche pour l'hégémonie globale des idées de la globalisation capitaliste néolibérale est reliée à la recherche pour la suite de la puissance hégémonique américaine dans le système globale.⁶⁴ Les EU en utilisant cette approche néolibérale, voulaient restaurer leur taux de profit et consolider leur hégémonie décroissante. Les Etats centraux étaient du même avis en matière du mouvement infini du capital dans tout le monde mais notamment dans les pays en développement. Ces pays d'une part étaient protectionnistes et d'autre part étaient en concurrence entre eux.

A la lumière de ceux qu'on a déjà précisé au-dessus, la globalisation contient quatre éléments:

- 1- Le capital commercial, financier et industriel et les courants de service s'internationalisent davantage.
- 2- La diminution des obstacles devant l'internationalisation du capital, notamment l'Etat-nation par la libéralisation internationale.
- 3- Ce processus se transnationalise au delà d'internationalisation. Ça veut dire les capitaux nationaux se réunissent, leurs identités nationales se perdent. L'espace d'action devient international, et d'autre part divers types de capital se réunissent dans un même groupe.
- 4- Le degré de densité et de centralisation du capital augmente au niveau international.⁶⁵

⁶³ Coşkun ADALI, *Reel Kapitalizm*, p.33

⁶⁴ Barry GILLS, *American Power, Neo-liberal Economic Globalization, and Low-Intensity Democracy: An Unstable Trinity*, in *American Democracy Promotion, Impulses, Strategies and Impacts*, (ed.s.) COX M. , IKENBERRY G.J. et INAGUCHI T., New York, Oxford University Press, 2000, p.328

⁶⁵ Tülay ARIN, op-cit. p.51

Quant à la régionalisation, ce fait est observé avec la globalisation en même temps et elle apparaît comme contradictoire avec la globalisation à première vue...Mais ces deux faits constituent deux ailes de la contradiction dialectique. Car dans le système capitaliste qui accélère la concurrence internationale et prépare les crises, les acteurs internationaux cherchent des solutions par deux voies: 1- transférer les centres de production aux pays où les salaires sont basses. 2- se réunir contre ceux qui sont plus forts.⁶⁶ Cela exprime un processus d'organisation normative et formelle qui s'oriente premièrement vers la collaboration économique, financière, technique et puis politique.⁶⁷ Ainsi le monde de nos jours se compose de trois sous-systèmes: le sous-système européen dont le pays centrale est l'Allemagne...le sous-système américaine qui s'incarne en l'ALENA (L'Accord de Libre-échange Nord-américain) et qui veut s'élargir vers tout le continent américain. Le sous-système du Pacifique de l'Est dont le pionnier est le Japon, le niveau et la vitesse d'intégration sont basses. Un pays qui veut intégrer dans la globalisation, doit premièrement intégrer dans un processus de régionalisation. La deuxième est le préalable de la première. Ainsi, le monde se mondialise par la voie de la régionalisation, en se régionalisant.⁶⁸

Ce processus signifie aussi le partage des zones d'influence.⁶⁹ Les acteurs non seulement augmentent leurs capacités communes et diminuent leurs interdépendances mais aussi préparent toutes les conditions pour l'assurer. Et cela contient 'la violence forte'.⁷⁰ La régionalisation pourrait, par ailleurs, participer au freinage de l'universalisation des structures, des comportements et des idées économiques, qui était généralement attendue de la globalisation. Déjà se multiplient les signes d'une persistance ou d'un renouvellement des différences: capitalisme rhénan et capitalisme anglo-saxon, trajectoires nationales, modes nationaux de gestion des entreprises, formes multiples de réinvention du capitalisme, non-universalité de l'Etat-nation.

Avec la période de globalisation, les institutions financières de la scène internationale ont commencé à s'adopter à ce processus sous l'influence des pays

⁶⁶ Ernest Mandel, op-cit. p.121

⁶⁷ Beril DEDEOĞLU, "Küreselleşme-Bölgeselleşme", Galatasaray Üniversitesi Yayınları, 1995, tome.2, p.207

⁶⁸ Coşkun ADALI, op-cit, p.73

⁶⁹ Gülten KAZGAN, op-cit. p.142

⁷⁰ Beril DEDEOĞLU, op-cit. p.209

centraux, notamment les EU. Etant l'une des institutions de Bretton Woods et a été fondée pour résoudre des problèmes monétaires après la 2^{ème} Guerre Mondiale, pour développer le commerce libre multilatéral et pour assurer la coopération économique, le FMI a commencé à changer ses fonctions avec la conjoncture de crise des années 1970.⁷¹ A cause de la crise de taux de profit, le choc pétrolier et la crise d'endettement les pays en développement ont commencé à dévaluer leurs monnaies fréquemment pour fermer le déficit commercial et à demander des crédits du FMI.

Lorsque cette transformation augmente l'influence du FMI graduellement, l'institution, avec la BM, a commencé à imposer les pays en développement les politiques d'économie aux niveaux micro et macro. D'autre part, ces deux institutions se sont mises à les proposer, conditionner le modèle d'industrialisation basée sur l'exportation. Ils ont dicté la nouvelle approche étatique et sociétale dans la direction de l'idéologie néo-libéral sous les piliers de la libéralisation, la dérégulation, et la privatisation.⁷²

La BM a défini le concept de 'bonne gouvernance' dans les années 1980 et avec la rhétorique de l'application des mécanismes démocratiques comme la transparence, l'Etat de loi..., s'est mise à s'efforcer pour assurer les conditions valables garantissant le mouvement libre du capital international dans la direction de la création d'un marché mondiale unique.⁷³ Plus tard, on a commencé à utiliser le concept comme 'gouvernance globale'. Le concept exprimait, en résumé, l'articulation flexible des politiques de globalisation néo-libérale. Les articulations étaient les institutions multilatérales officielles (le FMI, la BM, l'OMC, l'UE..) et les institutions privées comme Le Forum Economique Mondial.⁷⁴

Après le changement de paradigme, on a peu à peu commencé à abandonner 'l'Etat-providence'. L'idéologie néo-libérale a aussi trouvé sa réponse dans les pouvoirs publics avec les gouvernements néo-droit, néo-libéraux, par exemple Reagan aux

⁷¹ Nazım ÖZTÜRK, "IMF'nin Değişen Rolü ve Gelişmekte Olan Ülke Ekonomilerine Etkileri", *SBF Dergisi*, 57-4, Octobre-Décembre 2002, p.96; pour l'approche « bonne gouvernance » du FMI, voir: www.imf.org/external/pubs/ft/exrp/govern/govindex.htm

⁷² Fikret BAŞKAYA, *Kapitalist Gelişmenin...*, p.119

⁷³ Filiz Çulha ZABCI, "Dünya Bankası'nın Küresel Pazar İçin Yeni Stratejsi: Yönetişim", *SBF Dergisi*, 57-3, Juillet-Septembre 2002, p.153

⁷⁴ Ahmet İNSEL, *Neo-Liberalizm: Hegemonyanın Yeni Dili*, İstanbul, Birikim Yayınları, 2004, p.129

EU, Thatcher en Angleterre. Quant aux pays en développement, les modèles 'développementaliste national' et 'l'ISI' ont été abandonnés et le modèle d'économie ouverte a été adapté.

A la lumière de ceux qui ont été déjà précisés, la caractéristique la plus importante du système international de nos jours est l'efficacité de l'économie de marché à l'échelle mondiale et le mouvement mondial du capital. Dans cette structure mondiale, beaucoup de diverses unités comme les Etats, les firmes, les institutions internationales, les groupes terroristes se composent une seule totalité complexe. Cette totalité complexe n'est pas statique mais très fluctuante au contraire.⁷⁵

Dans cette structure instable, les FMN sont devenues les plus importantes concurrentes des Etats. Par ailleurs, elles se sont faites l'une des acteurs principaux du système.⁷⁶ Les développements en technologie de production, transport, et communication avec la disparition des obstacles devant les mouvements du capital et des biens garantissent le mouvement mondial de ces firmes.⁷⁷ Dans le processus elles ont commencé à forcer les limites de la diplomatie classique. Avec leur force gagnée dans cette période, on doit ajouter deux dimensions à l'approche traditionnelle de la diplomatie: 1- diplomatie entre les sociétés, 2- (de plus en plus crucial et nécessaire) entre les sociétés et d'autres gouvernements étrangers.⁷⁸

Dans cette période encore, les banques globales sont les nouveaux acteurs qui ont pris une importante partie du système globale sous leur contrôle. D.Channon énumère les facteurs jouant un rôle dans l'élargissement des activités des banques globales:

- 1- l'apparition du marché de capital global
- 2- l'évolution du marché de devise
- 3- les influences de la crise pétrolière

⁷⁵ Beril DEDEOĞLU, "Türkiye'de 90'ların Sonunda Dış Politika Davranışları ve Bu Davranışları Etkileyen Temel Faktörler", *İktisat Dergisi*, no: 386, Janvier 1999, p.6

⁷⁶ Deniz Ü. ARIBOĞAN, *Globalleşme Senaryosunun Aktörleri (Uluslararası İlişkilerde Güç Mücadelesi)*, İstanbul, Der Yayınları, 2ème édition, 1997, p.168

⁷⁷ Fikret BAŞKAYA, op-cit. p. 121

⁷⁸ Susan STRANGE, "World Order, Non-State Actors, and the Global Casino: The Retreat of the State", in *The Globalization of World Politics, An Introduction to IR*, (ed.s.) BAYLIS J. et SMITH S., New York, Oxford University Press, 2001, p.85

4- l'influence de la technologie⁷⁹

Le plus important facteur pour la globalisation des banques est la libéralisation des mouvements de production, de commerce, d'investissement, de finance, et l'intégration de plus en plus vite du système économique mondial.

Quand on regarde de près les 50 grandes banques du monde, on observe le rôle leader des banques japonaises. Derrière celles du Japon, il y a des banques allemandes et françaises. On s'entend que le géant bancaire des années 1970, les EU s'est reculé devant les banques des autres pays.⁸⁰ Il est clair qu'il y a un parallélisme entre ce fait et l'hégémonie en déclin des EU.

⁷⁹ Deniz Ü.ARIBOĞAN, op-cit. p.188

⁸⁰ ibid. p.189

B) Les nouvelles structurations dans la période de récession

Comme on a déjà expliqué avant, le ralentissement du processus de capital a causé une recherche à fin d'accroître les taux de profit et de productivité. Ce processus a énoncé les nouvelles structurations sous les angles de l'organisation de la production, des politiques d'économie, et les relations économiques internationales. Dans ce contexte, on a créé les nouvelles espaces de valorisation pour le capital qui importe d'intérêt et les nouvelles stratégies pour le capital réel. Les efforts pour dépasser les difficultés de la valorisation du capital ont préparé les conditions d'une transition à un nouveau paradigme. Les développements technologiques et l'utilisation des nouvelles structurations ont donné l'énergie aux nouvelles recherches.

1) La transformation des politiques d'économie

La récession économique a préparé les conditions d'un passage à un nouveau paradigme. Une approche qui symbolise la rupture des applications keynésiennes de la 2^{ème} Guerre Mondiale a dominé cette nouvelle période.

Commençant par l'effondrement de la Bourse New-yorkaise en 1929, au mois d'octobre, la crise a causé un taux de chômage de 25 % et on a vu des grandes baisses dans la production et les revenus. 'La Grande Crise' est surmontée par l'intervention de l'Etat à fin de créer de la demande. Avec des politiques de dépense par Roosevelt aux EU, par Hitler en Allemagne et par Mussolini en Italie, les économies se sont élevées vers le plein emploi. C'était Keynes celui qui a composé le cadre théorique de ces applications.⁸¹

⁸¹ *Ekonomi Ansiklopedisi*, İstanbul, Milliyet Yayınları, 1991, p.43

Après les développements de 1930, Keynes a tiré la conséquence que la loi de Say 'chaque offre crée sa propre demande', ne fonctionnait plus. D'après Keynes, parce que la consommation croît moins facile que les revenus, il serait un écart entre les dépenses totales et les revenus de la société. Dans ces conditions, on ne peut pas supposer que les revenus seraient suffisamment hausses pour garantir un niveau de dépenses qui peut éliminer le chômage. Selon cette approche, il serait un certain chômage dans la société. Mais si on veut, en augmentant les dépenses totales un peu, ce chômage peut être supprimé via des dépenses gouvernementales et les mécanismes d'impôt. Par ces mécanismes, la demande dépasserait la production, ferait une pression sur les prix et on vivrait développement inflationniste. Ainsi, Keynes mettait l'inflation en relation inversement proportionnelle avec le chômage.⁸²

Les applications des politiques d'économie en matière du plein emploi et la sécurité sociale pesaient sur ce processus qui fonctionne avec l'expansion du rôle de l'Etat en économie. Ces politiques ont dirigé vers une structure différente de celle-ci qui pourra fonctionner par les mouvements propres des forces de marché. De cette manière on a pensé de contrôler les fluctuations du capital, d'empêcher les crises.⁸³

Pourtant des années 1960 étaient la période d'expansion de l'économie mondial. La reconstruction de l'Europe et du Japon après la guerre avait créé une demande excédante pour les EU. Les nouvelles techniques de production et les branches d'industrie se propageaient. Quand le capital s'industrialisait, il entrait aussi dans l'Europe et dans les marchés des ex-colonies. Le traité de Bretton Woods et l'hégémonie politique américaine assurait un milieu stable. Dans ce milieu le chômage se diminuait, les revenus s'augmentaient indépendamment des politiques keynésiennes. Mais quand la stagflation apparaissait dans les années 1970, ça veut dire l'inflation et le chômage s'augmentent ensemble, l'économie keynésienne a perdu sa crédibilité et é été refusée.⁸⁴

Dans la période d'expansion après guerre où le modèle économique keynésien était valable, 'l'Etat-providence' ou 'l'Etat-social' étaient valable aussi dans les pays développés. En revanche le Tiers Monde se sont appropriés 'l'Etat développementaliste national'. Il s'agit d'un compromis entre le capital grand, les

⁸² Ergin YILDIZOĞLU, "Keynes: Peygamberin İkinci Gelişi", in *Globalleşme ve Kriz*, pp. 336-337

⁸³ Gülten DEMİR, "Küreselleşme Üzerine", *SBF Dergisi*, 56-1, Janvier-Mars 2001, p.84

⁸⁴ Ergin Yıldızoğlu, op-cit. p.337

syndicats, et l'Etat. L'Etat employait des travailleurs et des fonctionnaires davantage, s'orientait vers les dépenses sociales et intervenait dans l'économie en donnant des grands ordres aux monopoles privés et en composant des entreprises publiques. Par conséquence, on pouvait garantir une grande quantité de demande.⁸⁵

L'économie keynésienne n'a pas pu trouver des solutions pour la conjoncture de crise des années 1970. Parce qu'il s'agit d'un vide en matière de son approche concernant l'économie capitaliste. Dans le centre de leurs analyses de l'économie capitaliste soit chez Keynes, soit chez ses adeptes, se trouve le processus de circulation. Il n'y a pas de place pour le processus de production, les relations de classe et les contradictions du ce processus dans la théorie keynésienne. Donc l'idée keynésienne n'a pas d'outils nécessaires pour comprendre la nature de la crise actuelle née des contradictions du processus de production.⁸⁶

Dans ce point, lorsque la théorie keynésienne trouvait la solution pour la surproduction ou la consommation incomplète, a accéléré la baisse tendancielle du taux de profit. La crise qui n'a pas été prise sous contrôle par les politiques keynésiennes, a mis fin à ces politiques. Par conséquent dans les années 80, le pendule a balancé de nouveau au libéralisme de laissez-faire. Une raison principale pour cette foi libérale en le marché libéré est la croyance que cette globalisation économique apportera la prospérité à tous.⁸⁷

Dans le cadre néo-libéral, les politiques ayant objectifs d'augmenter le taux de profit de nouveau ont prédominé de façon que réponds aux nécessités des FMN. Le capital grand, l'idéologie néo-libéral a énoncé un nouveau modèle d'Etat et de société sur les piliers la libéralisation, la dérégulation, et la privatisation.

Dans ce cadre on a accentué les influences négatives de l'intention de l'Etat. On a prétendu que les mesures de politique d'économie de l'Etat causent le secteur privé d'être indécis, diminue les revenus de l'investissement et les taux d'impôt très haut influencent les investissements négativement. Pour augmenter le taux de profit, on a

⁸⁵ Fikret BAŞKAYA, op-cit. p.117

⁸⁶ Sungur SAVRAN, op-cit. p.35

⁸⁷ Robert JACKSON et Georg SORENSEN, *Introduction to International Relations*, New York, Oxford University Press, 1999, p.183

souligné les politiques monétaires de l'économie comme la diminution des dépenses sociales de l'Etat, l'élimination des subventions, la réduction des impôts qui accroît les revenus du capital.⁸⁸

Selon les néo-libéraux, le capitalisme est un système social, rationnel et harmonieux en général. Il contient les mécanismes à résoudre des problèmes de la vie économique. Premièrement, selon eux, le marché dispose toutes les qualités pour enlever les déséquilibres via le système de prix pourvu que l'on empêche de fonctionner par les interventions inutiles. Dans la période de longue expansion, quelques développements (les syndicats, la sécurité sociale, l'intervention étatique, le taux d'impôt, la protectionnisme...etc.) ont fait des obstacles et causé des déséquilibres. La responsable de la crise et/ou de l'inflation est les dépenses étatiques de plus en plus croissantes et l'augmentation de l'émission plus vite que le taux de croissance du produit national (Friedman), ou les taux d'impôt trop haut qui étranglent l'esprit entrepreneur (l'économie d'offre). Pour sortir de la crise, il faut que l'Etat renonce à intervenir le marché. Il ne faut pas permettre l'augmentation de l'offre monétaire à gonfler l'économie artificiellement (monétarisme), il faut rendre l'impôt plus basse notamment sur le capital (l'économie d'offre). Quant à l'espace international, il faut enlever tous les obstacles devant les courants de marchandise, monnaie, et capital.⁸⁹

D'autre part, le néo-libéralisme continue à utiliser la mystification d'Etat de l'approche keynésienne. L'idée keynésienne avance que les problèmes peuvent être résolus par un Etat rationnel et interventionniste. Il est possible que le capitalisme gagne une qualité rationnelle et harmonieuse par la voie de l'intervention étatique. L'approche néo-libérale renverse cette idée essentielle de Keynes. Comme le capitalisme est déjà un système rationnel et harmonieux, l'intervention de l'Etat défait cette harmonie. Dans ces deux approches contraires mais symétriques concernant l'Etat, l'Etat est lié à l'économie avec des liens externes. L'Etat dispose d'une qualité indépendante du mouvement de l'économie. Ces deux approches n'accordent pas de l'importance à la relation de l'action de l'Etat avec l'économie, notamment avec l'accumulation du capital et la position des classes devant

⁸⁸ Gülten DEMİR, op-cit. p.85

⁸⁹ Sungur SAVRAN, op-cit. pp.35-36

l'économie. Aucune des deux n'a les moyens de comprendre le mécanisme du système.⁹⁰

Le ralentissement de la croissance économique a aiguisé la lutte de partage. Le rôle des salaires créant la demande, a commencé à perdre l'importance et à être apprécié comme un élément de prix de revient. L'exportation est devenue la force motrice de la conjoncture pour dépasser des problèmes de demande. Etant donné que le capital a perdu graduellement des possibilités de profit, il a commencé à chercher les nouvelles espaces à l'étranger, en dehors des frontières nationales. Cela a nécessité d'enlever les contrôles et les limitations devant le capital. Les politiques d'économie ont été régulées dans la même direction. On est passé des marchés sous le contrôle de l'Etat après la 2^{ème} Guerre Mondiale aux ceux qui sont sans contrôle.⁹¹

Le FMI et la BM ont étendu les politiques similaires aux pays en développement. L'ISI ayant pour résultat réussi pendant 25-30 ans, a créé des problèmes de balance des paiements ce qui a augmenté leurs besoins de ressource externe. La récession dans les pays développés, l'augmentation des prix de pétrole, les taux d'intérêt haut dans les marchés internationaux...etc. ont les mis face aux problèmes des ressources externes. Par conséquent, l'influence des institutions comme le FMI et la BM qui régulent le courant de ressource s'est accrue. Ces institutions ont commencé à conditionner le développement basé sur l'exportation notamment dans les années 1980. Elles ont lié le financement du déficit externe aux changements politiques radicaux sous le nom de PSAS.

Les politiques d'économie ont été formées pour que le capital réel et financier dans les pays développés et aussi en développement puissent sortir en dehors des réglementations nationales. Cette transformation a eu des effets importants en matière de la concentration des relations économiques internationales.

⁹⁰ *ibid.* pp.36-37

⁹¹ Gülten DEMİR, *op-cit.* p.85

2) L'importance croissante du capital financier

Le ralentissement du processus de l'accumulation réel dans les années 1970 a rendu difficile le fonctionnement du capital comme le capital productif et a préparé les conditions de l'accumulation de la monnaie transformable en capital.

Etant attaché au ralentissement de l'accumulation de capital, le volume de financement, de crédit, et naturellement le risque augmente et on vit quelques évolutions parallèles:

- 1- On commence à utiliser les instruments financiers abaissant la risque, par exemple plus la risque augmente plus les marchés dérivatifs gonflent.
- 2- Le ralentissement de l'accumulation du capital amoindrit les intérêts des institutions de crédit et puis des firmes travaillant dans le secteur productif et commercial. Cela rend attirant le partage de la plus-value/du profit déjà produit(e) et accumulé(e). La plus-value du futur (ante validation) perd son importance aux yeux des investisseurs. L'espace de circulation du capital financier commence à gonfler, les mouvements spéculatifs à se multiplier.⁹²

La plus importante conclusion pour le système capitaliste mondial est la division du monde en deux: le monde réel et le monde virtuel. Cette division change la qualité de la monnaie et aussi est résultée de ce changement de qualité. Il s'agit d'une influence réciproque. Etant donné que la qualité physique de la monnaie disparaît, elle se transforme en système électronique, l'économie mondiale unique s'est divisée en deux. Kurtzman définit ce processus comme 'la morte de la monnaie'.⁹³ En d'autres termes, le changement principal qui s'est produit dans l'économie mondiale est l'apparition de l'économie de "symbole"- mouvements des capitaux, taux de change

⁹² Ergin YILDIZOĞLU, "Kapitalizmin Krizi ve Sermaye Piyasalarının Küreselleşmesi", in *Globalleşme ve Kriz*, op-cit, pp.37-38

⁹³ Coşkun ADALI, *Günümüz Kapitalizmi ve Devleti Üzerine*, İstanbul, Sarmal Yayınevi, 1997, pp.107-110

et écoulements de crédit - comme volant de l'économie mondiale, au lieu de la vraie économie - l'écoulement des marchandises et des services...⁹⁴

Le monde premier est celui-ci de l'économie réel. L'accumulation de capital productif, l'investissement, la production de marchandise, le commerce se réalisent ici. Quant au deuxième monde, c'est instable et est le monde du capital financier basé sur électronique. Celui-ci ne reconnaît aucune rationalité économique, l'intervention consciente et d'autre part la taxation n'est pas très facile. Dans ce monde on fait seulement de la spéculation.

L'existence du deuxième monde dispose les conséquences importantes pour le premier. La circuit financier toujours avale les ressources ce qu'elle transfère de l'économie réelle. En succant le capital excédent non investi dans la production, joue un rôle important dans le processus de dévalorisation du capital.

D'autre part, étant donné qu'il fait parcourir le capital dans tout le monde, la globalisation marche essentiellement par la voie du deuxième monde. La tendance de restructuration du capital monétaire compose la base du passage à la globalisation néo-libéral.⁹⁵ A cause de l'existence de ce monde, les plans des investisseurs à moyen et à long terme deviennent de plus en plus risqués. Et la capacité des gouvernements à appliquer des politiques d'économie s'amoindrit.⁹⁶

Avec l'apparition de la régulation comme une solution, des possesseurs du capital monétaire se sont mis à lutter pour le partage du profit non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle globale. La recherche de profit à l'échelle mondiale a pas à pas nécessité de la liquidation des mesures nationales devant les mouvements de capital internationale.

A part la formation des politiques dans le but de rendre possible la lutte de profit globale, les développements dans les domaines de communication et de la

⁹⁴ Roger TOOZE, "International Political Economy in an Age of Globalization" in *The Globalization of World Politics, An Introduction to IR*, (ed.s.) BAYLIS J. et SMITH S., New York, Oxford University Press, 2001, p.224

⁹⁵ Gülten DEMİR, op-cit. p.86

⁹⁶ Coşkun ADALI, op-cit. pp.109-110

technologie ont renforcé du capital international financier. Etant donné que la révolution électronique accélère tous sortes de capital, cela diminue le coût de mouvement et rend facile l'observation des événements, le même terme peut définir les deux faits en même temps. On le/la parfois considère comme si la révolution technologique et la globalisation du capitalisme sont identiques. Pourtant avant la révolution technologique soit le capital financier soit les investissements directs pouvaient circuler librement.⁹⁷

Le secteur financier international consiste en un complexe composé par des institutions financières, des banques, et des bourses.⁹⁸ Dans ce secteur, le nombre des instruments financiers s'est multiplié, et se sont apparus les nouveaux acteurs (les investisseurs institutionnels, les dirigeants de fonds...et les nouveaux produits commerciaux).⁹⁹

Etant la dérivation des marchés spots, la valeur du marché dérivatif est déterminé en proportion des prix des actions, des obligations, des devises, et des biens dans les marchés spots. Dans ce marché il y a deux types de produit, le type d'option et le type de futur. Le risque systémique inquiétant s'agit quand l'une des parties ne remplit pas ses obligations, suscite 'l'influence de domino' qu'elle peut renverser tout le système. Cela est l'une des éléments d'instabilité du système global capitaliste. Etant donné qu'il y a une structure complexe composée par des banques commerciales, des firmes de bourse, des FMN, des gouvernements des pays en développement, des spéculateurs individuels travaillant entre des acheteurs et des vendeurs dans les marchés dérivatifs. C'est pourquoi, les banques centrales ayant l'autorité limitée à l'espace nationale ne peuvent pas contrôler toute cette structure entièrement.¹⁰⁰

Comme on a déjà expliqué en détaillé dans la première partie, la dette des pays en développement a gagné d'importance à ce point-la. Les fonds non-utilisés dans les pays développés ont été transférés aux pays en développement avec un taux d'intérêt trop petit, parfois même négatif. Après l'insolvabilité du Mexique en 1982, ce

⁹⁷ Gülten KAZGAN, op-cit. p.161

⁹⁸ Coşkun ADALI, op-cit. p.106

⁹⁹ Gülten DEMİR, op-cit. p.87

¹⁰⁰ Hayri KOZANOĞLU , "Türev Piyasalar", *İktisat Dergisi*, no:352, Septembre 1994, pp.56-58

processus s'est transformé en crise de dette. Ces pays alors ont dû accepter les politiques d'économie dans la direction de globalisation capitaliste néo-libérale. Dans ce processus, les institutions financières internationales ont joué un rôle important.

Par conséquent, la réaction essentielle du capital en matière des problèmes de l'accumulation de capital est l'internationalisation et l'augmentation des investissements financiers. Pourtant, la transnationalisation des cycles financiers et le gonflement incroyable du capital monétaire engendrent une faiblesse très importante dans le système capitaliste mondial. Cela rend le système vulnérable aux chocs et dynamiques externes.¹⁰¹

3) La restructuration du capital productif

La complexité de la technologie et de l'organisation de production avec l'ouverture des marchés nationaux à l'étranger a apporté les nouvelles difficultés aux firmes. Les firmes qui s'adaptent aux nouvelles conditions de marché avec les mesures de productivité peuvent être concurrentes et cela augmente la concentration des firmes et l'importance des FMN dans l'économie mondiale.

Le capital celui qui fonctionne comme le capital productif dans le processus de l'accumulation s'est orienté vers la concentration des investissements de rationalisation, le changement de lieu de production et l'augmentation de la flexibilité de la production pour dépasser les difficultés de valorisation et augmenter les taux de profit et de productivité.

Les investissements de rationalisation ont gagné l'importance par la voie des nouvelles technologies et la rationalisation des espaces de travail. Par cela, on essaie de protéger les profits. Deuxièmement, pour minimiser les coûts, quelques parts de la production ont été transférées aux pays où les conditions étaient plus avantageuses. Dernièrement on a élevé l'élasticité de production et a diversifié les produits en

¹⁰¹ Coşkun ADALI, op-cit. p.113

réorganisant la production pour s'adopter aux conditions de demande et pour mieux répondre à la demande. D'autre part, cela a rendu possible de profiter davantage du potentiel interne des régions en matière de la production et de consommation, notamment l'internationalisation de la production et l'orientation vers la production flexible.

i. La concentration des investissements de rationalisation

L'une des régulations qu'on utilise à cause de la baisse tendancielle du taux de profit est l'investissement de rationalisation. Tant que les firmes délimitent leurs investissements réels à l'échelle mondiale, ont accéléré les investissements de substitution et de rationalisation. Cette situation naturellement a eu des conséquences en matière de l'emploi.

Dans la période de longue expansion après la 2^{ème} Guerre Mondiale, grâce aux investissements nouveaux, on a employé plus de travailleurs. La croissance économique et les profits plus hauts ont apporté les salaires plus élevés et un standard de vie plus haut. Comme une tendance nouvelle, on a voulu garder le profit par la voie du coût baisse assuré par les nouvelles technologies et la rationalisation de l'espace de production.¹⁰²

On peut observer les technologies dans quelques espaces: le pionnier de la révolution est l'automatisation basée sur le microélectronique. On a substitué le capital à la force de travail. Le partage de la force de travail a baissé plus de la moitié en matière du coût de la production industrielle, cette proportion est constatée moins de 15 % dans quelques secteurs. Cela pose des problèmes sociales, économiques en matière du chômage croissant, l'Etat-providence inefficace, le travail à mi-temps, et le sous-contrat. Cela augmente la productivité des travailleurs, la force de concurrence des biens et des services et donne aux gens les nouvelles possibilités.

¹⁰² Gülten DEMİR, op-cit. p.89

Les nouveaux changements technologiques ne peuvent pas être réduits seulement aux 'labour-savings' et l'augmentation du taux de profit par la voie de la croissance de productivité. Par exemple, la fabrication de matière nouvelle substitue, comme auparavant, beaucoup de matières premières par la voie de l'industrie chimique. Quant à la révolution verte des années 1980, d'autre part, il paraît que la biotechnologie et la technique de gène rend cette domination indiscutable dans le monde d'aujourd'hui et de demain.¹⁰³

b) Le changement du lieu de production

Cela signifie le processus ayant pour but de minimiser les coûts, de transférer quelques parts de la production aux pays où les conditions sont plus avantageuses. La possibilité de désintégration de la production et les développements dans les domaines de transport, et de la communication a rendu cette révolution possible et profitable. Ce processus a eu des conséquences sous l'angle des relations économiques internationales et dans ce point il s'agit de la nouvelle division de travail à l'échelle internationale.¹⁰⁴

S'appelant dans la littérature comme 'la délocalisation', cela signifie le transfert d'une part de la production en dehors du pays. Les monopoles emmènent leurs productions de plus en plus vite aux marchés locaux.¹⁰⁵ L'économie d'exportation appuyée sur l'emploi bon marché avait commencé en l'Asie du Sud-est dans les années 1960 et 1970, notamment dans le secteur de fabrication de travail intensive. La production appuyée sur le travail bon marché était limitée au commencement avec quelques régions d'exportation (par exemple, Hong Kong, Singapour, Taiwan, et la Corée du Sud). Mais dans les années 1970 et 1980, ce processus a commencé à accélérer.¹⁰⁶ Pourtant les nouvelles technologies et les méthodes d'organisation le rendent dorénavant non lucratif. Par exemple, les FMN réalisent le 63 % des

¹⁰³ Gülten KAZGAN, op-cit. pp.197-198

¹⁰⁴ Gülten DEMİR, op-cit. p.90

¹⁰⁵ Coşkun ADALI, op-cit. p.96

¹⁰⁶ Michel CHOSSUDOVSKY, *Yoksulluğun Küreselleşmesi*, İstanbul, Çiviyazıları Yayıncılık, 1999, p.90

investissements directs étrangers (IDE) dans les trois grandes régions économiques.¹⁰⁷

Un pas plus avancé en matière de l'expansion du lieu de la production est le passage du niveau de montage 'travail intensif' à la production internationalement intégrée. En conséquence de ce processus on obtient la connaissance, la force de travail et les matériaux des pays divers. C'est pourquoi, on ne s'appelle plus ces types de marchandise comme allemande, américaine ou anglaise. Au lieu de ça on utilise le concept 'le bien mondial'.¹⁰⁸ Par exemple, des pièces de la voiture de type 'Escort' de Ford sont produites dans plus de 15 pays.¹⁰⁹ Le choix de lieu de production et de marketing est devenu plus important dans le processus d'organisation de la production à l'échelle mondiale. D'une part la globalisation accentue « l'émancipation des limitations de lieu, d'autre part le lieu gagne plus de l'importance. Ainsi, les firmes demandent beaucoup de choses des pays où elles se trouvent. Entre ces demandes on peut citer l'infrastructure, la technologie, le capital humaine, les coûts de travail baisses, l'impôt minimum, les régulations juridiques...etc.

Selon le niveau du 'climat d'investissement' on qualifie quelques lieux comme les centres agréables, attrayants. En revanche quelques régions ont de l'inclination à se détacher du système. Dans ce processus à deux directions, on vit une marginalisation dans les pays en développement sauf quelques-uns.¹¹⁰ La concurrence entre eux aide les salaires et les prix à diminuer. Des encouragements d'exportation (s'il s'agit dans beaucoup de pays en même temps) ironiquement engendre la surproduction et la diminution des revenus d'exportation.¹¹¹

D'autre part, le capital étranger, si le marché n'est pas suffisamment grand ou la production pour ce pays n'est pas convenable à la stratégie, s'orientait vers la production pour l'exportation dans les zones libres de production fondée par l'Etat lui-même. Ces zones n'étaient pas liées juridiquement aux lois des pays et assuraient

¹⁰⁷ Coşkun ADALI, op-cit. p.97

¹⁰⁸ Gülten DEMİR, op-cit. p.91

¹⁰⁹ Coşkun ADALI, op-cit. p.101

¹¹⁰ ibid. p.97

¹¹¹ Michel CHOSSUDOVSKY, op-cit. p.92

le travail bon marché et non gardé, les facilités d'impôt et quelques encouragements aux firmes.¹¹² Les zones libres de production sont des nouveaux anneaux de la division du travail international. Ce sont des zones qui utilisent la force de travail des pays en développement dans le domaine de l'industrie.¹¹³

Quand on assigne les activités économiques aux certains endroits à l'échelle mondiale, les activités Recherche-développement se concentrent généralement dans la patrie des FMN. Ce type de réseau d'entreprise peut contenir divers types comme la production dans les régions de salaires basses, la fusion des deux entreprises ou la coopération stratégique entre les FMN.

On peut vérifier si ces développements peuvent caractériser la globalisation en analysant les IDE et la situation du commerce mondial.

i. L'évolution des investissements directs étrangers

Les IDE sont à long terme et il y a deux types de l'IDE: premièrement la fondation, l'élargissement d'un entreprise et deuxièmement le plus souvent l'achat d'un entreprise. On peut qualifier les IDE dans le secteur de fabrication comme durable. C'est pourquoi, ces investissements se différencient des autres investissements mondialisés avec leurs influences positives. Dans les années dernières, les IDE sont en général sous la forme des achats d'entreprise. Ces types d'investissement constituaient 44 % des investissements totales, entre 1990-1994, et en 1996 ce pourcentage est monté à 80 %.¹¹⁴

Les données concernant l'évolution de l'investissement direct en proportion de la production totale, ne nous donnent pas la possibilité de dire qu'il s'agit d'une augmentation énorme. En 1913, la proportion des investissements directs dans la production totale était estimée 12-15 %. Entre 1980-1995, les investissements

¹¹² Coşkun ADALI, op-cit. p.103

¹¹³ Folker FRÖBEL, Jürgen HEINRICHS et Otto KREYE, *Uluslararası Yeni İşbölümü ve Serbest Bölgeler*, İstanbul, Belge Yayınları, 1982, p.80

¹¹⁴ Gülten DEMİR, op-cit. p.91

directs de plus en plus élevés des pays de l'Europe de l'Ouest sont à peine arrivés, en 1995, la proportion de 13,5 % de leurs revenus totales.¹¹⁵ Si on prend en considération les chiffres absolus, on voit un énorme élargissement. Par exemple, ce chiffre était 290 milliards de dollars pour la période de 1970-1980, est parvenu à 870 milliards de dollars en 1980-1990.¹¹⁶ Entre-temps il faut aussi préciser que l'augmentation plus importante est concernant l'investissement de portefeuille et l'autre flux de capital. Ce type d'investissement est défini comme l'investissement dans l'action, l'obligation et les autres instruments de marché du capital ayant pour but d'obtenir le revenu d'intérêt et de dividende. Pour ce faire, il faut prendre des risques supplémentaires comme le risque politique international, le risque de cours de change.¹¹⁷ Les investissements de portefeuille sont arrivés en 1993 un montant de 24 fois de grand de celui de 1976-1980. En revanche pour la même période encore les investissements directs ont quadruplé.¹¹⁸

On observe une tendance croissante dans les investissements directs aux pays en développement. Quand la proportion des IDE aux investissements totaux était 9,8 % en 1980, cette proportion est montée en 42 % en 1996. Mais parce que la révolution microélectronique a diminué la proportion industrielle, la proportion relative des investissements directs aux pays en développement a décliné aussi.¹¹⁹ Le programme des ajustements structurels et la libéralisation que des pays en développement ont appliqués dès 1980s, ont exercé une influence importante sur cette augmentation bien qu'elle soit décroissance relativement. Comme un pas plus avancé, on a pour but de faire circuler le capital étranger infiniment à l'échelle mondiale par le moyen de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (l'AMI)¹²⁰

Dans cette période encore, le flux de capital au secteur public s'est rapidement abaissé. La proportion du secteur public au flux d'investissement total était 70 % en 1980. Ce chiffre est descendu 57 % en 1990, et 12 % en 1996.¹²¹ D'autre part, à propos des investissements aux pays en développement, il s'agit d'un rôle important

¹¹⁵ *ibid.* p.92

¹¹⁶ Coşkun ADALI, *op-cit.* p.96

¹¹⁷ Meral V. TEZCANLI et al, *Uluslararası Sermaye Hareketlerinde Portföy Yatırımları ve Türkiye*, İstanbul, İstanbul Menkul Kıymetler Borsası Araştırma Yayınları, No.3, 1994, p.8

¹¹⁸ Gülten DEMİR, *op-cit.* p.92

¹¹⁹ Gülten KAZGAN, *op-cit.* p.169

¹²⁰ Türkel MİNİBAŞ, *op-cit.* p.29

¹²¹ Gülten DEMİR, *op-cit.* p.93

de la privatisation. Selon les données de la Banque Mondiale, entre 1988 et 1992, 15 milliards de \$ sont entrés aux pays en développement (PED) par la voie de privatisation¹²²

Mais la plupart de ce type d'investissement est effectuée entre les pays développés par les FMN. Par les années 80, la plupart des mouvements de capitaux ont été concentrés sur les économies de Triade – en 1989 plus de 80 % de l'investissement direct étranger du monde sont venus de et sont allés aux régions de Triade¹²³

En matière des investissements directs, les EU est le premier pays soit investisseur soit investissé. Par exemple, les EU ont effectué les investissements directs de 85 de dollars en 1996. Un tiers de cette somme a été effectué aux pays en développement.¹²⁴ Mais si on fait le compte par personne, l'Angleterre passe au premier rang. Cela a deux causes internes: Bien que son taux de croissance soit monté sur le moyen de l'Europe, dans la 2^{ème} moitié des années 1990, il est resté longtemps stagnant. D'autre part, la demande des salaires hauts des syndicats a baissé le taux de profit de capital étranger, c'est grâce aux firmes américaines et japonaises qui voulaient dépasser le mur de douane de l'EU en utilisant l'Angleterre, l'un des pays plus tolérants au capital étranger dans l'UE.¹²⁵

Il est clair qu'il y a une augmentation concernant l'ID aux pays en développement, la distribution entre eux est trop inégale. En 1996, le 80 % a été effectuée dans seulement 10 pays: la Chine, le Singapour, le Brésil, l'Indonésie, le Mexique, l'Argentine, le Chile, l'Inde, la Malaisie et la Thaïlande). Si l'on examine sous l'angle des régions, à peu près 2/3 en Asie du Sud-ouest, notamment en Chine, et presque tout le restant 1/3 en Amérique Latine, notamment au Brésil, en Argentine, et au Mexique.¹²⁶ Quatre ans plus tard, en 2000, la région a reçu 57,4 milliards de dollars, mais plus de cette somme ont été absorbés par le Brésil et le Mexique.¹²⁷

¹²² Gülten KAZGAN, op-cit. p.170

¹²³ Roger TOOZE, op-cit., p.224

¹²⁴ Gülte DEMİR, op-cit. p.92

¹²⁵ Gülten KAZGAN, op-cit. pp.171-172

¹²⁶ Gülten DEMİR, op-cit. p.93

¹²⁷ Georges COUFFIGNAL, *L'Amérique Latine, Entre Démocratisation et Globalisation*, Paris, Ramses 2002, p.179

L'une des régions dans lesquelles les ID ont rapidement augmenté dans les années 1990 est l'Europe de l'Est avec l'Asie Centrale. En Europe de l'Est coule le capital allemand dans le processus de privatisation. L'Asie Centrale attire le capital américain pour la production de pétrole et de gaz naturel.¹²⁸ D'autre part, parmi les investissements aux pays en voie de développement, le partage de l'Afrique a rapidement diminué. Dans la 2^{ème} moitié des années 80, le partage de l'Afrique dans les investissements totaux a diminué de 6,4 % à 2,6 % en 1996.

En conséquence, on peut résumer les points importants concernant des ID comme: avec une augmentation des ID vers les pays en voie de développement, une importante partie de ces investissements sont entre des pays développés. La distribution des investissements entre les pays en voie de développement nous montre que les investissements se concentrent dans certains pays et certaines régions.

2. L'évolution du commerce mondial et les nouvelles tendances

Le commerce mondial mesuré par rapport à la production mondiale s'est accru après les deux guerres mondiales, sauf la période entre les deux guerres. Selon l'approche libérale, le commerce libre apporte plus de richesse en augmentant la division de travail mondial. Ainsi dans le processus de l'abrogation pas à pas des obstacles devant le commerce dans le cadre des négociations de GATT (l'OMC), le commerce extérieur a été dérégulé et libéralisé.

Dans la 2^{ème} moitié des années 1980, à cause du ralentissement de la croissance économique dans les pays développés et de la crise de dette des PED, on a vécu une forte décroissance dans le commerce mondial.

Si on néglige cette période, il est toujours sur la croissance de la production mondiale et cette situation est commentée comme l'indicateur de l'intégration économique croissante.

¹²⁸ Gülten KAZGAN, op-cit. p.173

a. L'évolution du commerce mondial

Le volume du commerce mondial croît en général plus vite que la production mondiale, soit dans la période d'expansion, soit dans la période de dépression. Entre 1985-1994, le taux de croissance d'exportation est 6,7 %, et le taux de croissance de la production mondiale est 3,2 %. Dans cette période, la proportion de l'exportation dans la production mondiale, selon les données de CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) est montée de 12,1 % à 16,7 %. Quand le volume de commerce mondial croissait 6,9 % en 1996 et 9,9 % en 1997, la croissance de l'année de 1998 est restée à 3,3 %. Dans ces années encore, la croissance de la production mondiale était moins vite que la croissance du commerce mondial.¹²⁹

Dans la période de globalisation, on observe que l'achat et vente des services internationaux augmentent plus vite que celui de marchandise. Avec le ralentissement dans les secteurs industriels, les services comme le transport, le port, le tourisme, les services de poste, et le voyage se mondialisent plus vite que le commerce des marchandises. D'autre part, dans un monde où les monopoles jouent le premier rôle, on peut dire que l'étude de la balance des paiements n'est plus suffisante dans cette période pour constater la capacité de concurrence d'un pays à l'étranger. Pour mieux comprendre la capacité de concurrence de l'économie d'un pays il faut étudier combien de pourcentage du marché mondial contrôle-t-il ce pays.¹³⁰

Dans la croissance du commerce mondial, l'abaissement des murs de douanier, même l'abolition pour marchandises, joue un rôle important et excite la concurrence. Avec cela, la technologie progressant à pas de géant dans les domaines de transport, d'ordinateur, d'information, et de télécommunication, l'influence dans la même direction. Le commerce extérieur fonctionne comme un vecteur contre la baisse tendancielle du taux de profit. Dans l'âge de globalisation cette constatation est valable pour les capitaux qui suivent les stratégies mondiales mais le lieu de

¹²⁹ Gülten DEMİR, op-cit. p.94

¹³⁰ Coşkun ADALI, op-cit. p.87

l'échange des marchandises n'est plus la somme arithmétique du marché intérieur et extérieur. On regarde le monde comme un marché unique contre la baisse du taux de profit.¹³¹

La 2/3 du commerce mondial se réalise entre les pays de l'OCDE et le ¼ du commerce est effectué entre le bloc à trois, le Triade, composé de l'Amérique du Nord, des pays de l'UE et le Japon. Les données concernant le commerce mondial nous montrent que le commerce intra-région se concentre aussi. Par exemple, dans le continent d'Amérique, le commerce entre les EU et le Mexique, dans la région de Mercosur (l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, et l'Uruguay), entre le Chili et ses voisins, entre le Venezuela et la Colombie et dans l'Amérique Centrale se sont accrus. Avec un taux de croissance de 400 %, le Mercosur a la plus grande vitesse de croissance du monde.¹³² Ces recristallisations sont commentées comme meso-globalisation et réponses importantes au défi de la gestion de la globalisation aussi bien que la consolidation de la trajectoire néo-libérale de réforme.¹³³

Dans les années dernières, il s'agit d'une idée concernant le changement de la structure de commerce extérieur des PED. Dans les vingt dernières années, la structure d'exportation et d'importation des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-ouest avec l'Amérique Latine s'est rapprochée à celle des pays développés. La proportion des biens industriels dans le commerce total de la Triade est au niveau de 80-90 % en moyenne. Cette proportion a augmenté en 82 % en 1990 pour les pays de l'Asie du Sud et de l'Est. C'est beaucoup élevé aussi au Mexique et au Brésil qui effectuent 60 % de l'exportation de l'Amérique Latine. En 1995, ce chiffre est 78 % pour le Mexique et 54 % pour le Brésil.¹³⁴

Mais beaucoup de pays sous-développé en dehors de ceux qui ont été déjà mentionnés, la structure d'exportation et d'importation n'a pas beaucoup changé. La proportion des biens, des produits essentielles dans l'exportation était 83 % en 1970

¹³¹ *ibid.* pp.88-90

¹³² Jorge I.DOMINGUEZ, "Keşfedilip Kaybedilen Amerika", *Foreign Policy*, Türkiye Baskısı, Autumn 1998, année :1, no :3, p.119

¹³³ Nicholas PHILIPPS, "The Future of the Political Economy of Latin America", in *The Globalization of World Politics, An Introduction to IR*, (ed.s.) BAYLIS J. et SMITH S., New York, Oxford University Press, 2001, p.160

¹³⁴ Gülten DEMİR, op-cit. p.95

au continent de l'Afrique, en revanche la même proportion était déjà très élevée en 1992, avec un pourcentage de 76.¹³⁵ Mais on peut dire que le Tiers Monde n'est plus l'exportateur de matière première. La matière première est importante pour le Tiers Monde mais le Tiers Monde n'est plus important pour la matière première.¹³⁶ Le Tiers Monde a été marginalisé dans le commerce mondial. Il est hors du jeu aujourd'hui.

Selon les données de la CNUCED, les termes de l'échange se sont empirés en proportion de 30 % pour les pays en voie de développement entre 1980-1995. Cette proportion était 36 % pour les pays africains et 40 % pour les pays plus pauvres. Pour la même période, des termes de l'échange a amélioré en proportion de 13 % en faveur des pays développés Dans la période de rétrécissement après la crise d'Asie, les termes de l'échange ont évolué contre les pays en développement. Selon les données du FMI, les termes de l'échange se sont empirés en proportion de 3,2 % pour les PED en 1998.¹³⁷

En conséquence, si on examine les dimensions du commerce international, la globalisation est un processus qui intéresse essentiellement les pays du Nord et se concentre autour de ces pays. Le processus de globalisation ouvre le marché mondial aux pays de Triade et le ferme pour les autres en même temps. Le commerce mondial étant l'une des axes de la globalisation, avance inégalement. C'est pourquoi cela intéresse un petit part du monde en matière de la population, le territoire, et l'économie.

b. Les nouvelles tendances dans le commerce mondial

Dans le commerce mondial, deux développements importants sont remarquables: premièrement, en matière du volume commercial extérieur, le partage des PED en

¹³⁵ Fuat ERCAN, "*Kalkınma(dan) Yapısal Uyuma, Küreselleşmeden Marjinalleşmeye Afrika*", *Özgür Üniversite Forumu*, October-November-Décembre, Küreselleşme, 1997, no.1, p.104

¹³⁶ Coşkun ADALI, op-cit. p.94

¹³⁷ Gülten DEMİR, op-cit. p.95

dehors des pays de l'Asie de l'Ouest, a diminué. La deuxième est l'augmentation du volume de commerce intra-secteur.

On avait déjà précisé qu'une grande partie du commerce mondial s'effectue entre les pays de Triade. Le partage de l'Amérique Latine, l'Afrique, le Moyen Orient, les pays de l'Europe de l'Est et Centrale dans le commerce mondial est environ 25 %. Au début des années 1990, cette proportion a diminué à 12 %.¹³⁸ On exprime aussi que les PD et les PED font du commerce généralement entre eux. Pourtant les PED essentiellement sont dépendants des PD en matière de leurs marchés extérieurs. Cette dépendance a diminué de $\frac{3}{4}$ à $\frac{2}{3}$ en proportion de vingt ans avant. Mais elle est encore trop hausse.¹³⁹

Les pays d'Asie se différenciaient des autres PED par leurs partages jusqu'à la crise d'Asie en 1998. D'après les données de l'OMC concernant les cinq pays d'Asie (l'Indonésie, la Corée du Sud, la Malaisie, la Thaïland et les Philippines) qui sont influencés de la crise davantage, leurs exportations dans la période de Janvier-Septembre 1998, a augmenté 18 % réellement en proportion de la même période de l'année précédent, mais a diminué 3 % en dollars.¹⁴⁰

Dans ce point-là, parce que les termes de l'échange baissent toujours désavantageusement aux PED, sauf quelques explosions de prix à court terme, cela pose des problèmes graves en matière de déficit de compte courant. On peut citer les obstacles devant la demande des marchandises d'exportation des PED (généralement elles sont des matières premières): l'élasticité de prix et de revenu de ces marchandises sont baisses. La population des pays qui les importent n'augmente pas rapidement. D'autre part, les PD utilisent les produits synthétiques au lieu des matières naturelles et ils effectuent la politique de protectionnisme.¹⁴¹

Quant à l'OMC, cette organisation est passée au delà du GATT en matière de son espace et ses autorités... Cependant, au-delà de l'influence traditionnelle et plutôt abstraite du pouvoir économique sur la politique étrangère, le pouvoir de décisions

¹³⁸ *ibid.* p.96

¹³⁹ Tülay ARIN, *op-cit.* pp.42-43

¹⁴⁰ Gülten DEMİR, *op-cit.* p.96

¹⁴¹ Neşecan BALKAN, *op-cit.* pp.103-104

d'entreprises ou tout simplement l'influence des mouvements de capitaux sur les stratégies de la politique étrangère prend des formes plus concrètes ces derniers temps. Dans ce point, il y a les personnes qui disent, en exagérant, que l'OTAN, qui a pendant longtemps incarné le "pont transatlantique", a été remplacé par l'OMC.¹⁴²

Le GATT Uruguay Rond de l'OMC (1986-1993) a devenu l'un des cadres en matière de libéralisation et l'abolition de l'intervention de l'Etat. Mais il était clair que les pays centraux ne feraient la concession, par exemple pour l'agriculture, en dehors de leurs intérêts. Le Japon continuait à accorder un soutien de 15 milles de \$ par producteur, et le Norvège, 32 milles de \$ par producteur encore en 1998. Pour réduire les soutiens agricoles à zéro dans les pays de périphérie, on a commencé à utiliser les conditions de crédit du FMI et de la BM.¹⁴³

Le deuxième et le plus important changement dans le domaine du commerce mondial, c'est l'augmentation du commerce intra-firme et étant en relation avec cela, l'augmentation du commerce total. Défini comme commerce international d'une branche d'un FMN à une filiale de la même compagnie dans un pays différent, on l'a estimé que le commerce intra-firme représente environ un tiers de tout le commerce mondial dans les marchandises, avec la proportion atteignant plus d'une moitié dans quelques industries de pointe.

De nos jours, le commerce entre les filiales d'un FMN constitue la partie de plus en plus grande du commerce entre les pays. Le commerce intra-firme a élevé de 49 % à 66 % entre les années 1970-1991. Pour la même période encore, cette proportion a élevé de 30 % à 35 % au Japon, de 59 % à 80 % en Allemagne.¹⁴⁴

La production des marchandises commerciales se concentre dans les FMN depuis longtemps. Tandis qu'il y a moins de 200 gouvernements dans le système global, il y

¹⁴² Ulrike GUEROT, "Une Nouvelle Interdépendence Entre L'Economie et Politique", *Problèmes Economiques*, no: 2713, 16 Mai 2001, p..2

¹⁴³ Gülten KAZGAN, op-cit.pp.125-126

¹⁴⁴ Gülten DEMİR, op-cit. p.96

a 60.000 compagnies transnationales principales, comme la Shell, le Coca-Cola, le Ford, le Microsoft ou le Nestlé ayant plus de 500.000 filiales étrangers.¹⁴⁵

L'augmentation du commerce intra-secteur dans le commerce mondial soutient la tendance d'internationalisation du processus de production. Parce qu'on peut expliquer le commerce intra-secteur par le fait que les lieux des divers étapes du processus de production sont différents. Avec cela, les données concernant le commerce mondial nous montrent que les courants commerciaux se concentrent entre les pays développés. Cela indique que la production est intégrée entre les PD, non pas à l'échelle mondiale. Pourtant dans le monde d'aujourd'hui, il ne s'agit plus des guerres froides entre les blocs, il s'agit des paix froides basées sur l'intérêt économique. Dans le monde où un seul système économique domine, la concurrence commerciale est très rigoureuse.¹⁴⁶ Par exemple, l'imbrication stratégique dans le processus de regroupement régional asiatique, principalement par la Coopération Economique Pacifique de l'Asie (APEC), permet aux EU d'influencer le processus de restructuration, et guide ou contraint la capacité du Japon d'exercer son leadership potentiel de la région.¹⁴⁷

iii. Les systèmes de production flexible

Dès le début des années 1970 les possibilités d'augmenter la productivité dans le cadre du modèle fordiste étaient épuisées. Comme on a déjà expliqué, à cause de cela, le capital financier et productif ont commencé à chercher des profits dans les marchés internationaux. Avec la libéralisation et régulation du commerce extérieur, les firmes ont rencontré une concurrence internationale soit dans leur mère patrie soit à l'étranger. Aussi dans les années 1980-1990, les conditions de concurrence

¹⁴⁵ Peter WILLETS, "Transnational Actors and International Organizations in Global Politics", in *Political Economy and the Changing Global Order*, (ed.s.) STUBBS R. et UNDERHILL G.R.D., Ontario, Oxford University Press, 2ème édition, 2000, p.357

¹⁴⁶ Erol KUTLU et Muharrem AFŞAR, "Yeni Dünya Ekonomik Düzeni ve Güç Dengeleri", *Afyon Kocatepe Üniversitesi, İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, tome I, Décembre 1999, no :2, p.96

¹⁴⁷ Barry GILLS, "American Power, Neo-Liberal Economic Globalization, and Low-Intensity Democracy: An Unstable Trinity", in *American Democracy Promotion, Impulses, Strategies, and Impacts*, (ed.s) COX Michael, et al, New York, Oxford University Press, 2000, p. 332

dans la production industrielle sont devenues plus fortes. On est plus difficile de s'adopter aux conditions de concurrence changeant dans le cadre du système fordiste basé sur la fabrication, production en série.

D'abord on concurrençait en général dans le domaine du prix et on obtenait du succès, en grande partie, en produisant les marchandises standard et pas chères. Mais maintenant la concurrence internationale s'appuie sur la créativité, la diversification, la capacité de répondre à la structure de demande changeante en dehors du prix. Le nouveau système de production nommé comme le post-fordisme doit être accepté comme une recherche qui pourra s'adopter aux nouveaux marchés petits, déstables d'aujourd'hui et aux choix de consommateur changeant. D'autre part, l'approche post-fordiste a pour but de dépasser les obstacles devant la productivité du capital.¹⁴⁸

Le post-fordisme ayant remplacé le processus de travail fordiste, n'est qu'une organisation de la production capitaliste dans la direction des nécessités du 'logique de capital'. En d'autres termes, la production post-fordiste signifie le retour du capital de l'accumulation intensive aux processus d'accumulation extensive. Parce que le capital avait des problèmes en matière du modèle d'accumulation intensive et avait besoin d'un nouveau régime de la plus-value.¹⁴⁹

Beaucoup de révolutions notamment dans les domaines de micro-électronique, de la physique-nucléaire et l'information ont rendu possible la transformation de la production technologiquement. Ainsi on a commencé à se propager les systèmes de production qui augmentent la productivité de travail et en même temps épargnent le travail. Ces systèmes de production sont basés sur les processus de production flexible utilisant les microtechnologies notamment dans les PD.¹⁵⁰ Dans ce cas on peut parler de deux orientations importantes concernant l'organisation de production: le modèle de 'spécialisation flexible' basé sur les petites entreprises et le modèle de production 'simple' (la technique de production japonaise) basé sur la production massive.

¹⁴⁸ Gülten DEMİR, op-cit. p.98

¹⁴⁹ Tülin ÖNGEN, "Esneklik: Kapitalizmin Yeni Fetişi", *İktisat Dergisi*, no:357, Mai-Juin, (date inconnue), p.33

¹⁵⁰ ibid. p.31

La force des petites entreprises disposant la spécialité flexible, vient de leurs adaptations à la demande toujours changeante. Cette orientation signifie en même temps l'organisation de la production pour plus profiter de la capacité interne des régions.¹⁵¹

Le deuxième modèle est originaire de l'organisation de production japonaise. Etant donné que la productivité de travail a été augmentée par la voie de la flexibilité de la production, on a attiré l'attention sur ce modèle. Dans le modèle de production simple on ne renonce pas à la production massive entièrement. Il s'agit d'un ordre de travail qui s'est libéré des éléments inutiles excitant la perte du temps et de la productivité. Les éléments essentiels de la technique de production japonaise sont le contrôle de qualité totale, la production just-in-time et les cercles de qualité control.¹⁵²

Grâce au Toyota qui applique ces changements premièrement, ce nouvel processus se nomme aussi 'Toyotisme'. L'assouplissement dans les relations hiérarchiques et le fait que a gagné d'importance la connaissance, la habileté et la motivation sont des changements importants. A fin d'assurer la motivation pour ces ouvriers habiles il s'agit des conditions et des programmes spéciaux. Par exemple au Japon, dans Kawasaki et Mitsubishi, les ouvriers habiles sont autorisés à arrêter la production n'importe quand à fin de corriger des erreurs.¹⁵³

Il est aussi important que ces types de changements influenceront-ils comment la division de travail internationale dans le processus de globalisation. Tout d'abord, étant donné que le processus nécessite à effectuer la production dans les pays développés (PD), cela rendra peu à peu impossible la réalisation de quelques étapes de la production dans les PED.

L'utilisation des technologies de micro-électronique qui épargne du travail diminue le partage des régions de travail-intensif dans la distribution du travail. D'autre part, il est nécessaire que l'industrie de base et des industries subsidiaires doivent être en

¹⁵¹ Gülten DEMİR, op-cit. p.98

¹⁵² Tülin ÖNGEN, op-cit. p.33

¹⁵³ İlker BELEK, *Marksist Bakış Açısıyla Bilimsel Teknolojik Devrim ve "Endüstriyel Demokrasi"*, İstanbul, Sorun Yayınları, 1993, p.142

relation continue, serrée pour la flexibilité de produit. Les changements dans la technologie, la qualité du travail et le processus de production avec la transformation des relations de l'industrie de base et des industries subsidiaires exposent que le partage des pays en voie de développement dans le commerce mondial, leurs taux de production et d'investissement et l'emploi diminuent.¹⁵⁴

Étant donné que la qualité et la nouveauté des produits ont gagné plus d'importance, on commencera à produire quelques produits de la périphérie dans les pays centraux qui disposent le système de production flexible et le travail qualifié. Cela est un autre facteur de la diminution de l'emploi dans les PED.¹⁵⁵ Les explications ci-dessus nous montrent que les développements influenceront la position des pays en voies de développement négativement.

¹⁵⁴ Gülten DEMİR, op-cit. p.99

¹⁵⁵ Ayfer EĞİLMEZ, "Esnek Üretim Sistemleri Esnek İstihdam ve Mühendisler", *İktisat Dergisi*, no: 357, Mai-Juin, (date inconnue), p.43

C) Les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel (PSAS)

Dans ce chapitre, on étudie les politiques de restructuration qui orientent la reproduction du capital après la crise des années 1970. Ces politiques ont été proposées par le FMI et la BM notamment au début des années 1980 et étant les pionniers, R. Reagan et M. Thatcher l'ont mis en pratique systématiquement et totalement.

Proposées à fin de transformer la structure de l'accumulation du capital dans les PED, PSAS contiennent les politiques d'économie pour réaliser les étapes successives:

- 1- le processus de stabilisation macro-économique: Cela contient des mesures pour mettre fin aux déséquilibres à court terme par les politiques de stabilité et pour rendre l'économie 'froide'.
- 2- la production et l'accumulation du capital,
- 3- les marchés de travail,
- 4- les politiques sociales.

La crise venant des années 1970 en passant par diverses phases, n'est pas seulement la crise du fordisme mais aussi, plus largement, la crise structurelle du capitalisme. Comme on a déjà expliqué dans la premier chapitre, c'est la crise de suraccumulation qui est née dans le processus de production du système capitaliste. Elle se montre en manière d'une discordance entre l'offre et la demande et résulte d'une rupture de la chaîne de 'production-circulation-reproduction'. Alors pour dépasser la crise et créer et/ou poursuivre les conditions de reproduction du capital il faut d'abord supprimer les déséquilibres, les instabilités macro-économiques qui se sont montrées dans le processus de circulation. Pour cela, on applique des politiques de stabilité qui contiennent des régulations de demande à court terme. En effet dans le système capitaliste, la manière le plus convenable d'intervention c'est celle qui, dans le

processus de circulation, rend plus facile la reproduction. Après les politiques de stabilité, nous pouvons parler des politiques d'ajustement structurel qui essaient de résoudre des problèmes à long terme soit dans le processus de circulation soit dans le processus de production. Le but des programmes d'ajustement structurel soutenus par les programmes de stabilité est d'assurer les conditions de restructuration dans l'accumulation du capital et de prévenir la baisse tendancielle du taux de profit.

Mais en général, ces réformes structurelles s'effectuent avec le processus de stabilisation économique en même temps. Les mesures de stabilité du FMI et de la BM visent soit le déficit budgétaire soit la balance des paiements. D'après la BM, cela nécessite à remanier la politique macroéconomique: 'Garder le déficit budgétaire bas sert à contrôler l'inflation et prévenir les problèmes de la balance des paiements. Garder un taux de change réaliste trouve sa signification en augmentant la force de concurrence internationale et en soutenant les monnaies convertibles.'¹⁵⁶

Il s'agit d'un soutien externe important dans les PSAS et cela nécessite des politiques proposées, soutenues par les institutions internationales. Ces politiques se nomment les politiques de stabilité du type de FMI. Elles sont préparées par le FMI et proposées aux pays dans la crise. En réponse aux critères de performance, on assure la source externe nécessaire. Quant à la BM, elle avait fait commencer les programmes d'ajustement structurel par les crédits d'ajustement structurel pour précipiter l'articulation des économies en développement au système capitaliste. Ensuite la BM a voulu les PED à s'accorder au système par la voie des crédits d'ajustement sectoriel. Dès 1980, les crédits d'ajustement sectoriel ont disposé le plus haut pourcentage entre les crédits de la BM.

D'autre part, les crises après les années 1980 ont approché le FMI à la BM. Tous les deux imposent une conditionnalité pour financer la balance des paiements. Ainsi les programmes du FMI et de la BM s'ajoutent et renforcent l'un et l'autre.

¹⁵⁶ Michel CHOSSUDOVSKY, op-cit. p.65

1) Les politiques de stabilisation

La crise des années 1970 avait engendré l'inflation, le chômage, et le déficit de la balance des paiements. En dehors de ces problèmes, l'augmentation des prix des produits pétroliers avec des matières premières a rendu cher les biens d'importation des PED. D'autre part, la demande pour leurs biens d'exportation a aussi causé les déficits de la balance des paiements. Tous ces facteurs ont aggravé la crise pour eux. C'est pourquoi, ils ont commencé à agir dans la direction des stratégies néo-libérales.¹⁵⁷

Selon le FMI, les déficits dans la balance des paiements des PED résultent des dépenses exagérées et/ou de la différence de coût de prix internationale. Étant donné que l'offre excessive de crédit et de monnaie accroît la demande totale, l'importation aussi augmente et le déficit externe devient indispensable. Pour équilibrer la balance des paiements il faut suivre des politiques monétaires et financières qui nécessitent la limitation de la demande interne. Selon le FMI, bien que ces politiques causent une récession à court terme, le pays arrivera à un processus de croissance équilibré à long terme.

Le but essentiel de la politique de stabilité est d'assurer, dans une économie développant, le niveau de demande totale qui effectuerait un niveau d'emploi sans inflation. Ces politiques se composent des politiques monétaires et financières en générale. Étant donné qu'elles composent le côté de demande de l'économie, elles se nomment 'les politiques basées sur la demande.'

S'il y a un déséquilibre inflationniste et la demande excessive, il faut appliquer les politiques néo-libérales rétrécissant la demande. Au contraire, s'il s'agit du chômage et une grande absence de demande, on applique des politiques keynésiennes élargissant la demande.

¹⁵⁷ Metin ALTIOK, op-cit. p.83

a) Les politiques de stabilisation orthodoxe

Selon l'approche orthodoxe, les causes de l'inflation, du déficit budgétaire et de la balance des paiements sont la sur expansion monétaire, le taux de change sur-évalué et le déséquilibre de source-dépense dans le secteur public. On constate que les dépenses sont plus grandes que les revenus dans le secteur public et le financement de ces déficits budgétaires croît l'offre monétaire. Cela stipule une demande croissante et augmente les prix. Avec le processus d'inflation, la demande des biens d'importation relativement moins cher augmente et la diminution d'exportation cause le déficit dans la balance des paiements.

D'après le point de départ de l'approche orthodoxe, la cause essentielle des déséquilibres externe et interne est la demande excessive. C'est pourquoi, il faut appliquer des mesures rétrécissant la demande comme suivi:¹⁵⁸

Dévaluation: le déficit du compte courant est dû à la surévaluation du taux de change. La dévaluation engendre la diminution des prix des biens d'exportation, ainsi augmente l'exportation. D'autre part, parce que l'importation deviendra plus chère qu'avant, la demande d'exportation abaisserait. Tout cela diminuerait soit le déficit du compte courant soit le pouvoir d'achat et en conséquence la demande totale abaisserait.

Les mesures réduisent les dépenses publiques, augmentant les revenus publics : Les dépenses publiques sont composantes de la demande totale et sont financé en général par l'émission. L'émission augmente les prix. C'est pourquoi, pour financer les déficits budgétaires, on préfère le financement des marchés capitaux au lieu de l'émission. S'il est possible, on veut diminuer les déficits budgétaires à un niveau qui pourrait être financés par la dette externe. L'augmentation du taux d'impôt, l'abaissement des subventions, l'augmentation des prix des biens et des services publics sont des mesures augmentant les revenues budgétaires.

La Politique Monétaire Restrictive: L'abaissement de l'offre monétaire diminue soit l'inflation soit la demande totale. On veut que les crédits bancaires totaux soient

¹⁵⁸ Metin ALTIOK, op-cit. pp. 86-87

baisses. Après l'augmentation des taux d'intérêt du marché, on stipulera les épargnes et la fuite des capitaux se ralentira. Et suite à la diminution des crédits bancaires, on commencera à les utiliser plus rationnellement.

L'Abolition des contrôles des prix, et des salaires: Les contrôles des prix ont pour but d'éliminer les déséquilibres de prix, de diminuer les subventions, et d'assurer le travail plus rentable des firmes privées et publiques. Avec la diminution des salaires réels, la pression de la demande totale et les coûts de production diminueraient. Ainsi la force de concurrence du pays accroîtrait dans le marché international. D'autre part, l'abaissement des salaires réels dus aux contrôles de prix diminuerait le pouvoir d'achat, indirectement la demande d'importation et la demande interne aussi. La diminution de la demande interne abaisserait la quantité des biens exportables.

Mais dès la 2^{ème} moitié des années 1970, l'hyper-inflation, le goulot d'étranglement de devise dus aux problèmes de la balance des paiements, notamment dans les pays d'Amérique Latine, ont nécessité les nouvelles régulations dans l'approche orthodoxe. A cause du caractère désorganisé des marchés financiers, l'insuffisance du marché de capital et le déséquilibre financier dans les PED empêchent l'utilisation des politiques de Financières et monétaires indépendamment. Les politiques de stabilité orthodoxes traditionnelles proposent d'utiliser ces deux politiques à fin de rétrécir la demande interne. Pourtant, voulant éliminer des déséquilibres de marché par des applications micros et des réformes, les nouvelles politiques de stabilité orthodoxe ont pour but d'augmenter la production. On exige d'abord d'augmenter l'influence des facteurs de production en éliminant des déséquilibres dus à la rigidité de prix et de taux de change qui engendre les problèmes en matière du monopole, de l'impôt, de la subvention, et du commerce extérieur. Deuxièmement, en encourageant les épargnes, les investissements fixes, le capital humain et le développement technologique, on essaie d'augmenter le taux de croissance du pays à long terme.

En conséquence, dans les pays où se trouvent l'hyper-inflation, les politiques orthodoxes ne sont guère suffisantes pour contrôler l'inflation. Quand l'inflation devient chronique, sa sensibilité aux politiques orthodoxes diminue et son coût social croît de plus en plus grave. En résumé, les politiques orthodoxes abaissent l'inflation très lentement, causent le chômage et l'inefficacité concernant la distribution de

ressource et coutent trop cher politiquement, socialement les tensions sociales et politiques aguissantes engendrent le desserrement des politiques rétrécissant la demande. Lorsqu'on n'empêche pas l'inflation chronique et le chômage ascendant, soit la diminution des dépenses publiques soit des politiques orthodoxes basées sur la demande affrontent les difficultés diverses. C'est pourquoi, il faut prendre en considération des acteurs composants de l'économie. L'insuccès des politiques orthodoxes montre que la discipline basée sur seulement la demande n'est point suffisante.

b) Les politiques de stabilisation hétérodoxe

A cause des problèmes graves dus aux politiques orthodoxes, on a commencé à appliquer une nouvelle version des politiques de stabilité. L'approche hétérodoxe a d'abord pour but d'arrêter l'hyper-inflation. C'est pourquoi, on essaie d'arriver un taux d'inflation baisse par la voie des contrôls de prix et de salaire. Après cela on veut garder ce taux d'inflation par des autres mesures macro-économiques.

Ces politiques contiennent le gel des prix et des salaires, le taux de change fixe, la discipline budgétaire et la réforme monétaire.¹⁵⁹ Etant l'une des trois composantes de l'approche hétérodoxe, le gel des prix et des salaires a pour but de changer des attentes des unités économiques radicalement. Selon l'approche hétérodoxe, les expectatives pessimistes de la société rendent l'inflation plus chronique. C'est pourquoi, l'approche hétérodoxe contient des politiques de revenu à fin d'éliminer ces attentes de la société. L'autre composante, le taux de change fixe est utilisée à fin de diminuer le taux d'inflation par la voie d'éliminer encore les anticipations inflationnistes. Mais dans le cas où on n'éliminerait pas ces attentes et n'empêcherait pas la surévaluation de la monnaie nationale, le taux de change fixe causera les dévaluations en grande mesure et les déstabilisations financières.

D'autre part, ces politiques renoncent à la politique monétaire restrictive et appliquent ces politiques fiscales contenant la réforme d'impôt et la régulation des

¹⁵⁹ Seyhun DOĞAN, *IMF İstikrar Programları ve Türkiye*, İstanbul, 1997, p.43

tarifs à fin d'ajuster la discipline budgétaire. On pense que la chute de l'inflation ne peut pas être assurée par les thérapies de choc et la diminution monétaire. C'est pourquoi, ces programmes permettent des politiques monétaires expansives dans la 2^{ème} phase après avoir empêché l'inflation dans la 1^{ère} phase.¹⁶⁰

2^{ème} modèle hétérodoxe exige aussi la réforme monétaire à fin d'organiser tous les contrats avec la possibilité de zéro-inflation, d'assurer la crédibilité du programme, et d'assurer la transformation des institutions monétaires (la Banque Centrale sera l'autonome et l'émission ne sera pas effectuée pour le financement du budget). Comme un autre élément important des réformes, on met une nouvelle monnaie en circulation.

En résumé, à fin d'assurer la stabilité macro-économique, on met en application des politiques de stabilité. On commence par la régulation des dépenses publiques (en augmentant ou en diminuant) qui sont faciles à contrôler et à conclure. Après avoir baissé les salaires réels, l'effort de refroidir l'économie se propage vers les autres éléments de demande.

Comme on a déjà précisé, ces politiques prétendent que la diminution des coûts (le gel des salaires) augmente l'exportation peu à peu. Mais au contraire, ce fait engendre l'abaissement de la demande interne et indirectement de la production interne. D'autre part, la baisse des dépenses publiques n'a pas diminué l'inflation et le déficit du compte courant, au contraire de ce qu'on avait prétendu auparavant. Parce que la plupart des dépenses publiques dans les PED sont des dépenses sociales qui assurent la reproduction de l'accumulation du capital. C'est pourquoi, l'amointrissement des dépenses cause la diminution des investissements et de la production.

C'est la raison pour laquelle, la société tombe dans la pauvreté, et la capacité oisive, le récession dans l'économie, la désindustrialisation et le chômage augmentent de plus en plus vite. D'autre part, c'est la classe ouvrière qui subit la pauvreté, le chômage et dont les salaires baissent réellement. Ainsi les politiques de stabilité

¹⁶⁰ op-cit. p.44

influençant la distribution des revenus exigent l'équilibre au prix de la prospérité des cercles travailleurs.

2) Les programmes d'ajustement structurel

La vitesse croissante du niveau d'internationalisation du capital à l'échelle mondiale a renforcé les liens économiques et rapproché les économies l'une à l'autre. Cette situation précipite l'intégration des économies au système capitaliste. Dans ces conditions, les pays qui appliquaient les politiques de stabilité ont dû accepter aussi les politiques d'ajustement à fin de s'adapter à l'économie mondiale. C'est pourquoi, on peut dire que leurs préférences de politique concernant les relations internationales ne sont pas seulement pour une conjoncture à court terme. Au contraire, il s'agit d'une transformation à long terme.

C'est la raison pour laquelle, les politiques de stabilité ayant pour but de résoudre des problèmes de l'accumulation et de la crise dans le processus de circulation sont soutenues par les politiques d'ajustement structurel qui essaient de réguler à long terme soit le processus de production soit le processus de circulation.

Comme on a déjà expliqué, avec la conjoncture de crise dans les années 1970, l'ISI a commencé à se boucher et à empêcher l'accumulation du capital. On peut définir les causes qui empêchent l'accumulation comme suivie: la surévaluation de la monnaie nationale, les contrôles de prix, d'intérêt et de crédit, les tarifs douaniers hauts, les barrières d'importation, les impôts hauts et les subventions.¹⁶¹

Pour éliminer toutes les conditions négatives il s'agit des réformes structurelles en matière du commerce, de la finance, de l'agriculture et de l'industrie. Ces réformes apporteront la libéralisation du régime de devise, du commerce extérieur, et du système financier. Il s'agit aussi de la diminution des activités économiques de l'Etat, du marché de travail plus flexible et de la réorganisation des politiques sociales.

¹⁶¹ World Bank, "Adjustment Lending: An Evaluation of Ten Years Experience", Policy Research Series, Washington D.C., No. 1, 1987, p.13

a) La restructuration dans la production et l'accumulation de capital

La restructuration dans la production et l'accumulation du capital s'effectue selon la libéralisation des processus ci-dessus. Mais il faut la stabilité de prix pour les applications de libéralisation. Parce que l'application synchronique des politiques de libéralisation avec des politiques de stabilité affaiblit les politiques monétaires restrictives (à fin d'empêcher l'inflation) et la fonction d'intermédiaire des banques qui pousse la production réel. La libéralisation a deux dimensions complexes: la libéralisation commerciale et financière.¹⁶²

La BM supporte la libéralisation du commerce des pays sur-endettés par les crédits d'ajustement sectoriel. Dans les PED, les déficits fiscaux sont financés par les dettes externes à grande mesure et cela cause la crise. On prit prétexte de la crise pour la libéralisation. La libéralisation du commerce extérieur avec des mesures régulant des équilibres fiscaux assurera l'équilibre du compte courant et l'efficacité. Quand le pays n'est pas prêt aux réformes, ayant recours à la BM, utilise aussi les crédits d'ajustement sectoriel dans les secteurs importants et prépare les conditions des crédits d'ajustement structurel.

i. La libéralisation du commerce

Dans le processus d'ajustement structurel, le modèle de croissance proposé aux PED est la croissance basée sur l'exportation. Dans le cadre des programmes d'ajustement structurel qui assure la restructuration de la production, on a pour but de développer l'industrie plus productive et durable en diminuant le protectionnisme et les régulations. Pour cela, les politiques nécessaires sont les politiques fiscales et monétaires. Le taux de change réel, la politique de commerce extérieur, la régulation des marchés de crédit, l'abolition des contrôles de prix, et l'adaptation aux marchés mondiaux. La politique pour la libéralisation commerciale est le taux de change réel et flexible. La monnaie nationale toujours dévaluée diminue les prix d'exportation.

¹⁶² Metin ALTIOK, op-cit. p.98

Le contraire est just, valable aussi. Cela rend l'importation plus chère, l'équilibre du commerce extérieur. Ainsi on suppose que les prix internes et externes s'égalent.

Dans le cadre de la libéralisation du commerce, on peut citer les réformes comme: l'exemption douanière des inputs et des biens de capital qui sont utilisés dans la production des biens d'exportation et des biens de capital ; la diminution des impôts d'exportation ; des crédits à l'exportation ; l'encouragement d'exportation dans la mesure où le GATT le permet ; le renforcement d'exportation en ce qui concerne la production et le marketing ; l'augmentation de l'efficacité des régulations institutionnelles.¹⁶³ A la fin de 'Uruguay Round' (1986-1994), l'encouragement de l'exportation et la réduction d'impôt ont été interdites dans le cadre de GATT. Par la libéralisation de l'importation, on a voulu les firmes nationales s'ouvrir à l'étranger.

D'autre part, les encouragements directs et les facilités par l'exportation créent une force de concurrence artificielle. On ne peut pas éliminer les causes structurelles de la différence entre les prix internes et externes. C'est pourquoi, on les applique graduellement et temporairement jusqu'à ce qu'on assure une baisse de prix stable. Sinon cela ne sera qu'une nouvelle source de rente qui élimine les influences positives de la concurrence internationale.¹⁶⁴ Et quand les encouragements sont annulés causent le ralentissement dans l'exportation. D'autre part, la libéralisation de l'importation (l'abolition des quotas et la diminution des tarifs douaniers.) augmente la force de concurrence internationale et nuit à la production pour le marché interne en même temps. Les mesures engendrent aussi l'augmentation de l'importation des matières premières et des biens intermédiaires. Ainsi la récession de l'économie interne augmente la désindustrialisation, le chômage et le volume croissant du commerce extérieur multiplie la nécessité de la quantité de devise et indirectement la dette externe.

¹⁶³ World Bank, "Trade Policy Reforms Under Adjustment Programs", Operations Evaluation Department, Washington D.C., 1992, pp.56-59

¹⁶⁴ Nurhan YENTÜRK, "1980 Sonrası Türkiye Ekonomisinde İhracatın Yapısal Değişimi", 3. İzmir İktisat Kongresi, Dış Ekonomik İlişkiler, Volume 6, DPT Yayını, Ankara, p.104

ii. La libéralisation financière

L'une des instruments fondamentaux des politiques d'ajustement structurel qui assure la restructuration du processus de l'accumulation de capital est le politique de libéralisation financière. Les objectifs principaux de cette politique est de profiter des marchés de capital nationaux et internationaux pour compenser le déficit d'épargne interne, de modifier les obligations à court terme du système en obligations à long terme, de répondre aux besoins de financement nécessaire pour les investissements et ainsi, de contribuer à la croissance tandis que la stabilité macro-économique est assurée.

La libéralisation financière dans les pays en développement est la suppression des obstacles restrictifs et la pression financière née de la détermination du taux d'intérêt nominal avec un plafond inférieur au taux d'intérêt d'équilibre du marché et la formation des taux d'intérêts par rapport aux conditions du marché libre, sans prendre en compte les décisions administratives. Pour cette raison, les applications de libéralisation financière et les taux d'intérêts sont devenus de plus en plus importants étant des variables importants qui vont assurer l'équilibre d'investissements d'épargne. Car les marchés financiers dans les PED sont sous la pression des autorités publics. Comme le facteur essentiel dans les PED qui restreint le développement est l'insuffisance d'épargne, les taux d'intérêts sont déterminés sous les taux d'intérêts du marché par les décisions administratives dans les économies dont ses marchés et son système financier sont sous la pression de l'Etat. Et en général, cela entraîne les applications d'intérêt réel bas et négatif. Par conséquent, il est accepté que les taux d'intérêt réel bas et négatif ralentissent les investissements en diminuant les épargnes et influencent négativement la croissance économique.¹⁶⁵ Selon l'approche néo-classique, l'abandon au flottement des taux d'intérêts du système financier libéralisé selon les conditions de l'offre et de la demande du marché, va contribuer à l'équilibre macro-économique en assurant l'équilibre épargne-investissement.

¹⁶⁵ Yakup AKYÜZ, "Financial Libéralisation: The Key Issues", *UNCTAD Discussion Papers*, No.56, March 1993, p.9

Les PED qui s'ouvrent vers l'extérieur grâce aux nouvelles stratégies libérales mais qui n'arrivent pas à répondre au besoin de financement à cause des intérêts élevés et de la diminution des sources profitables, ont commencé aux applications de libéralisation financières dès la deuxième moitié dans le but d'obtenir des fonds des marchés financiers internationaux. Ces applications ont complété le fait que les pays conformisent leurs marchés financiers intérieurs selon ce processus.

Dans tous les PED qui pratiquent les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel dans ce but, les politiques de libéralisation financières mises en application sont les suivantes: la suppression des limitations sur les travaux des institutions du marché monétaire et de capital, la suppression des contrôles des intérêts pour la détermination des taux d'intérêts dans le marché libre et le passage à l'application d'intérêt positif réel, le renoncement des subventions d'intérêts, la suppression des plafonds de crédits, donner la permission aux banques de faire la médiation ou d'investir des valeurs mobilières, faire dépendre les crédits pour l'agriculture et l'industrie, du mécanisme du marché avec la privatisation des banques publiques (spécialement les banques industrielles et celles du développement), diminuer les régulations de l'Etat concernant le marché de capital et bancaire, développer les marchés capitalistes et ceux qui sont sous la constitution des marchés primaires et secondaires, faciliter les entrées au secteur pour augmenter la concurrence, diversifier les nouveaux moyens financiers (comme les swap, options, et futures), découvrir les investisseurs publics et enfin, l'exemption d'impôt définit à ces marchés et la libéralisation des mouvements capitalistes.¹⁶⁶

La libéralisation des mouvements de capitaux constitue la dimension internationale de la libéralisation financière. La libéralisation internationale de ceux-là est un prolongement naturel du commerce national et des marchés financiers, et donc le résultat du fonctionnement obligatoire du mécanisme du marché.

Avec cela, l'augmentation des taux d'intérêts réels a influencé négativement la quantité d'épargne intérieure. Car l'application de libéralisation du commerce et du secteur financier a donné des résultats qui n'assurent pas d'allocation de source, qui ralentissent la croissance et qui corrompent la distribution de revenu à cause de

¹⁶⁶ Metin ALTIOK, op-cit. p.102

l'abandon des marchés à leurs propres fonctionnements sans développer aucun mécanisme de contrôle. Dans un milieu où le niveau de revenu et l'emploi diminuent et l'inflation accélère, les applications de libéralisation entraînent un transfert de fonds net des secteurs épargnants aux secteurs ayant des déficits financiers et diminuent la quantité d'épargne. C'est-à-dire, les intérêts élevés entraînent une diminution des épargnes moyennes, en créant un transfert de revenu du secteur réel (du capital de l'industrie) au secteur rentier. D'autre part, le transfert de revenu accéléré modifie la composition des épargnes. Dans les PED où la tendance de l'endettement de l'Etat est élevée, la tendance d'épargne de l'Etat diminue de plus en plus tandis que les épargnes du secteur privé s'accroissent.

Si l'économie a une capacité oisive, l'augmentation des taux d'intérêts réels en conséquence des politiques de libéralisation financière augmente le taux de l'inflation. Car la libéralisation financière pousse les firmes réelles à l'endettement hors du système bancaire officiel. Et cela provoque la hausse des prix en augmentant les prix du revient. La hausse des prix entraîne la stagflation en empirant la distribution des revenus et en ralentissant la croissance économique.

D'autre part, l'augmentation des intérêts réels et le fixage des cours de devise à un bas niveau accélèrent les entrées de capital à court terme nommé "l'argent chaud" en provoquant d'importantes différences d'arbitrage. Et cela entraîne, avec le temps, la perte d'importance des apports du secteur réel et la favorisation du secteur financier agrandi grâce aux travaux spéculatifs. Il assure la conjoncture d'animation mais pendant les périodes qu'il ressort, se forme la crise. Par occurrence, les animations à court terme et les décadences financières et réelles se suivent. La valorisation du monnaie nationale par rapport aux monnaies étrangères avec l'entrée excessive du capital rabaisse les prix de l'importation en déformant les prix des biens du commerce externe, augmente les prix de l'exportation et donc, gêne, endommage l'équilibre du commerce externe contre le pays en influençant négativement le pouvoir de concurrence de l'industrie. Si une application de dévaluation a lieu à cause des comptes courants et du déficit budgétaire, alors cela provoquera une fuite du capital.

Les discordances des prix des moyens et des ressources financiers et que cela provoque la diminution de l'activité dans la dispersion de source, les flottements apparus dans les prix de ressources dans peu de temps et la croissance de l'indétermination en conséquence, le raccourcissement des structures de délai de plus en plus et l'augmentation des taux d'intérêt, les stocks de dettes insoutenables nés de l'endettement excessif dans le but d'orientation et de consommation des ressources spéculatifs comme les propriétés immobilières et les actions, avec la fragilité financière accrue et la quantité d'épargne diminuée, se qualifient étant la perte de l'autonomie étatique dans les applications de politiques de cours de devises et du taux d'intérêts nécessaire pour la réanimation de la production réelle. Par conséquent, on constate d'une part l'accélération du processus inflationniste, d'autre part on voit que le taux d'intérêt augmenté n'arrive pas à accomplir son fonction essentiel, que ses liens avec les épargnes et les investissements se sont affaiblis et qu'il provoque l'instabilité économique à cause de l'élargissement du capital spéculatif (bulle). Et cela renforce la tendance, la probabilité de la crise.¹⁶⁷

Pour cette raison, à cause des crises financières dues aux conséquences négatives créées par les politiques de libéralisation financière appliquées dans plusieurs PED dans les années 80 et à la libéralisation des mouvements de capital internationaux, le contrôle des courants de capital, spécialement à court terme, est mis à l'ordre du jour. Les politiques proposées sont les suivantes: la taxation des opérations financières internationales (taxe de Tobin), la limitation des investissements de porte-feuille, l'application de cours multiple, les restrictions des opérations cambiales et de commerce extérieur, et les organisations du secteur bancaire. Pour ne pas dissuader les investissements directs à court terme avec ces préventions, on a proposé de taxer juste les investissements de porte-feuille à court terme et à but spéculatif. Par exemple, James Tobin a proposé de taxer les mouvements de fonds monétaires internationaux. Selon lui sa taxe –de l'ordre de 0,5 % du chiffre d'affaires de chaque transaction aurait permis de dissuader les spéculateurs.¹⁶⁸

J. Tobin a proposé d'accorder une taxe du taux de 1 % aux opérations financières internationales. D'autre part on a énoncé que cet impôt sera efficace pour les

¹⁶⁷ Metin ALTIOK, *ibid*, p.106

¹⁶⁸ Le Monde, 04/09/2001

opérations de capital à court terme mais non pas pour celles à long terme. De plus, on a déclaré que pour que l'impôt de Tobine soit effectif il faut l'appliquer aussi au niveau global.

iii. La diminution de l'intervention étatique à l'économie

Comme on l'a déjà annoncé, avec la conjoncture de la crise, le paradigme politique de l'économie néo-libérale a commencé à remplacer le keynésienisme. Le point de vue néo-libéral prétend que les politiques d'économie keynesiennes appliquées après la II^e Guerre Mondiale ont créé des déséquilibres dans les économies à cause de l'augmentation de l'intervention étatique à l'économie, l'augmentation des dépenses sociales, la fortification de la lutte syndicale, la charge élevée de taxe et l'augmentation des tendances protectives dans le commerce international et que ces déséquilibres ont augmenté l'inflation et les déficits de l'équilibre des paiements.

Les néo-libéraux défendent que les dépenses étatiques, les impôts, l'endettement et le financement des déficits budgétaires par le moyen de l'émission doivent être limités. A la place de cela, on vise le financement des marchés capitalistes et, si c'est possible, la diminution des déficits budgétaires à un niveau où leur financement avec les dettes externes soit possible. C'est-à-dire, dans le cadre des politiques d'ajustement structurel, on propose une série de réforme structurelle concernant le secteur public. Ces réformes concernent la diminution des dépenses publiques, l'augmentation des revenus et les régulations des entreprises publiques.¹⁶⁹

L'objectif est d'assurer l'approfondissement financier, l'augmentation de la concurrence dans le marché et de la productivité en diminuant l'intervention étatique. Les préventions pour diminuer les dépenses, la diminution des dépenses de consommation et d'investissement du secteur public, la diminution des salaires réels, la suppression des subventions de l'agriculture, l'arrêt des investissements à haut prix de revient, le renoncement de financement des déficits des entreprises publiques, la suppression des subventions et des limitations des services publiques comme la justice, l'éducation, la santé et la sécurité sociale.

¹⁶⁹ Metin ALTIOK, op-cit. p.108

Ce processus va créer des possibilités pour le capital d'entrer dans les domaines que l'Etat a laissé comme l'éducation, la santé et la sécurité sociale. Cette circonstance est soutenue par les vérités soi-disant "rationalisme économique". En conséquences, ces politiques néo-libérales ont accentué la paupérisation de franges importantes moyennes ou basses, autrefois protégées par l'Etat-providence.¹⁷⁰ Par exemple, la TVA s'est généralisée, plusieurs pays en Amérique Latine ont prélevé l'impôt direct.¹⁷¹

L'autre direction concernant la diminution de l'Etat est la vente des possessions d'Etat, en d'autres termes la privatisation. La BM n'avait pas mis à l'ordre du jour la privatisation au commencement. On généralement soutenait la rationalisation des entreprises publics et la restructuration. Mais parce qu'on n'a pas pu transformer les entreprises publics en faveur de l'économie de marché, les politiques de privatisation ont commencé à gagner le poids dès 1980. Cela également a créé des conditions compatibles pour dépasser la récession des Etats développés et pour aider aux pays sous-développés à payer leurs dettes externes. Ce sont des nouvelles espaces de se valoriser pour le capital international dans les efforts de privatisation, on préfère principalement les espaces où les taux de profit sont hauts comme la télécommunication, le pétrole et la santé.

iv. La réforme dans le secteur d'agriculture

Selon l'approche néo-libérale, il faut transférer les facteurs de production de l'espace d'agriculture traditionnelle à l'industrie, parce qu'il s'agit d'une productivité baisse et rendement diminuant dans l'agriculture. C'est pourquoi, les PSAS proposent aussi dans l'agriculture la réforme dont la plus importante est la réforme de prix. Ce processus de réforme contient les prix de producteur, les prix de consommateur, les prix d'input et la libéralisation du commerce extérieur. Pour les prix de producteur et d'input, il s'agit d'une augmentation en général. On défend aussi l'inexistence de

¹⁷⁰ Pierre WAYSSIERE, *L'Amérique Latine, de 1890 à Nos Jours*, Paris, Hachette, 1999, p.217

¹⁷¹ Georges COUFFIGNAL, op-cit., p.182

l'Etat dans le marché d'input, la libéralisation du commerce extérieur, l'abolition des restrictions sur les produits d'agriculture et l'importation d'input. Par cela, on prétend une augmentation des possibilités de commerce extérieur dans l'économie.¹⁷²

Quant aux réformes institutionnelles dans le domaine de l'agriculture, ce sont l'abolition des contrôles restrictifs sur les marchés et les réformes macro-économiques comme la dévaluation et le taux de change. Dans les domaines où les institutions publiques sont monopoles, il se peut la productivité baisse et les politiques régulateurs avec le prix sont mal usées. C'est pourquoi, on propose la privatisation des espaces d'agricoles de l'Etat. Ainsi, avec ces réformes, l'industrialisation basée sur l'agriculture va accélérer et l'utilisation des nouvelles technologies dans l'agriculture sera soutenue. En conséquence, des réformes d'industrie, de publique et de finance avec la réforme d'agriculture en même temps, on va saisir les prix mondiaux concernant les coûts de crédit et d'input et va poursuivre les politiques parallèles aux applications globales en ce qui concerne les subventions et la régulation du partage de revenu. On va essayer de développer le commerce et l'industrie basée sur l'agriculture à fin de parvenir au niveau des prix mondiaux.

Ces nouvelles politiques d'agriculture sont des instruments des circuits de capital internationaux et non plus pour la modernisation de l'agriculture nationale. Après la crise d'endettement, les banques internationales sont passées du financement du commerce extérieur au financement de la balance des paiements. D'autre part, le FMI proposait aux pays en voie de développement, s'ils voulaient continuer de s'endetter, d'ouvrir leurs marchés à la concurrence internationale, de promouvoir l'exportation et la production basée sur l'exportation.

En conséquence de ces politiques, l'importation des produits agricoles s'est libéralisée et les secteurs d'agriculture et de l'élevage de bétail des pays en développement se sont ouverts aux produits bonmarchés des pays-développés. Des secteurs d'agriculture et de l'élevage de bétail des pays qui appliquent les programmes ont commencé à tomber à décadence.¹⁷³

¹⁷² Metin ALTIOK, op-cit. pp.111-112

¹⁷³ Ergin YILDIZOĞLU, "Bir Küresel Gıda Krizine Doğru", in *Globalleşme ve Kriz*, p.241

b) La restructuration dans le marché de la force de travail

Comme on n'a pas pu augmenter le taux de productivité de la force de travail, la crise du capitalisme s'est révélée encore une fois. Parmi les causes du processus, on peut citer la position et le rôle de la force de travail dans la processus de production, le taux de la force de travail devant la technologie et le capital, l'invariabilité des relations de production, les grèves dûes à la résistance fortes de la classe ouvrière. C'est pourquoi, la crise a nécessité, exigé la restructuration des relations de production avec le processus de la force de travail, la formulation des nouveaux systèmes de production à fin de restructurer des relations de production avec le processus de la force de travail. On a commencé à mettre en pratique la production sur l'ordre, l'intégration horizontale, et les systèmes de production flexible au lieu de la fabrication en série, l'intégration verticale et les systèmes de production solide, stricte qui sont des pierres angulaires dans la politique des nouvelles politiques néo-libérales.

Selon l'une des importantes hypothèses de la théorie néo-libérale, il s'agit d'une relation, corrélation inverse entre les salaires et l'emploi. On exprime dans l'économie classique que le développement du commerce international supprime cette inégalité, disparité. Selon l'approche basée sur le modèle de Heckscher-Ohlin, l'abolition des obstacles de commerce et l'élargissement de l'exportation rendent la demande aux facteurs de production plus grande. Ainsi dans les pays où il y a beaucoup de la force de travail qualifié il faut augmenter les prix de la force de travail qualifié alors qu'on diminue les prix de la force de travail non-qualifié. C'est comme ça, l'inégalité de salaire commence à diminuer dans les pays en développement alors qu'elle tend à augmenter dans les pays-développés.¹⁷⁴ C'est pourquoi, les économistes néo-libéraux présentent, exposent en général que la cause essentielle du chômage chronique est l'inflexion des marchés de force de travail. Les restrictions légales comme le licenciement, l'emploi, la structure de la négociation collective (centrale ou non-centrale) provoquent le chômage ou bien des distortions dans l'emploi. Dans le cadre de cette approche, beaucoup de chercheurs dans le

¹⁷⁴ Halil SEYİDOĞLU, *Uluslararası İktisat, Teori, Politika ve Uygulama*, İstanbul, Gözlem Yayınları, 1999, 13ème édition, p.82

monde mettent en corrélation l'augmentation du chômage avec l'hauteur des salaires réels et l'inflexion des marchés de force de travail.

i. Rendre flexible les marchés de la force de travail

Avec la conjoncture de crise, le capitalisme a tendu à un nouvel régime d'accumulation. S'étant nommé 'post-fordisme', ce système, au lieu du vieux système de production contenant quelques réserves, limitations devant le mouvement et le profit du capital, a ouvert une voie de la flexibilité dans les processus de production, l'organisation de la force de travail, et le marché. Cette flexibilité comprend, compose les organisations, la modération des contrats de travail, les salaires, la diminution des responsabilités sociales et financières des firmes. On peut classer la flexibilité comme suivie:

La Flexibilité de la Production: Grâce aux nouvelles technologies, les systèmes de production ou bien d'usine changent de plus en plus vite. Le développement des technologies contrôlées par les ordinateurs a rendu possible la désintégration du processus de production et le processus de désignation de produit à l'échelle mondiale. Le progrès de la technologie d'ordinateur et d'information, au delà de la vitesse et de la flexibilité, a rapproché les firmes dans le cadre des relations horizontales. Ainsi les rapports entre les firmes se sont dirigés d'une formation hiérarchique, unilatérale à une formation horizontale. Les rapports horizontaux ne se produisent non seulement entre les firmes grandes mais aussi entre les firmes petites.¹⁷⁵

La Flexibilité Fonctionnelle: Ce type de flexibilité, grâce au progrès de la technologie utilisée dans le processus de production, contient l'élément de mouvement des ouvriers. Par cela les ouvriers peuvent être utilisés pour des différentes tâches. Il faut élargir les limites, la définition du travail et faciliter le mouvement entre des différents travaux. Des nouvelles régulations nécessitent généralement un travail de multi-fonctionnelle et cela assure une possibilité pour

¹⁷⁵ Metin ALTIOK, op-cit. p.114

des firmes de couvrir des nécessités du marché et de la technologie changeant. Deuxièmement, des habiletés multi-façades et l'éducation continue gagnent l'importance sans cesse. Le but des firmes est d'avoir des ouvriers ayant une capacité de changer leur travail, d'acquérir les nouvelles habiletés et le désir de l'utiliser. C'est pourquoi, les ouvriers de ce type gagnent plus d'argent et disposent la garantie de travail.

Flexibilité Numérique: Cela signifie d'une capacité de changer le nombre de la force de travail selon des nécessités. Cela contient le changement du nombre des travailleurs et les horaires de travail. Des firmes ont forcé de faire accepter les régimes et des contrats de travail flexible grâce à la faiblesse des syndicats et l'armée de force de travail réservé.

Dans ce processus, l'emploi et le licenciement sont très faciles et il ne s'agit pas de compensation, ni contribution à la sécurité sociale. Donc ces facteurs rendent les employeurs flexibles pour préciser le nombre de la force de travail.

Dans le cadre de restructuration du marché de force de travail, les types d'emploi de la classe ouvrière ont été rendus flexibles. Premièrement, le groupe qui travaille à plein temps, dispose du statut continu, la garantie de travail et leurs salaires sont hauts. Deuxièmement le groupe qui travaille aussi à plein-temps mais fait en général le secrétariat, les travaux moins qualifiés. Ce groupe risque toujours d'être licencié. Troisièmement le groupe qui travaille à court terme, par le contrat durée déterminée. Ce groupe n'a pas généralement garantie de travail. La flexibilité numérique est plus haut degré vu dans ce groupe parcequ'ils n'ont pas la sécurité social.

Flexibilité Financière: Pour cela, il faut préciser les salaires selon la performance individuelle et la performance de la firme. Ainsi, les applications de négociation collective et la raison d'être des syndicats disparaissent. Les salaires basés sur la performance individuelle causent la différenciation des salaires. Ou bien à cause du changement de la performance d'ouvrier, on observera le salaire changeant. On peut observer la même chose dans les salaires précisés selon la performance de la firme. Quand la rentabilité de la firme baisse ou les marchés stagnent, les salaires des ouvriers peuvent être baissés bien que leurs performances soient hausses.

On a aussi besoin d'une flexibilité pour les lois régulant la vie de travail. C'est pourquoi, il faut codifier une nouvelle structure juridique pour les applications de travail flexible. Comme le contrat individuel au lieu du contrat collectif, l'abolition de l'assurance chômage, la sécurité d'emploi, la prime d'ancienneté et le rendre de la syndicalisation.

ii. Le système de sous-contrat

Les FMN essayant de rester mobile devant la croissante concurrence internationale, pour pouvoir répondre rapidement aux indéterminations et aux flottements du marché dûes à la crise des années 70, se sont orientés vers le travail mobile et temporaire au lieu de la force de travail continue dans le processus de production. Face à la crise, pour pouvoir rattraper le renouvellement technologique et pour ne pas verser leurs fonds au capital constant à court terme, les sociétés ont amélioré leurs relations tâcheron. Le sous-contrat se définit ainsi: dans le lieu de la production une partie de la tâche est transférée à une autre société par la société elle-même. Cela veut dire que le tâcheron dont le capital a évolué contre la crise ou aller vers un sous-contrat, est, transférer à d'autres unités hors de l'usine par le moyen d'un sous-contrat, quelques parties du produit, produit par le producteur-même.

Dans la pratique du tâcheron les relations sont à court terme, le but est d'obtenir un avantage en diminuant le coût avec des salaires et des droits sociaux peu élevés. De plus, à cause de l'impossibilité de diminuer les coûts de la force de travail relativement, les grandes sociétés ont transféré une partie de leur production aux petites entreprises (où on fait travailler généralement des enfants et des femmes avec un minimum de salaire, sans assurance et privées des droits syndicaux), par les méthodes de façon et de commande¹⁷⁶.

¹⁷⁶ Metin ALTIÖK, *ibid.* p.116

c) La restructuration dans les politiques sociales

En améliorant premièrement la prospérité et la stabilité sociale et en diminuant la pauvreté, le système de la sécurité sociale accepté dans le cadre des pratiques de l'Etat de prospérité jusqu'aux années 70, a augmenté les effets de la prospérité dont les mécanismes du marché n'ont point réussi. Le fait que la sécurité sociale garantit la continuité et la stabilité au revenu, assure aussi la stabilité de la demande et donc en encourageant les investissements, il a des effets positifs sur l'emploi et sur la croissance. Dans l'approche keynésienne, le mécanisme instaurant la stabilité automatiquement et le système de la sécurité sociale provoquant la redistribution du revenu ont mobilisé les épargnes grâce aux fonds qu'ils ont créés.

Par contre, la crise qui s'accroît en tant que l'accumulation de capital et les efforts de restructuration depuis les années 70 ont rendu impossible la continuité des équilibres économiques et sociales et ont orienté la classe capitaliste vers une restructuration selon les conditions du marché du système de sécurité sociale dans le cadre des demandes de restriction de l'Etat de prospérité dans le but de créer et/ou d'obtenir des nouveaux champs de valorisation. Avec la crise du capitalisme, dans le but d'élargir l'accumulation de la classe capitaliste, l'Etat de prospérité a nécessité la PAS (politique d'ajustement structurel) concernant la restriction et la fin du rôle de l'Etat dans l'assurance de la sécurité sociale, pour supprimer les effets des facteurs diminutif de taux de profit créés par la grandeur des fonds réunis afin de restructurer la justice et la sécurité sociale. Dans les politiques sociales présentées comme solution à la crise, l'objectif est la réduction des programmes sociaux contenant le salaire minimum dans le cadre des politiques de restructuration, les paiements de l'assurance sociale qui garantit la sécurité sociale, les conditions de travail et la garantie de travail, et la détermination de ces relations par le mécanisme du marché.

Ainsi les déséquilibres du marché de travail et le conflit entre la classe capitaliste et la classe qui travaille vont être diminué de façon importante. D'après ceux qui sont dit, même l'éducation, la sécurité, la justice, la santé et la communication considérée dans le champ de domination de l'Etat-Nation, sont désormais l'objet des accords de commerce international. Avec la pratique des décisions prises pendant les réunions

de GATT- Uruguay Round, en 1995, le secteur des services devient la première fois l'objet d'un contrat commercial international¹⁷⁷.

Dans le processus d'ajustement structurel conseillé par le FMI et la BM il existe deux facteurs qui jouent un rôle important dans la réforme de la sécurité sociale. Le premier est l'investissement de toute la responsabilité financière et du paiement de prime à la classe qui travaille. La part de l'employeur est supprimée donc le coût de la force de travail diminue. Le deuxième, le système d'assurance, mis hors du contrôle de l'Etat et transformé à un moyen de créer ou de transférer un fond aux marchés, crée la source de fond à utiliser à un très bas prix par la classe capitaliste dans l'élargissement de l'accumulation de capital. Ainsi, on essaie de résoudre la crise de la classe réelle avec l'élargissement financière créé par les fonds utilisés dans les marchés financiers.

Dans le cadre de la réforme de la sécurité sociale, premièrement, l'objectif est de faire une réorganisation en relevant l'âge de retraite et en ajournant les fonds utilisés par l'Etat pour le paiement des pensions de retraite à un autre temps. Et par la suite, on a visé de passer à l'application de diriger les opérations de retraite et les épargnes des travailleurs par le moyen des sociétés d'assurances privés et des fonds de retraite privés, en liquidant dans le temps les systèmes d'assurance sociaux. Grâce à cela, les acteurs obtiennent des nouveaux instruments dans l'arène internationale.

Ainsi, on va retrouver le financement nécessaire pour l'accumulation de capital en assurant que les fonds passant à l'Etat grâce aux recettes des primes apparaissent dans le marché au moyen des sociétés d'assurance privées. Dans ce cas, la fonction de l'Etat sera de récupérer son rôle de contrôleur concernant la sécurité sociale et la retraite.

¹⁷⁷ Haluk GERAY, "*İletişim, Bilgi Toplumu ve Küreselleşme*", in *Emperyalizmin Yeni Masalı: Küreselleşme*, Sencer AYATA, et al. Ankara, İmge Kitabevi, 3ème édition, 1996, p.42

CONCLUSION: SYNTHÈSE DE LA PREMIÈRE PARTIE ET LA DEUXIÈME PARTIE

Comme nous avons déjà expliqué dans les deux premiers chapitres, les PED ont commencé à souffrir de la crise après le début des 1970. La crise économique a créé des problèmes de la balance des paiements avec des instabilités externes et internes. Avec les taux d'intérêt élevés et les termes de l'échange, l'ISI que les pays en développement ont appliqué a joué un important rôle durant ce processus de la restructuration néo-libérale.

Jusqu'aux années 1975, l'ISI a rendu possible les taux de croissance très élevés. Mais avec la conjoncture de la crise, les instruments majeurs de l'ISI, (les murs douaniers, le protectionnisme...) étaient considérées comme les obstacles devant le mouvement de capital. Les EU avec des FMN ont commencé à demander le remboursement des crédits et des dettes extérieures dans peu de temps. Cette situation était la première étape du déclin de l'ISI.

Les deux chocs pétroliers, le service de dette élevé sont des importants facteurs de la catastrophe économique des PED. Comme les autres PED, l'Argentine a appliqué les PSAS parce qu'elle avait emprunté à grande quantité des marchés internationaux après les problèmes de l'ISI. Sa dette extérieure avait monté de 7 milliards de dollars en 1976 à 43 milliards de dollars en 1983.

Nous avons commencé l'étude de la crise de l'Argentine avec la deuxième moitié des années 1970 parce que la crise du système capitaliste a rendu impossible la continuité de l'ISI dans cette période. Étant une menace devant l'accumulation du capital au niveau national et international, l'ISI était supplantée par les politiques néo-libérales. Ainsi l'Argentine est passée à un autre modèle basé sur l'exportation. En revanche, ces politiques néo-libérales n'ont pas pu résoudre les crises. Malgré le discours dominant néo-libéral, ces politiques ont rendu la crise très grave et ont préparé des conditions pour des crises consécutives.

TROISIEME PARTIE : LE CAS D'ARGENTINE DANS LE CONTEXTE DE CRISE

Dans ce chapitre, nous allons essayer d'analyser la crise de l'Argentine dans le contexte de la globalisation néo-libéral. Comme on a déjà expliqué, les PSAS étaient proposés aux PED comme une solution aux problèmes de l'accumulation. Le discours dominant prétendait que ces politiques auraient résolu des problèmes économiques et politiques de ces pays. L'Argentine a appliqué tous ces programmes parfaitement, mais enfin elle a du vivre une autre grande crise en 2001.

Si on regarde l'histoire de l'Argentine brièvement, l'Argentine avait une bourgeoisie forte, un taux d'urbanisation important avec une classe d'ouvrier et une industrie dans les années 1950. D'autre part le régime péroniste avait renforcé l'Etat-providence. L'un des problèmes des pays en développement était aussi vu en Argentine comme une vulnérabilité grave: produire seulement quelques produits d'industrie et indépendance au marché d'un pays central, l'Angleterre.

L'un des buts du gouvernement péroniste était l'industrialisation comme un instrument de développement. Durant ce processus la bourgeoisie a gagné une force considérable. Un prolétariat d'industrie s'est apparu. Ce développement a suscité des organisations comme les coopératives, les syndicats et les associations de solidarité. Le marché intérieur s'est propagé et l'Etat a renforcé son contrôle sur les secteurs principaux de l'économie. Le chemin de fer a été étatisé, l'Etat a pris le système bancaire et le commerce extérieur sous le contrôle.¹⁷⁸

Mais le premier gouvernement péroniste a finit par un coup d'Etat en 1955 et l'industrialisation par substitution aux importations est entrée dans une nouvelle phase. Les demandes des groupes puissantes ont pris la première place dans l'agenda

¹⁷⁸ Miguel TEUBAL, "Arjantin: Kırılğan Demokrasi", in *Yeni Dünya Düzeni ve Yeni Politik Güçler, Düşük Yoğunluklu Demokrasi*, (ed.s) Samir AMİN et al, (trad.) Ahmet FETHİ, İstanbul, Alan Yayıncılık, 1994, p.199

du gouvernement. L'économie argentine a commencé à entrer davantage sous l'influence des EU. L'industrie d'automotive, de chimie et de pétrochimie a été fondé notamment par le capital étranger. Le desarrollismo* basé sur le capital étranger voulait aussi dire le développement des marchés des biens dominés par le capital étranger.

Durant ce processus, l'industrie légère basée sur le marché intérieur et dominé par les firmes petits et moyennes a commencé à subir des pertes. Les industries traditionnelles comme le sucre et le vin étaient influencés négativement des crises de surproduction. En revanche, le capital étranger produisant pour les classes riches et les cercles économiques disposant des grands complexes agricoles d'exportation ont profité du desarrollismo en même temps.

Nous pouvons résumer la situation comme suivie: il y avait deux groupes grosso modo. Le premier groupe était protectionniste et basée sur le marché intérieur. L'autre groupe contenait l'industrie forte et les cercles d'agricole disposant des rapports internationaux. Aucun groupe n'a fondé l'hégémonie, c'est pourquoi nous pouvons exprimer l'histoire de l'Argentine par les coups d'Etats et les régimes civils consécutives.

Les élections et la démocratie ont renforcé péronisme. Les gouvernements péronistes ont exigé de contrôler essentiellement trois espaces: 1- (En contrôlant le commerce extérieur et faisant payer le taxe lourd) les propriétaires des grandes espaces d'agricole, 2- (en nationalisant les services publiques) le capital extérieur, 3- (en effectuant le contrôle sur les comptes bancaires et la politique de crédit) le capital financier.

En 1966, les militaires ont fondé un régime autoritaire. Ce régime réfléchissait la force de la bourgeoisie monopolistique disposant des rapports internationaux. Des institutions et organisations ont été prit sous la pression. Les firmes petits et moyennes avec la classe ouvrière ont été exclues.

* Dévelopmentalisme

Après 1976, la période de Proceso* a renforcé ces tendances. Des groupes économiques ayant des activités financières et spéculatives ont rendu leurs forces plus stables. On a visé d'une internationalisation et 'apertura'* dans l'économie. Le coup d'Etat en 1976 était la plus importante initiative à fin de détacher des liens avec le régime prédécesseur et de s'articuler avec la globalisation neo-libérale durant le processus de crise.¹⁷⁹

En 1973 le Péronisme a repris sa force et est arrivé au pouvoir avec Hector Campora qui a comme objectif essentiel de diminuer l'inflation. Pour cette raison, en différence des anciens programmes de stabilité, en provoquant un "effet de choc" en créant un consensus social entre les syndicats, les organisations des employeurs et le secteur public, on vise de contrôler l'inflation dans deux années. Ainsi, on vise de créer un élargissement rapide concernant la sécurité sociale et l'économie.

Les préventions prévues par les politiques de stabilité mises en application sont les suivantes: après avoir augmenté les prix des services publics, les prix de tous les biens et les services vont être stabilisés au niveau existant et même, les prix de quelques biens de consommation de base vont être réduits, en augmentant tous les salaires de la même quantité avec les aides la sécurité sociale. Le fait d'augmenter tous les salaires de la même quantité signifiait que le taux d'augmentation des salaires bas sera plus élevé. Ainsi on essayera de prévenir les troubles de distribution des revenus, on va assurer un consensus social qui inclut aussi les investissements nécessaires pour que les employeurs ne reflètent pas les salaires augmentés aux prix. Pendant la durée de la validité de consensus social les salaires seront réorganisés en prenant en compte les augmentations de productivité de l'économie.

Ce n'était pas certainement un socialisme mais plutôt un retour au corporatisme traditionnel du péronisme.¹⁸⁰ Pourtant 6 mois plus tard, Peron, après 18 ans d'exil retournés en Argentine avec sa nouvelle épouse et gagnés les élections de 23 septembre avec 62 %. La présidence de Peron a sans succès essayé d'atteindre un

* Le régime militaire (1976-1983) était nommé comme Proceso Reorganizacion Nacional (Proceso)

* Ouverture à l'étranger

¹⁷⁹ Miguel TEUBAL, op-cit. P.200

¹⁸⁰ Paul L. LEWIS, *The crisis of Argentine Capitalisme*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1990, p.419

pacte social entre les cercles déjà mentionnés, le gouvernement, les syndicats et les organismes d'affaires. Il a semblé qu'après 18 ans d'exil, la politique Argentine n'était plus commandée par Peron.¹⁸¹

Par contre, ni on a pu stabiliser les prix pendant deux ans, ni établir la relation entre les prix et les augmentations de productivité. Les augmentations de salaires faites à divers intervalles ont beaucoup influencé les prix. Après un croissance d'environ 5-6 % en 1973 et en 1974, l'économie du PNB a diminué de 1 % en 1975. L'augmentation des salaires et le reflet de l'augmentation des prix du revient causée par la croissance de la valeur des biens importées, jouent un rôle important dans l'augmentation des prix. La croissance de l'exportation des produits industriels accrût avec les diverses encouragements durant le consensus social et le rétrécissement de biens dans le marché interne à cause de l'impossibilité d'augmenter la production due à la réduction d'investissement étaient les autres motifs de cela.

Le taux élevé des intérêts et l'augmentation des prix ont joué un rôle important dans le rétrécissement des investissements. Tandis que les investissements du secteur privé reculent du 14,1 % à 11,3 % en 1973-1974, les investissements publics se sont hissés de 7,7 % à 9,9 %. L'augmentation des dépenses du secteur public a augmenté les déficits budgétaires, son taux par rapport au PNB étant de 5,3 % en 1972 est devenu 7,3 % en 1973, et 7,8 % en 1974. Pour récompenser les dépenses élevées, le gouvernement a taxé l'agriculture et cela a provoqué une réaction inattendue dans le secteur de l'agriculture.¹⁸²

Ainsi, dans ces deux années, les parties du consensus social se sont divisées et le programme mis en application s'est éloigné de ses objectifs et le pays est entré dans un milieu politique beaucoup plus tensionné comparé à deux ans avant et dans une crise économique. Pour cette raison en 1975, le gouvernement péroniste a essayé d'appliquer un nouveau programme. Il a dévalué le peso de 50 % et a augmenté les prix des biens et des services produits dans le secteur public de 200 %. Le gouvernement s'entend avec les syndicats pour restreindre les salaires. Mais, dans

¹⁸¹ Laura TEDESCO, *Democracy in Argentina*, London, Frank Cass Publishers, 1999, p.11

¹⁸² E.C. EPSTEIN, "Recent Stabilisation Programs in Argentina, 1973-86", *World Development*, 1987, Volume 15, No.8, pp.994-995

la période de la négociation collective, le fait que les syndicaux veulent des intérêts à taux élevé aux salaires et les grèves générales de 6-7 Juin, a provoqué la démission du gouvernement. Enfin avait commencé une inflation rapide et une stagnation dans l'économie.¹⁸³ Le nouveau programme mis en application en 1975 est interrompu en 1976 avec le coup militaire.

En fait, la crise économique de 1975 provenait du modèle d'accumulation par substitution aux importations suivi depuis les années 30. Pendant cette longue période où on s'est approprié le modèle d'accumulation par substitution aux importations, à cause du fait que la production du pays soit basée sur l'agriculture, les subventions et les prix d'achat de soutien pour l'agriculture et les encouragements pour soutenir l'exportation ont augmenté les dépenses publiques. L'insuffisance des revenus publiques contre les dépenses publiques croissantes a causé des déficits budgétaires. L'effort de financer les déficits budgétaires par l'offre de monnaie qui s'accroît constamment a agrandi la crise de plus en plus. De plus, le fait que l'endettement interne et externe s'accroît de jour en jour et que l'on n'utilise pas cet endettement dans les investissements productifs a entraîné le pays vers une impasse de dette externe.

Général Jorge Videla¹⁸⁴, tête du gouvernement militaire qui a supplanté Isabel Peron, était le vingt et unième président de l'Argentine depuis 1930. Sa tâche devait reconstituer l'ordre à une économie politique dans laquelle la violence et le chaos étaient devenus endémiques. Le terrorisme avait atteint le point où les assassinats politiques se produisaient sur la moyenne des toutes les dix-huit heures. En même temps, l'image économique ne pourrait pas avoir été plus morne. Le taux d'inflation annuel avait atteint 920 pour cent ; la production nationale brute était en baisse de 4.4 % dans le premier trimestre de 1976; et l'investissement brut fixé était en baisse de 16.7 %. Le déficit budgétaire était énorme (égalant 13.5 % du PIB), et le déficit de la balance des paiements environ de \$ 600 millions de dollars avait excédé les réserves de devise du trésor, rendant un paiement tout à fait possible.¹⁸⁵

¹⁸³ E.C. EPSTEIN *ibid.* p.995

¹⁸⁴ Général Jorge Videla a été arrêté sur la demande de l'Allemagne qui l'accusait de donner ordre à tuer deux citoyennes allemandes. Milliyet, 28.01.2004

¹⁸⁵ Paul H. LEWIS, *op-cit.*, p.448

A) L'Approche des générations et la crise de l'Argentine

Chaque crise financière est différente et dispose de ses propres éléments distinctifs. D'autre part, il y a quelques éléments communs entre elles. Chaque onde de crises semble tirer un nouveau modèle au clair. Les modèles théoriques pour les crises monétaires peuvent être divisés en trois générations: la première génération est fondée dans l'ouvrage de P. Krugman dans les années 1970, la deuxième génération est conceptualisée par M. Obstfeld et la troisième génération de crises monétaires sont développées après la Crise d'Asie.¹⁸⁶

Les raisons pour ces grandes quantités de crises sont la globalisation accrue, la mobilité rapide du capital dans le marché global, la libéralisation du capital, l'émergence des nouveaux marchés...

La crise monétaire est définie comme une situation dans laquelle une attaque sur la monnaie nationale cause une considérable perte de réserve ou une importante dépréciation de la monnaie - si l'attaque spéculative est réussie à la fin. La crise de banque, c'est la non-performance des prêts bancaires. On peut observer la fermeture, la fusion ou l'achat par le secteur public.

On a défini les différentes générations de crise. La première génération est conceptualisée par Krugman et Flood en 1979 et en 1984. C'est une crise classique de balance des paiements. Les déficits budgétaires sont financés par la création de monnaie augmentant des crédits domestiques. Les crises de première génération sont dans ce sens "fait à la maison" (home-made)¹⁸⁷ La source de la crise vient d'un déficit budgétaire qui a accru et monétarisé par la croissance du crédit domestique.

¹⁸⁶ Ante BABIC, Ante ZIGMAN, "Currency Crises: Theoretical and Empirical Overview of the 1990s", Croatian National Bank Publishing Department, Surveys-5, Octobre 2001, p.iii

¹⁸⁷ Christoph MOSER, "Modelling Financial Crises: The Generations Approach", www.globalfinance.org
http://www.globalfinance.org/faculty/courses/country_risk_slides/generation_crisis.pdf?PHPSESSID=4c5a9414c244640a6da56d4e9291a1e8

Il y a quelques suppositions importants: L'économie ouverte, la mobilité de capital parfait, le taux de change fixe. Les crises sont prévisibles et déterministiques. C'est la conclusion des politiques erronées. La crise monétaire se produira le plutôt possible une attaque spéculative peut réussir. Ce sont des crises classiques.

Le modèle de première génération explique la crise monétaire comme une conclusion des développements insoutenables dans les indicateurs macro-économiques – politiques monétaires expansives, la dépréciation de la monnaie à termes réels, le déficit budgétaire à grande quantité, l'investissement excessif dans le domaine non-profit.¹⁸⁸

Les crises de seconde génération sont inspirées par une série d'attaques spéculatives sur les cours de devise dans le système monétaire européen et surtout sur le Mexique en 1994/1995. Il y a importants changements dans les chiffres macroéconomiques. Après le seigniorage, la création de monnaie la situation est de plus en plus critique. Dans ce cas, le gouvernement défend un taux de change fixe. Les attentes jouent un rôle important. Si le marché croit que la dette sera payée, c'est possible (pour le pays) de la payer. La psychologie du marché est plus importante que les lois de l'économie. Le FMI peut jouer un rôle utile pour stopper un panic. Ces crises sont aussi définies comme "self-fulfilling". (autoréalisant)¹⁸⁹

Les crises de troisième génération sont plus hétérogènes que les premières. Le modèle de troisième génération est théorisé après les crises d'Asie en 1997. Krugman définit une bulle d'investissement et l'éclatement de cette bulle – une rupture dans le marché de sécurité. Il y a quelques variables. Les crises de monnaie sont des sous-produits d'une crise bancaire. Les autres sujets sont "crony capitalism", la contagion, la dette à court terme.

Ce modèle peut exprimer les problèmes de l'endettement étranger et les crises monétaires dans l'Asie de l'Ouest en 1997. Cette approche est basée sur un modèle de croissance à un-secteur, avec la mobilité de capital complète. Le gouvernement garantit l'investissement bancaire dans les cotisations de firme sur-évalué. Les

¹⁸⁸ Ante BABIC, Ante ZIGMAN, op-cit, p.3

¹⁸⁹ Christoph MOSER, ibid.

banques sont essentiellement des filiales des banques étrangers ou bien emprunte monnaie dans le marché de capital international pour étendre des prêts aux firmes dans le marché interne.¹⁹⁰

Virginie Boinet, Oreste Napolitano et Nicola Spagnolo ont réalisé une recherche sur la crise de l'Argentine de 2002 en utilisant l'approche self-fulfilling, ça veut dire la seconde génération. Selon leur recherche, les prophéties de self-fulfilling sont des explications raisonnables pour la dévaluation du peso.¹⁹¹

Durant les années 1960, l'économie de l'Argentine a souffert beaucoup d'une hyper-inflation. Pour arrêter cette hyper-inflation, le système de convertibilité est introduit en 1991. Dans ce système le peso était fixé au dollar un-à-un. Son succès est indéniable. Mais à la fin des années 1990, les taux d'intérêt interne ont surmonté les taux américains. Cela a mis l'Argentine dans une récession grave. Au début de l'année 2002, le peso est dévalué par 50 %.¹⁹² Domingo Cavallo, le ministre de l'économie de l'Argentine a insisté que le taux de change fixe a offert un taux d'intérêt bas et une croissance économique continue. Ça veut dire que défendre la dévaluation efface la crédibilité gagnée depuis le commencement du conseil monétaire.

Boinet, Napolitano et Spagnolo ont fait la recherche pour examiner si la crise de l'Argentine était, jusqu'à un certain point, self-fulfilling. Leur base théorique est le modèle soi-disant "seconde génération" qui exprime la crise monétaire comme suivie: le coût de la fixation du peso (l'augmentation dans le chômage ou dans la dette publique) a mis le sens de la fixation en question. C'est pourquoi, les attentes de dévaluation ont minimisé l'effet d'un changement de politique. (une augmentation dans le taux d'intérêt typiquement). Ce type de crise peut se réaliser même si les indicateurs macro-économiques ne changent pas, simplement à cause des agents privés qui l'attendent.

¹⁹⁰ Ante BABIC, Ante ZIGMAN, op-cit, p.5

¹⁹¹ Virginie BOINET, Oreste NAPOLITANO, Nicola SPAGNOLO, « Are Currency Crises Self-Fulfilling ? », <http://www.brunel.ac.uk/329/efwps/02-26.pdf>

¹⁹² BOINET, NAPOLITANO, SPAGNOLO, ibid.

B) Le coup militaire de 1976 et la restructuration dans l'économie

Après le coup militaire de mars 1976, le nouveau gouvernement a décidé que la cause de la crise économique était le modèle d'accumulation par substitution aux exportations. Il a mis en place une politique de stabilité orthodoxe pour diminuer l'inflation, résoudre le problème de devise, et créer un élargissement équilibré dans l'économie. C'était l'instrument classique du néo-libéralisme. L'objectif principal du programme mis en application en Avril 1976 était de passer à un modèle d'accumulation par substitution aux exportations qui va restructurer le capital en causant une modification structurelle de l'économie. Et cela allait provoquer une ouverture vers l'extérieur de l'économie et un passage au marché libre. La politique de stabilité mis en application était composée de deux étapes. La première étape concernait les préventions orthodoxes basées sur le contrôle des salaires et de l'offre de monnaie. Plusieurs politiques comme la diminution des tarifs de douane, la politique des revenus et les accords volontaires des prix sont mises en vigueur pour assurer la stabilité des prix. La deuxième étape était basée sur l'application de Tablita qui signifie le pré-annoncement des valeurs que prendra le cours de devise.

1) La période de 1976-1978

En 1976 la coexistence des guérilleros urbains, d'une classe ouvrière organisée et d'un gouvernement faible avec ni des buts politiques ni économiques, a été regardée par les forces armées et la bourgeoisie supérieure comme la raison suffisante à, de nouveau, installer leur forme d'ordre en Argentine. Le but de l'alliance était de subordonner et commander la classe ouvrière, pour affaiblir sa capacité de

s'organiser comme une classe et de s'exprimer politiquement. Cette discipline sociale a été réalisée par un terrorisme d'Etat et une réforme économique structurelle.¹⁹³

Les objectifs principaux de la politique de stabilité préparée premièrement en 1976 sont les suivants: l'abandon du peso dans la fluctuation, la suppression des contrôles des prix, la régulation des tarifs de douane, la suppression des impôts obtenus par l'exportation des biens de l'agriculture, la libéralisation des taux d'intérêt, la suppression des subventions, la privatisation des entreprises publiques, et la libéralisation des opérations de devises. Cela veut dire que les politiques de libéralisation qui vont assurer la restructuration dans la production et dans l'accumulation de capital sont mises en application. Le point le plus important du programme était la privatisation des entreprises publiques pour diminuer les déficits des secteurs publics et la diminution des dépenses publiques. Malgré la politique monétaire restrictive, la suppression des contrôles des prix a accéléré l'inflation et la libéralisation des taux d'intérêt a causé des diminutions dans les investissements et dans la consommation. Le rétrécissement des demandes internes a causé des chutes dans l'importation et a provoqué un effet positif instantané sur les opérations courantes. Les augmentations des revenus des impôts avec les réductions, les déficits du secteur public le taux du PNB sont allées de 14,1 % à 12,9 %. L'un des facteurs importants de cela est la diminution des dépenses du secteur public.¹⁹⁴

Malgré ces préventions, une tendance de diminution ne s'est pas réalisée dans l'augmentation des prix. L'intensité de la monopolisation de l'économie et les prix du monopole ont joué un rôle important concernant l'incapacité de diminuer l'inflation. Contre cela, le gouvernement a commencé à diminuer les tarifs douaniers pour que les sociétés, dont l'intérêt est basé sur le marché interne, puissent entrer en concurrence avec l'extérieur. Cette application allait assurer la dévalorisation et l'intensification d'une partie du capital pendant le passage au processus de l'accumulation, et allait créer une forme d'industrie qui possède une structure d'accumulation pour entrer en concurrence dans les marchés extérieurs. La décroissance des tarifs douaniers a diminué les taux de protection dans les industries par substitution aux exportations mais n'a pas pu influencer le taux d'inflation et ce

¹⁹³ Laura TEDESCO, op-cit. p.23

¹⁹⁴ Metin ALTIOK, op-cit. p.154

dernier a augmenté de plus en plus. Pour diminuer les attentes d'inflation on a fait des entretiens avec plus de 500 sociétés sur l'application des prix de revient + profit (mark-up) et sur les anticipations inflationnistes. Après ne pas pouvoir diminuer l'inflation avec ces deux méthodes, on a vu la nécessité des nouvelles préventions de stabilité en 1977, et, on a recommencé à contrôler les prix. En Mai 1977, on a fait des accords de gel des prix pour 120 jours et des limitations de crédits.

Ainsi, quand l'économie reprend son équilibre dans très peu de temps, les politiques d'ajustement structurel visant la libéralisation des marchés de biens et de monnaie et des mouvements de capitale, s'ajoutent aux politiques de stabilité. Après la stabilisation des prix en 1977, les contrôles de prix dans les marchés de biens sont supprimés, les limitations de quantité dans l'exportation ont pris fin et l'application des cours de devises multiple sont unifiées. Les prix des biens et des services produits dans le secteur public sont élevés.

Au mois de Mars 1977, Martinez de Hoz a appliqué un gel des prix qui était la première étape dans la réforme financière de Juin 1977. La réforme a libéralisé des mouvements de capitaux et déréglé le système financier. Cette réforme, par la libéralisation des taux d'intérêt, a permis aux banques de récupérer leur position centrale dans le système financier, au lieu d'être de seuls intermédiaires de la banque centrale. La réforme financière a lié le système bancaire aux marchés financiers à court terme qui ont incité les sociétés anonymes à rechercher de nouveaux marchés financiers pour satisfaire à leurs besoins financiers. Selon Canitrot la réforme financière était une décision politique liée au projet à long terme de la dictature. Car le gouvernement militaire a cherché la libéralisation de l'économie, le plan a exigé ce genre de réforme financière puisque son but était de faire le marché un instrument par lequel la discipline sociale serait réalisée.¹⁹⁵

Dans les milieux de 1978 ont commencé les applications des cours de flottement contrôlé (dirty float). Avec cette application on a assuré une diminution en partie des augmentations de prix, mais les réserves internationales de l'Argentine s'abaissent au niveau le plus bas des vingt dernières années. Et dès que la plupart des dépenses

¹⁹⁵ Laura TEDESCO, op-cit. p.30

publiques et, spécialement en 1978, les accords de prix prennent fin, l'inflation s'est accrût de nouveau.¹⁹⁶

2) La période de 1978-1981, la pratique "tablita"

En décembre 1978 un nouveau plan a été annoncé qui a signifié que de futures dévaluations et changements de taux de change des prix de public-secteur seraient systématiquement ajustés au-dessous du taux d'augmentations des prix de secteur privé. Dans la théorie, au moins, ce devait forcer l'inflation en bas. Le desindexacion a été fait par un tablita (table petit) qui a indiqué le futur taux de dévaluation. Ce plan a été appliqué avec la libéralisation du marché financier qui devait régler le taux d'intérêt et permet la convergence des prix internes et internationaux.¹⁹⁷

Avec cette application, du Décembre 1978 à l'Août 1979, les cours de devises vont être annoncé d'avance et à partir du Janvier 1979, on allait faire une dévaluation à taux décroissants pendant huit mois. Dans la période suivante, on allait décider de nouveau les taux de dévaluation et on allait les remettre au point zéro en Mai 1981. Avec la dévaluation de taux de 3,8 % en Août 1979, on a dévalué le cours de devise du taux de 63 % en somme pour la première période.¹⁹⁸

A cette période, l'augmentation des prix et des salaires du secteur public et les élargissements potentiels des quantités de crédits vont être déterminés et annoncés d'avance. Durant les six premiers mois, les prix et les salaires du secteur public allaient être indexé en taux de 4 % et les crédits allaient être élargir en taux de 4 %. On a accéléré les applications de diminution des tarifs de douanes, commencé à être appliqué en 1976, et on a visé d'équivaloir tous les prix à 30 % en 1981. Le but est de diminuer les tarifs et de contrôler l'inflation en harmonisant les régulations des cours de devises et les augmentations des prix internes avec les prix externes.

¹⁹⁶ Metin ALTIOK, op-cit. p.155

¹⁹⁷ Laura TEDESCO, op-cit. p.30

¹⁹⁸ B. Roque FERNANDEZ, "The Expectations Management Approach to Stabilization in Argentina During 1976-1982", *World Development*, Volume 13, No.4, December, p.874

Quand le peso, délaissé en flottement, commence à gagner de la valeur, on a voulu ralentir son passage au marché externe à court terme car il était vu comme un facteur qui augmente la demande de monnaie. Mais, avec la politique monétaire restrictive, on a accepté d'abandonner cette dernière et de prévenir la valorisation du peso à la fin de 1978 en pensant que les réserves qui s'accroît avec l'effet du coulement de capitale va entraîner la sur-valorisation du peso. Avec l'inflation qui était de 160 % en 1979, l'entrée du capital à court terme dans le pays s'est accélérée.

L'ouverture du secteur public à l'extérieur face aux intérêts élevés et sans le pouvoir de concurrence a causé l'arrêt des investissements et l'accélération de l'inflation. Avec la libéralisation des marchés financiers, l'augmentation des taux d'intérêt a augmenté les prix de coût des crédits, mais, en contre partie, a empêché les investissements et a entraîné l'enfoncement du secteur bancaire avec la faillite des sociétés qui n'ont pu résister à la concurrence des biens exportés. Le fait que le gouvernement sauve les banques et essaie de ranimer l'économie a causé l'augmentation des dépenses publics et de grandes déficits budgétaires.

Quand on vient à l'an 1981, le peso s'est valorisé d'environ 100 % à cause de l'affaiblissement de l'inflation. Le écoulement du capital externe accéléré par la valorisation du peso, a diminué l'exportation, a encouragé une rapide croissance de l'importation et le taux de l'importation par rapport au PNB est devenu 15 %. La croissance de l'importation a augmenté les déficits de compte courant. En augmentant jusqu'à 5 milliards de dollars, les déficits de compte courant ont atteint aux 6 % du PNB. La dette externe étant de 13.5 milliards de dollars entre 1978-1981 est arrivée à 36 milliards de dollars en 1981. Le financement des dettes externes, du paiement de principal et d'intérêts par de nouvelles dettes externes a eu un rôle important et quand des problèmes de paiement des dettes externes s'ajoutent à cela à la fin de 1979 et pendant 1980, l'économie de l'Argentine a vu une grande crise.¹⁹⁹

L'Etat a pris de nouvelles mesures pour empêcher la fuite du capital et pour réassurer la confiance en peso, a supprimé la limitation de temps minimum des dettes externes, a décidé de multiplier ces derniers et de diffuser le TVA en augmentant son taux. Pour que l'économie puisse s'ouvrir de plus en plus vers l'extérieur, on a décidé de

¹⁹⁹ E.C. EPSTEIN, op-cit, p.998

diminuer les tarifs de douanes le maximum possible. Quand les préventions n'arrivent pas à écarter la stagnation, avec les dévaluations de 125 % en somme pendant Mars et Avril 1981, on a abandonné le régime de cours de devise stable (Tablita).²⁰⁰

En résumé, la politique d'ajustement structurel appliquée a baissé le taux d'inflation à 100 % en 1981 de 444 % en 1976. Les négations du secteur réel de l'économie a augmenté le taux de chômage, a diminué les taux de profit et a causé la faillite des sociétés. Les politiques de libéralisation appliquées ont augmenté la dette externe du pays. Entre la fin de 1975 et la fin de 1980, la dette extérieure a monté par 236 %, de 8.1 milliards de dollars à 28.2 milliards.²⁰¹

Le fait que la libéralisation du commerce externe et la diminution des tarifs douaniers ont été commencé à être appliqué avant la libéralisation financière et la libéralisation des mouvements de capital, a aggravé la crise en causant l'entrée et la sortie rapide du capital à court terme. Les déficits publics augmentés pendant la crise de dette entraînée par la libéralisation Financière ont aggravé la crise de plus en plus. La croissance constante de l'importation (les chocs pétroliers) et la décroissance de revenue d'exportation ont déséquilibré les taux du commerce externe. Les préventions de stabilité ont causé des dévaluations réelles à grandes dimensions et les politiques financières et de monnaie stricte qui ont entraîné la décroissance des investissements et la croissance du chômage, ont causé une stagnation économique beaucoup plus sérieuse. Le grade de stabilité a provisoirement cessé les problèmes de balance des paiements mais n'a pas pu diminuer suffisamment l'inflation. La politique d'immobiliser le cours de devise annoncé d'avance (Tablita) était un facteur important concernant l'incapacité de diminuer l'inflation. Cette politique a causé la valorisation rapide de monnaie nationale et la crise de devise. Les déficits budgétaires et la libéralisation des mouvements de capital ont d'abord entraîné l'entrée du capital mais pendant la période où l'économie avait commencé à être comblé on a vécu une importante fuite de capital. De plus, à cause de la croissance des taux d'intérêts des marchés internationaux et de la limitation des crédits en 1981, l'Argentine n'a pu exécuter son service de dette externe.

²⁰⁰ B. Roque FERNANDEZ, op-cit. p.887

²⁰¹ Paul H. LEWIS, op-cit., p.462

C) Le plan d'austral, 1985

La crise économique, due à l'enfoncement du système financier, a entraîné l'instabilité politique avec elle. Dans cette période, la gestion des militaires, outre son coût humaine, se solde par l'effondrement du modèle économique ultra-libéral. Recherchant une échappatoire, l'état-major se lance le 2 Avril 1983 à la reconquête des îles Malouines, occupées et rebaptisées Falkland depuis un siècle et demi par les Britanniques. L'équipe se termine par un désastre militaire.²⁰²

Pendant la période du Générale Galtieri, on a préparé un nouveau programme de stabilité. Mais le fait que l'Etat augmente la demande de monnaie pour financer la Guerre de Falkland, les baisses des revenus d'impôts, et le taux d'inflation ont augmenté la charge du secteur public. Au lendemain de cette guerre (la guerre de Malouines), l'Argentine s'est trouvée avec l'inflation de triple chiffre, 35.6 milliards de dollars de dette extérieure, PIB était 6 % au-dessous du niveau 1981, la production industrielle vers le bas par 16 %, et le chômage vers le haut par 6 %.²⁰³

La stagnation économique a frappé spécialement les classes qui travaillent, et qui, d'ailleurs, frappent la plus grande partie de la société. Les salaires sont baissés de 45 % de 1978 à 1982. Pour cette raison, l'insatisfaction des opposants sociaux au régime a causé de grandes manifestations. Comme on a déjà dit, la défaite aux Malvinas était également une défaite les forces armées comme un gouvernement. Le Général Galtieri a démissionné et le Général Reynaldo Bignone étaient le président de la dernière période de la dictature. La transition à la démocratie a commencé en raison de la défaite des Malvinas.²⁰⁴

²⁰² Maurice LEMOINE, *Les 100 Portes de L'Amérique Latine*, Paris, Les Editions de L'Atelier/Editions Ouvrières, 1997, p.46

²⁰³ Paul H. LEWIS, op-cit., p.478

²⁰⁴ Laura TEDESCO, op-cit. p.48

S'ajoutant à tout cela, la grève générale des ouvriers et les manifestations en masse ont poussé le régime militaire à organiser les élections en Octobre 1981. Alfonsine, candidat du Partie Radicale qui a vaincu les Péronistes dans les élections est venu au pouvoir. Par contre, le retour à la démocratie n'a pas changé la nature du "régime d'accumulation" fondé pendant le dictatorial militaire de 1979- 1983. Pendant les années 80 on a appliqué "les programmes d'ajustement" inspirés par le FMI et la BM, en direction d'Alfonsine et de Menem. Ces politiques étaient conformes aux profits des créanciers étrangers, des milieux financiers intérieurs et des groupes économiques.²⁰⁵

A l'instant où il est venu au pouvoir en 1983, le gouvernement d'Alfonsine a préparé une politique de stabilité anti-inflationniste pour compenser les paiements des dettes externes et pour répondre aux demandes du peuple qui a nouvellement connu la liberté politique. Les traits principaux du programme élargissant des demandes sont les suivants: diminuer les taux d'intérêts pour baisser les prix de coût des crédits et, indirectement, empêcher l'augmentation des coûts, intervenir aux cours de devises pour empêcher l'éloignement du peso, diminuer les déficits budgétaires en augmentant les revenus des impôts avec des régulations de ces derniers, créer un effet positif sur la balance des paiements en augmentant l'exportation et en limitant l'importation.²⁰⁶

Avec les politiques élargissant la demande, les salaires des ouvriers ont augmenté réellement de 1982 à 1984 de 60 %. Par contre, le fait que les politiques élargissant la demande ont augmenté les salaires et que l'Etat a augmenté ses dépenses arrangeant les demandes, a entraîné l'économie dans une période de stagnation et inflationniste. La difficulté de trouver des dettes externes et le fait que l'Etat finance des déficits budgétaires par le seigneurage à cause de l'incapacité de diminuer les déficits publics, a accéléré l'inflation. L'inflation était au taux annuel de 402.5 % quand Alfonsin a été inauguré à fin décembre 1983. En mars 1984 il a atteint 449 % ; à ce point le gouvernement a imposé les contrôles des prix et un rationnement du

²⁰⁵ Miguel TEUBAL, op-cit. p.199

²⁰⁶ Metin ALTIOK, op-cit. p.157

boeuf. À l'issue de 1984, l'inflation était 713.4 %, et en Avril 1985 elle a atteint son étape à quatre chiffres, 1020.5 %.²⁰⁷

La crise de l'Argentine, accompagnée de l'inflation élevée, a mis au jour une politique de stabilité hétérodoxe incluant les contrôles des prix et des salaires et visant de diminuer la demande interne. Alors, pour assurer la stabilité avant de commencer à appliquer le programme, on a dévalué le peso dans le but d'écarter le déficit de la balance des paiements et de supprimer les attentes de dévaluation. Les effets négatifs que la dévaluation provoquera sur le budget à cause de la dette externe sont compensés par les impôts qui vont être retenu de l'exportation. Pour augmenter les revenus publics, on a augmenté les prix des biens et des services produits par le secteur public et on a affaiblit les contrôles des prix dans le secteur industriel. La source externe nécessaire pour supprimer l'effet négatif que va créer le programme sur la politique de cours de devise et sur le budget est assurée dans le cadre du contrat de stand-by fait avec le FMI.²⁰⁸

Avec la bénédiction du FMI, 14 juin 1985 le président a annoncé l'exécution du plan austral. Il a déclaré que l'objectif principal de la réforme économique était 'le combat contre l'inflation'. En raison des taux d'inflation élevés, la gradation était maintenant inefficace. Cela veut dire qu'on allait abandonner l'approche de diminuer l'inflation par grades, comme on l'avait déjà fait pendant l'application de "tablita". Il a présenté le plan comme réforme profonde de l'économie de l'Argentine. Les principaux dispositifs du plan austral étaient (1) contrôle des prix et des salaires; (2) une promesse de réduire les déficits du gouvernement en augmentant ses revenus et en baissant ses dépenses; (3) une promesse d'imposer la discipline aux entreprises publiques en exigeant l'approbation présidentielle de leurs budgets et en commandant la Banque Centrale cesser d'imprimer l'argent pour couvrir leurs pertes; (4) l'encouragement des exportations; (5) une réduction de tarifs protecteurs; (6) l'encouragement de l'investissement étranger; et, (7) pour dramatiser le départ frais que le plan a représenté, l'établissement d'une nouvelle devise, l'austral. (1 austral=1000 pesos)

²⁰⁷ Paul H. LEWIS, op-cit., p.483

²⁰⁸ Metin ALTIOK, op-cit. p.158

Le but essentiel du programme était de diminuer rapidement l'inflation, de supprimer le déséquilibre de financement public qui crée une pression inflationniste et de diminuer le coût d'ajustement structurel. Dans ce but, on a fixé tous les prix, spécialement les salaires, qui restent hors des marchés flexibles, à leur niveau d'avant le programme. Les salaires sont apportés, avec la loi, à un niveau tel qu'ils puissent compenser l'inflation du mois précédent. Pour le financement du secteur public, on a pris des mesures pour augmenter les revenus d'impôts et, pour augmenter les revenus publics, on a augmenté les prix des biens et des services, (spécialement les produits des entreprises publiques comme l'électricité, les produits pétroliers et la transportation) produits par l'Etat. Pour prévenir l'accroissement des demandes, on a empêché le recours aux sources de la Banque Centrale et la réduction du volume de crédit. On a accepté l'"Austral" étant la nouvelle unité d'argent qui vaut 1000 peso et on a fixé le cours de devise en le liant au dollar. On a égalisé 1 dollar à 0.8 Austral.²⁰⁹

Entre Juin 1985 et Mars 1986, avec l'application de fixage des prix pendant 10 mois, l'inflation est enfin tombée aux nombres à deux chiffres. Malgré ces développements, on n'a pu empêcher la baisse des profits du secteur privé. Les producteurs d'agriculture, plaintifs des prix bas, ont demandé la suppression des taxes obtenues de l'exportation. Le secteur industriel a répondu aux prix bas en diminuant la quantité de production et cela a provoqué une pénurie concernant les biens de consommation et les entrées de l'industrie. Comme les syndicaux ont organisé une puissante opposition sociale avec les gains qu'ils ont obtenu dans la période Péronistes, en Argentine, la Confédération Générale d'Ouvrier a intensifié ses demandes politiques concernant la révision des décisions prises sous le toit du Plan d'Austral depuis la première moitié de 1986, incluant le fixage des prix et des salaires.²¹⁰ La CGT (Confederacion Generale del Trabajo- Confédération Générale du Travail) harcèle le pouvoir, multiplie les grèves générales (13 pendant la période Alfonsin) et contribue ainsi à affaiblir encore la capacité d'action de l'Etat.²¹¹

²⁰⁹ Metin ALTIOK, op-cit. p.159

²¹⁰ Pour les rapports des syndicats avec le gouvernement dans cette période, voir Laura TEDESCO, op-cit. pp.115-116

²¹¹ Maurice LEMOINE, op-cit. p.46

Dans l'ambiance décrite, en Avril 1986, les directeurs du pays étaient confrontés à un dilemme. Maintenant le renoncement du fixage des prix était à l'ordre du jour et pendant ce temps, on ne pouvait point présumer l'effet de l'écart des prix relatifs sur l'inflation. Mais, pour que la mémoire d'inflation puisse s'effacer, il fallait adopter un fixage de prix à plus long terme, ce qui provoquera l'élargissement de l'écart des prix relatifs de plus en plus. Cette discussion a pris fin avec la suppression du fixage des prix et on a passé à l'application de parité ajustable (crawling peg) qui va durer entre Avril et Septembre 1986.²¹²

En conclusion des pertes de salaires réels et des pressions dues aux prix de revient, on a dénoncé de fixer les prix et le cours de devise et avec l'augmentation rapide des prix, à la fin de 1986, les augmentations mensuelles des prix ont atteint aux 5-6 %. Vers la fin de l'année, les politiques strictes de monnaie sont restées insuffisantes pour freiner ce processus et la charge du prix de revient due au taux d'intérêt s'est ajoutée à l'inflation. Au début de 1987 on a mis en marche un nouveau paquet de mesures de fixage pour trois mois. A la fin de ces développements la courbe de l'inflation est redevenue à son état vertical et a atteint à ses taux d'après 1980.²¹³ Entre le 15 Juin 1985 –date de la mise en application du plan Austral- et le 30 Avril 1989, la monnaie s'est dépréciée de 10312.5 % par rapport au dollar. Les nouveaux pauvres, pratiquement inexistantes en 1974, sont passés de 4.2 % de la population en 1980 à 18.4 %.²¹⁴

Comme l'indiquent nos connaissances, dans les pays en voie de développement qui appliquent des systèmes de cours constant et des politiques de fixage des prix, dans le cas où on n'arrive pas à supprimer les déséquilibres structurels de l'économie, il peut y avoir une brusque hausse dans l'économie avec la libéralisation des prix.

Durant le plan d'Austral, on a pu diminuer la nécessité d'endettement du secteur public avec le fixage des prix, mais quand l'impossibilité de baisser les dépenses publiques liées aux réformes définitifs et structurels et d'augmenter les revenus est

²¹² Nurhan YENTÜRK, "Arjantin Krizi: Dış Borç ile Tango", *İktisat, İşletme ve Finans Dergisi*, Année 17, No.193, Avril 2002, p.53

²¹³ Sudi APAK, *Türkiye ve Gelişmekte Olan Ülkelerde Ekonomik İstikrar Uygulamaları*, İstanbul, Altın Kitaplar, 1993, pp.67-68

²¹⁴ Maurice LEMOINE, op-cit. p.47

entrée en jeu, le taux de la nécessité d'endettement du secteur public par rapport au revenu national s'est élevé aux 20 % dès que l'on a cessé de fixer les prix. D'autre part, on n'a pu résoudre l'équation "faible exportation – faible épargne – dette élevée" étant l'une des problèmes fondamentale de l'économie de l'Argentine, et même, pendant la période de fixage des prix, ces problèmes se sont renforcées et ont causé la décroissance de la tendance d'exportation et d'épargne.²¹⁵

²¹⁵ Nurhan YENTÜRK, op-cit. p.53

* la date des élections présidentielles était six mois plus tôt de la transmission pratique du pouvoir au Président nouvellement élu.

D) Le passage à la convertibilité, 1991

Raul Alfonsine, de l'Union Civique Radicale, partie tempérée de la classe moyenne, venu au pouvoir avec les élections de 1983, a démissionné le 8 Juillet 1989, six mois avant de la fin de la durée de son charge et a transmis ses fonctions à Carlos Menem du Parti Justicialiste (Péronistes), à base ouvrière, qui a gagné dans les élections du 14 Mai. Les premières années du gouvernement d'Alfonsine, étaient déterminées avec l'affleurement relatif des libertés démocratiques. Pourtant, Alfonsine, incapable de surmonter les pressions provenant des constitutions judiciaires, économiques et militaires, a commencé à perdre son grand soutien d'avant dans peu de temps. Le gouvernement semblait perdre totalement le contrôle à cause des prix qui s'augmentent en se multipliant, des salaires réels qui sont en baisse, des usines et des offices qui se ferment, du chômage qui s'augmente, des fondations financières qui sont sur le point de faire faillite et de l'hyper-inflation agitée. En Mai 1989, avec le pillage des supermarchés et des autres magasins, on a vu que la famine et la marginalité ont atteint un niveau irrésistible et ont gagné un nouveau sens.²¹⁶

Dans cette ambiance, Carlos Menem, qui est venu au pouvoir en 1989 avec son campagne électorale qu'il a suivie en s'appuyant sur la classe pauvre du peuple et sur la partie nationaliste de l'armée, a intensifié l'application des politiques d'ajustement structurel, dans le front économique, obligées par le FMI et la BM. Comme ces politiques ne sont pas populaires, Menem a imposé une série de préventions qui limitent les libertés démocratiques et les organisations populaires – spécialement les syndicaux – et qui renforcent les applications contre le Parlement.²¹⁷

En matière de relations internationales, le changement de cap va être notable. Se rapprochant du Chili de Patricio Aylwin, rétablissant les relations diplomatiques avec la Grande Bretagne, Carlos Menem abandonne la rhétorique neutraliste de Peron et,

²¹⁶ Miguel TEUBAL, op-cit. pp.195-196

²¹⁷ ibid. pp.198-199

oubliant la brouille née de la guerre des Malouines, a rétablit des relations étroites avec les Etats-Unis. Le gouvernement Argentine se rangera inconditionnellement aux côtés de Washington durant la guerre du Golfe (1990).²¹⁸

Menem a mis en application les nouvelles politiques hétérodoxes ressemblant au Plan d'Austral avec le soutien du FMI. Les particularités principales du programme dont le gouvernement de Menem a mis sur place sont les suivantes: diminuer les dépenses publics pour couvrir le déficit budgétaire, réaliser la privatisation le plus rapide possible, restructurer le système financier en rationalisant les organes contrôleurs publics et assurer la confiance en Austral avec l'application de la politique monétaire en modifiant la structure de la Banque Centrale.²¹⁹

Ainsi on a fait un ajustement important concernant les prix relatifs et les prix de la cours de devise et du secteur public. Deux lois de réforme financière ont été adoptées au Congrès. Avec ces lois, on a visé de supprimer les subventions, de mettre fin aux exceptions de TVA, d'augmenter les impôts des organisations et de mettre diverses limites aux emplois du secteur public et aux paiements de salaires. De plus, on a pris des mesures importantes soit pour diminuer les dépenses et pour augmenter le contrôle des secteurs public des exploitations, soit pour la direction de la réforme. Ainsi, avec le contrat collectif, les salaires pouvaient être augmentés si seulement la productivité s'accroît. Et on a pris de strictes mesures (des grandes punitions et la fermeture provisoire des lieux de travail) qui renforcent le contrôle d'impôt de ceux qui sont chargés de payer des taxes importantes. Enfin, le gouvernement a commencé un programme de privatisation à grande dimension. On a privatisé deux stations de télévision, deux firmes de téléphone et deux entreprises de transports aériens et on a fait des travaux pour la privatisation des chemins de fer, du pétrole, des ports, du réseau des voies terrestres et d'une grande partie des exploitations publiques. On a diminué le nombre d'employé en fixant les augmentations de salaires en dessous du taux de l'inflation. Avec le processus de privatisation intense, le nombre des employés qui était de 420 en 1970, est fait baissé en 58 avec les politiques d'ajustement structurel suivies.²²⁰

²¹⁸ Maurice LEMOINE, op-cit. p.48

²¹⁹ Metin ALTIOK, op-cit. p.160

²²⁰ Metin ALTIOK, op-cit. p.161

Après cela, on a libéralisé le cours de devise pour protéger les réserves de la Banque Centrale de la fuite du capital à la fin de l'année. Le fait que l'austral se dévalorise de plus en plus et l'augmentation des prix du secteur public a causé une nouvelle croissance de l'inflation dans les trois premiers mois de 1990. Dans la période de 1980-1992, entre les 21 pays de l'Amérique Latine, l'Argentine était au deuxième rang, avec son taux d'inflation de 402,3 %, après le Nicaragua.²²¹

En conséquence, la dévalorisation de grande dimension de la monnaie nationale a dirigé le peuple vers une attaque aux banques. Pour empêcher la crise bancaire, la Banque Centrale a repris le contrôle monétaire à sa direction. Pour cette raison, on est passé à l'application de changer les dettes en austral avec les obligations étatiques en dollars à long terme (BONEX). Par contre ce plan n'était pas réussi et l'économie est entrée dans une profonde dépression.

Après l'arrivée au pouvoir de Carlos Menem, spécialement depuis 1990, l'économie de l'Argentine a eu place à d'importants événements et a vu trois différents ministres de l'économie dans très peu de temps. Nestor Rapanelli et, celui qui l'a remplacé, Antonio Gonzales n'ont pas réussi à vaincre l'hyper-inflation et en Janvier 1991, Domingo Cavallo, étant le Ministre de l'économie, a annoncé les réformes du marché libre et a garanti d'augmenter les revenus d'impôts et de prendre l'inflation sous son contrôle.²²²

Le FMI et les directeurs de l'Argentine ont vu la nécessité d'appliquer la politique de fixation du prix pour vaincre l'hyper-inflation de 1990, supprimer les attentes d'inflation et assurer l'entrée de source externe dans le pays en diminuant le risque dont le capital externe est confronté. Pour cette raison, l'application du Conseil Monétaire constituait la colonne vertébrale du plan de convertibilité qui est entré en vigueur en 1991. A la fin de 1991, on a automatisé la politique monétaire en acceptant le cours constant 1 dollar = 1 peso et on a limité toute sorte d'élargissement de la base monétaire avec l'entrée de devise. Cette application était vue comme une application qui allait supprimer les attentes d'inflation en Argentine qui était dans

²²¹ Richard K.HARPER et Alfred G. CUZAN, "*The Economies of Latin America*", in, *Understanding Contemporary Latin America*, (ed.) HILLMAN R.S. London, Lynne Rienner Publishers, 1997, p.130

²²² Sudi APAK, op-cit. pp.68-70

une spirale de dévaluation-inflation et diminuer les risques de dévaluation et d'inflation dont le capital externe pouvait rencontrer.²²³

Les effets du plan de convertibilité sur l'économie ressemblent beaucoup à ceux de la politique de stabilité basée sur le cours de devise qui était appliquée dans les années 70 dans les pays de l'Amérique Latine. Comme c'était le cas pendant l'application de la politique de stabilité orthodoxe dans les années 70, il y a eu une entrée considérable de capital pendant l'application de la politique de stabilité basée sur le cours de devise. A la suite de la crise de dette de l'Argentine après 1980, on a vu une fuite de capital jusqu'aux années 89 et 90 mais en 1991 cette phénomène était renversée. En 1992 et 1993, on a vu une entrée de capital consécutivement de 8.838 et de 7.397 millions de dollars. Le écoulement de capital externe dans le pays s'est accéléré à la suite des intérêts augmentés par l'application des politiques de libéralisation complète des mouvements de capital et des mesures d'encouragements.

L'économie est entrée dans une période de croissance rapide avec les programmes pratiqués. A la suite de la stagnation de 1989 et 1990, le PNB s'est agrandi du taux de 9 % à la file de deux années. Les raisons de la croissance rapide assurée dans ces années sont l'augmentation de la demande totale et l'entrée de la source externe dans l'économie. La croissance était plus spécifiquement le résultat de l'augmentation de la production des biens qui n'ont pas pu devenir le sujet du commerce externe, comme c'était le cas en 1970. Pour soutenir et renforcer le cadre de ces nouvelles politiques macro-économiques, plus tard, on a mis en route d'autres réformes structurelles comme l'accord de l'autonomie à la Banque Centrale et la restructuration du système de la sécurité sociale.²²⁴

Ainsi, en Juillet 1994, on a mis en vigueur le nouveau système de retraite et le projet de loi qui prévoit une modification structurelle du système national de retraite est passé au Parlement en Septembre 1993 pour diminuer les dépenses de la sécurité sociale qui a atteint aux 13 % du PNB et contrôlées par l'Etat et pour transférer ces fonds au secteur privé. Le but était de réduire la part de l'Etat dans l'économie et de diminuer la valeur de la force de travail. La privatisation de la sécurité sociale et la

²²³ Nurhan YENTÜRK, op-cit., pp.53-54

²²⁴ Robert FRENKEL, "Arjantin: On-Yıllık Bir Konvertibilite Rejiminin Hikayesi", *İktisat İşletme ve Finans Dergisi*, Année. 17, No. Juin 2002, p.14

réduction des cotisations salariales versées par le patronat ont privé l'Etat de plus de 8 milliards de dollars par an, chiffre proche du déficit des comptes publics.²²⁵

Dès qu'on vient en 1993 et 1994, l'effet des politiques appliquées sur la totalité des demandes a diminué et malgré à l'intensification des attentes de stagnation, la croissance économique n'est pas arrêtée grâce à la continuité de l'entrée du capital externe. L'effet de la crise débutée en Mexique, menaçant tous les pays de l'Amérique Latine et nommée "l'effet de tequila" a aussi affecté l'Argentine à cause des ressemblances. En premier lieu le secteur financier s'est contracté, les banques ont perdu 6.9 milliards de dollars de leur compte. Le gouvernement Argentine a essayé d'empêcher cette contraction en donnant des crédits aux banques commerciales et en diminuant le taux de disponibilité.

A cette période la bourse a connu une chute et la fuite de capital s'est accélérée. Plusieurs banques ont fait faillite et la crise s'est diffusée dans le secteur bancaire. Les banques commerciales se sont privatisées et la majorité de ces banques sont achetées par de grandes banques étrangères d'origines espagnoles et américaines.²²⁶ L'économie du pays s'est développée plus de 7 % par année de 1991 à 1994, un des taux de croissance les plus élevés n'importe où pendant ces années.²²⁷

Mais, en 1995, en conséquence des politiques de stabilité qui diminuent les demandes et qui sont appliquées à la suite de la crise, l'économie est décriée de 5 %.

Malgré la crise qui a terminé avec la dévaluation de Mexique, le conseil monétaire d'Argentine, a essayé de continuer avec une attrition nouvelle à la force compétitive internationale et avec le déficit de compte courant qui augmente sans renoncer de l'application de cours stable. Mais le coût de la politique de taux de change fixe qu'on essaye de faire durer s'est montré comme une diminution à l'économie et une augmentation au chômage (diminution de -%2,8 en 1995, le taux de chômage de %16,4).²²⁸

²²⁵ Jorge BEINSTEIN, "En Argentine Une Economie A Genoux", *Le Monde Diplomatique*, Manière de Voir, No.69, Juin-Juillet 2003, p.12

²²⁶ Michael MUSSA, *Arjantin ve IMF Zaferden Trajediye*, İstanbul, Yeni Hayat Kütüphanesi, 2003, p.56

²²⁷ Martin FELDSTEIN, "Argentina's Fall", *Foreign Affairs*, Mars-Avril, p.9

²²⁸ Nurhan YENTÜRK, op-cit. p.57

L'application de taux de change fixe et l'inflation qui tombe lentement ont causé le taux de change réel. Aussi dans ce cercle, on a rencontré avec la perte de force compétitive, le déficit du commerce extérieur et l'augmentation énorme de capital et de consommation. Ce cercle en laissant fuir le capital extérieur avec l'expectation de dévaluation d'une part, a renforcé le même résultat parce qu'il a renforcé la possibilité de ne pas pouvoir faire le service de dette extérieure d'autre part. La période de rétrécissement dans l'économie devient indispensable quand ces politiques qui sont liées trop serrées à l'entrée de source extérieure se réunissent avec l'application du conseil monétaire

Argentine qui a commencé des politiques de commerce libre pendant les années 1980, a libéré suffisamment son commerce et a baissé les tarifs douaniers au début des années 1990. Les prix des biens commerciaux sont devenus au même niveau des prix mondiaux suivant ces politiques de commerce libre, par conséquent les profits aux produits commerciaux et qui sont ouverts à la compétition mondiale de l'industrie d'Argentine qui s'approprie d'ailleurs sa production au plus cher, sont abaissés rapidement. Suivant cette diminution, l'investissement au secteur de service qui offre des profits très attractifs et aux secteurs qui ne sont pas l'objet du commerce. Le MERCOSUR où elle est devenu membre en 1995 a aussi influencé la période pour libérer le commerce d'Argentine.

Mais les influences de ces développements négatifs en 1995 n'ont pas duré longtemps. L'entrée du capital net qui commence de nouveau en 1996 a attiré notre attention comme un facteur le plus important qui supporte la sortie de cette période négative. D'ailleurs, quand nous regardons à l'évolution du PNB, on voit une augmentation de 5,5 % en 1996 avec les prix de 1995, quant en 1997 de 8.1 %.²²⁹ Pour cela certaines personnes l'appellent cela pas une crise mais une stagnation. Par exemple Robert Frankel examine les 10 ans en question du pays en les divisant en deux périodes: 1-) la phase de grandissement économique rapide qui dure 4 ans suivant la stabilisation de prix obtenu au début et qui se termine en 1995. 2-) Une stagnation profonde et d'une durée extraordinaire qui a commencé pendant l'été de l'année 1998 et qui a duré 4 ans, suivant la phase d'amélioration de courte terme qui a suivi la stagnation de 95. En vérité, cela n'était pas une stagnation mais c'était une

²²⁹ Georges COFFIGNAL, op-cit. p.180

vraie dépression. Et à la fin, elle a ouvert le chemin à une crise définitive qui a déprimé le régime monétaire des années 1990's. Finalement le déficit budgétaire qui augmente, le déficit de compte courant qui augmente seront les messagers d'une nouvelle fuite de capital et aussi d'une crise financière.

Nous avons mentionné que des privatisations de grand volume avaient été réalisées suivant des PSAS. Les importantes rentrées de capitaux dues aux privatisations massives d'entreprises publiques entretenaient l'illusion d'une stabilisation. Mais, une fois épuisée les fonds des privatisations, la dette d'Etat a repris sa progression. Elle atteignait 110 milliards de dollars fin 1998. Si cette dette publique a doublé entre 1992 et 1998, la dette privée a été multipliée par 10, passant de 3.5 milliards de dollars à 35 milliards de dollars (après les évaluations officielles).²³⁰

Si nous examinons les développements politiques et sociaux de cette période compensant les pertes de l'électorat traditionnellement péroniste par l'attraction de nouveaux électeurs libérale et anti-péroniste, Carlos Menem est réélu (47.7 % des voix) le 14 mai 1995. Sous ce régime marqué par l'autoritarisme, des pans entiers de l'Etat-providence ont été démantelés; le système de santé est en ruine, l'enseignement est devenu un luxe. Immédiatement après les élections, les Argentines apprennent que le taux de chômage atteint officiellement % 18.6. Vingt mille fonctionnaires de plus sont licenciés en 1996, mais en décembre 1995, à Madrid, Domingo Cavallo a pu affirmer que l'Argentine respectait...les critères de Maastricht.²³¹

Bien sùre ces politiques neo-libérales ont trouvé aussi leurs réflexions au domaine social. En 1996, on a observé une crise de confiance due aux vagues de licenciements, aux reculs sociaux. Des réformes ultra-libérales étaient appliquées visant à réduire les dépenses publiques, à augmenter les recettes fiscales, à renégocier un crédit auprès du FMI, le 12 avril 1996. Alors le mécontentement des Argentines et la mobilisation des syndicats ont grandi. Au mois d'Octobre 1997, une crise sociale et des manifestations contre le gouvernement se sont propagés. Aux

²³⁰ Jorge BEINSTEIN, op-cit, p.11

²³¹ Maurice LEMOINE, op-cit. pp.49-50

législatives partielles du 26 octobre, le Parti Justicialiste de Carlos Menem a perdu la majorité au Congrès.

D'autre part, la perception des risques que a créé la fragilité financière qui se sont formées et déterminées en Argentine et aussi les attentes pessimistes que ont créé les négativités qui se forment des crise de l'Asie Sud-est et de Russie à la conjoncture globale en ce moment doivent être compris comme l'un des facteurs qui causent une diminution importante aux entrées de capital privé depuis 1998. Quant à cette situation, elle a influencé les réserves de devise d'une manière négative et a causé l'augmentation des taux d'intérêt en diminuant la liquidité dans l'économie du pays. Les facteurs externes (paiement de la dette) et internes (superprofit des grands groupes économiques), a épuisé en quelques années une économie déjà très détérioré. Entre 1997 et juillet 2000, le taux de chômage est passé de 13.8 % a 15.4 %.²³²

Fernando de la Rúa est arrivé au pouvoir le 10 décembre 1999 en promettant la fin de la corruption et la réactivation de l'économie. Toutefois, les péronistes ont pu faire élire leurs candidats aux postes de gouverneurs dans plus de la moitié des provinces.²³³ La situation ne s'est pas améliorée, et dans de nombreux secteurs, elle s'est même détériorée. Dès les cent premiers jours de sa présence à la tête de l'Etat, le président s'est devenu le défenseur du modèle mis en place par son prédécesseur péroniste ultra-libérale, Carlos Menem, et a signé un accord avec le Fonds Monétaire Internationale.²³⁴

A ce point, nous sommes dans la situation de mentionner aussi comme l'un des caractéristiques de globalisation neo-libérale. Le phénomène de limitation du domaine de mouvement de l'autorité politique qu'on voit dans des autres pays, est aussi vu clairement en Argentine. Comme le régime de convertibilité en Argentine laisse très peu de domaine de manœuvre pour faire des corrections aux politiques appliquées, le rôle du gouvernement au domaine de la "économie politique" (à peine) avait été limité seulement pour donner des signaux économiques.²³⁵ Tandis que l'impossibilité des autorités politiques à réformer les finances publiques apparaît au

²³² Jorge BEINSTEIN, op-cit, p.12

²³³ www.yahoo.fr/encylopédie

²³⁴ Jorge BEINSTEIN, op-cit, p.10

²³⁵ Robert FRENKEL, op-cit. p.26

grand jour, la vulnérabilité aux chocs externes et la dépendance aux marchés des capitaux ont frappé l'Argentine.

A ce point il faut préciser que les petits et moyennes entreprises sont influencées le plus de la diminution qu'on a vu en 1998 et après. La raison fondamentale de ceci en général était que les banques du capital étranger considéraient plus les firmes du capital étranger comme interlocuteur et dirigeaient les crédits vers ces firmes. Les petits et moyennes entreprises qui manquaient de crédit pendant la crise avaient été écrasées.²³⁶

²³⁶ Nurhan YENTÜRK, op-cit. p.58

E) La crise du décembre 2001, l'abandon du plan de convertibilité et la dernière situation actuelle

A la suite des développements expliqués dans la partie précédente, le déficit du commerce extérieur a grandi et le service de dette extérieure a augmenté extraordinairement. L'agrandissement a arrêté, une période à risque a commencé pour les investisseurs étrangers qui investissaient en Argentine avec le régime de taux de change fixe pendant les années 1990. Le risque du pays a augmenté comme dans les autres pays en développements. Les réserves sont diminuées, les sorties du capital se sont accélérées. Les travaux de faire durer en révisant l'application du conseil monétaire de Cavallo qui était venu au gouvernement et qui était l'architecte du conseil monétaire n'ont pas donné de résultat et le taux d'intérêt que les investisseurs ont demandé pour donner de dette en Argentine a extraordinairement augmenté. Le pays est devenu à une situation qu'il ne pouvait pas trouver de source et de faire tourner ses dettes, en résumé il est tombé en faillite à la fin de l'an 2001.

'Durant les deux dernières décennies, l'Argentine est un élève zélé du Fonds Monétaire Internationale et applique à la lettre ses contre-réformes: libéralisation financière, licenciement massif de fonctionnaires, privatisation des entreprises publiques, ouverture de l'économie, gel des salaires, diminution drastiques des budgets de l'éducation et de la santé...Malgré les politiques d'ajustement structurel, le pays est prisonnier de la spirale de l'endettement. La récession économique s'installe'.²³⁷

D'autre part, un développement intéressant survenant après trois années après la crise était la suivante: les "Autorités Indépendantes d'Evaluation" qui se trouvaient dans la structure du FMI, parlaient de l'influence du rôle du FMI dans le rapport qu'ils ont publié en Juillet 2004. Dans ce rapport, on parlait du rôle du FMI dans certaines

²³⁷ www.risal.collectifs.et/article.php3?id_article=1379

politiques. Selon le rapport, le FMI appuyant certaines politiques insoutenables jouait un important rôle dans la crise.²³⁸

Nous devons mentionner aussi cela concernant la crise. Au mois de Mars 2001, le gouvernement a démissionné et Domingo Cavallo (à l'origine de la loi de convertibilité de 1991) a été nommé au ministère de l'économie. La nomination en tête de l'économie d'une personne qui était l'architecte des politiques fausses tout à fait avant la crise, comme un sauveur est une indication que le gouvernement est seulement ouvert aux personnes qui sont près à la paradigme dominante. Bien sûr la résolution du problème par une compréhension qui regarde le problème seulement comme une affaire technique, sans comprendre toutes ses dimensions économiques, politiques et sociales, sans critiquer les politiques des institutions comme le FMI, n'a pas été possible, alors Cavallo a résigné le 20 Juillet juste au milieu de la crise.

Mais juste 4 mois plus tard, Cavallo est placé en détention, pour une affaire de ventes d'armes, comme Carlos Menem en novembre 2001, pour les mêmes faits. Nous pouvons extraire de ce résultat que même si les cadres changent de point de vue politique, les transformations radicales ne sont pas réalisées de point de vue d'obéir le paradigme dominant, et cela explique les crises rencontrées, sera aussi le signe des crises qu'on va rencontrer à l'avenir.

Après la démission de Cavallo, un jour plus tard, le Président Fernando de la Rúa a aussi démissionné parce que le FMI avait accepté de prêter 8 milliards de dollars sous la condition de l'annulation du déficit budgétaire. Le gouvernement de de la Rúa avait diminué les salaires de 13 % dans une période où le taux de chômage était d'ailleurs 25 %. Cette attitude du gouvernement avait créé la réaction du peuple et de la Rúa a dû démissionner.

Après de la Rúa, Rodriguez Saa a été nommé à la Présidence. Mais seulement pour 10 jours. Le 31 Décembre il a aussi démissionné! Ainsi le pays a vu trois gouvernements en une semaine, et sur les 36 millions d'Argentines, 14 millions vivaient officiellement sous le seuil de la pauvreté.²³⁹ L'Argentine qui a été souffert

²³⁸ www.garanti.com.tr/anasayfa/garanti_derGISI/agustos2004/dunyada_ekonomi.html

²³⁹ www.risal.collectifs.et/article.php3?id_article=1379

depuis des années du transfert de source à l'étranger, le 1er Décembre, a limité des retraits bancaires des particuliers (el corralito) à 250 dollars par semaine pour freiner la fuite des capitaux Argentines. Cette application a été levée le 2 décembre 2002, environ un an après de la mise en place.

En 2001, la dette Argentine représentait 57 % du PIB. Quand le 'défaut' (cessation de paiements) a été déclaré à la fin de décembre 2001, la dette s'élevait à 141 milliards de dollars.²⁴⁰ Entre juin 2001 et juin 2002, le PIB a diminué de 13.5 % (avec une chute record de 16.3 % durant les six derniers mois), entraînant de graves répercussions sur l'emploi et les revenus, et provoquant une spectaculaire augmentation de la pauvreté.²⁴¹ Ces jours-ci, la glossaire de la crise Argentine a gagné un mot "trueque": le gel des avoirs bancaires et la poussée du chômage ont favorisé dans tout le pays la multiplication des "clubs de troc" ou les échanges de services et de produits se font sans argent.

Si on examine des évolutions politico-économiques du pays en 2002, Eduardo Duhalde est élu président par le Congrès après la démission de Saar le 2 janvier 2002. Le même mois, la loi d'urgence économique a été acceptée. Avec cela, le peso a été dévalué (-20 %) et le gouvernement a instauré le double taux de change, l'un officiel à 1.40 peso pour 1 dollar et l'autre libre. Le budget d'austérité a été approuvé par le Congrès. Il prévoit un déficit de 3 milliards de dollars. Le 23 avril, le ministre de l'économie, Jorge Remes Lenicov, a démissionné. Les négociations avec le FMI, le G7 et la Banque Mondial ont échoué. Le pays s'est enfoncé dans la récession pour la 4ème année consécutive.

Quant à l'année 2003, les négociations qui ont recommencé au début de 2003 avec le FMI ont donné à l'Argentine qui vivait la crise la plus longue de son histoire, la possibilité de respirer pour une courte période. Le FMI a déclaré que les crédits de 6.78 milliard de dollar à terme Janvier-Août sont reconstruites suivant le paiement de dette le 17 Janvier.²⁴²

²⁴⁰ www.risal.collectifs.et/article.php3?id_article=1367

²⁴¹ www.monde-diplomatique.fr/2002/09/AUGER/16898

²⁴² www.garanti.com.tr/anasayfa/garanti_dergisi/subat2003/dunyada_ekonomi.html

‘La première tour des élections présidentielle a été réalisée dimanche le 27 Mars. L’ancien Président Carlos Menem et Nestor Kirchner sont restés au deuxième tour en obtenant (24 %) et (22%) des votes. Le gouverneur de la province de Santa Cruz, le péroniste de centre gauche Nestor Kirchner a été proclamé président de la République Argentine le 25 mai 2003 pour un mandat de quatre ans. Son adversaire néo-libéral, l’ex-président péroniste Carlos Menem, a choisi de jeter l’éponge. Son retrait de la course à la présidence a rendu inutile le second tour de l’élection présidentielle prévu pour le 18 mai.’²⁴³

Se positionnant au centre gauche N. Kirchner a affirmé le rôle central de l’Etat dans le développement économique, notamment par la mise en oeuvre d’un programme de grands travaux. Il a également promis une lutte “implacable” contre la corruption et s’est prononcé pour un renforcement du Mercosur, le marché commun régional.

L’Argentine est en crise mais ne veut pas se couper totalement de la finance internationale. La dette du pays continue d’augmenter pour atteindre 191 milliards en 2004. Le but de l’opération ‘cessation de paiement partielle’ est “d’acheter” une marge de manœuvre à fin de négocier un accord avec les créanciers privés. C’est ainsi qu’en septembre 2003, alors qu’un accord de 3 ans vient d’être signé avec le FMI, le ministre de l’Economie Roberto Lavagna annonce, à Dubai, un plan de restructuration. Les créanciers privés peuvent échanger leurs titres contre des nouveaux, moyennant une forte réduction de leur valeur.²⁴⁴

La proposition initiale du gouvernement est inacceptable pour les créanciers. Elle représente en effet une perte nette de 75 %. Les créanciers, le G7 et le FMI vont alors mettre la pression sur le gouvernement à fin qu’il améliore son offre. Mais enfin, en février 2005, le gouvernement informe que 76 % des détenteurs de titres de la dette Argentine ont participé à l’échange.

Pour le gouvernement Argentine, l’opération est un véritable succès: la réduction de dette s’élève, les délais de paiement sont allongés de 22 ans et les taux d’intérêts sont réduits. Le pays sort du ‘défaut’ et la situation redevient gérable. Mais il faut

²⁴³ www.webduweb.free.fr/nouveau.htm

²⁴⁴ www.risal.collectifs.et/article.php3?id_article=1379

rappeler que la dette n'est pas un problème financier avant tout, mais bien un problème politique. Elle est l'instrument principale de domination des pays centre sur les pays de la périphérie.

CONCLUSION GENERALE

On a examiné dans l'étude la crise économique et politique que l'Argentine qui est l'un des pays le plus important de l'Amérique Latine a rencontré à la fin de l'année 2001. En examinant la crise on n'a pas regardé seulement aux données économiques ou politiques, on a essayé d'analyser le pays dans le contexte des crises structurelles que le capitalisme a rencontré dans la période historique. Quand nous regardions les données de l'Argentine pour trente ans, nous avons pu explorer facilement que les politiques néo-libérales sont des causes majeures de la crise économique et politique.

Quand nous arrivons à la particularité d'Argentine qui est l'objet de notre mémoire nous rencontrons avec ce tableau. Le gouvernement qui est venu en tête suivant le coup d'Etat qui a eu lieu au mois de Mars 1976, a vu le modèle d'accumulation de substitution aux importations comme la raison de la crise économique. La date du mois de Mars 1976 est le tournant de point de vue de passage aux politiques néo-libérales. Pour cela cette date est prise comme le fondement du commencement à notre étude. Le gouvernement de coup d'Etat a mis en application un politique de stabilité orthodoxe pour assurer une croissance équilibrée à l'économie, pour résoudre le problème de devise, et pour baisser l'inflation. Quant au but essentiel du programme qu'on a mis en vigueur au mois d'Avril 1976 était de passer à un modèle d'accumulation qui va assurer la reconstruction du capital en causant une transformation structurelle à l'économie. C'est-à-dire on allait assurer l'ouverture à l'extérieur et le passage au marché libre. Aussi les gouvernements qui sont venus au pouvoir même après cette date, militaires ou civils, ont mené une politique qui prend comme base la croissance basée sur l'exportation et qui est conforme aux discours de la période de globalisation.

Dans le cadre de PSAS une libéralisation dense est vécue en Argentine pendant la période qui dure depuis les années 1980 jusqu'aujourd'hui. On a essayé de compenser l'élimination des limitations des quantités à l'importation et l'abaissement

des tarifs douaniers par des impôts douaniers à taux réduit. Le fait qu'on a observé dans la plupart des pays en développement qui essayent d'assurer l'équilibre de l'économie par la libéralisation du commerce extérieure, le resserrement d'économie, avait été constaté aussi en Argentine. Les dépenses par personne sont diminuées, les investissements publics sont abaissés rapidement et le chômage a augmenté rapidement par les PSAS qu'on avait appliqués.

Les programmes appliqués ont poussé vers arrière le commerce extérieur et la partie financière en changeant la distribution des sources sectorielles en Argentine. D'autre part, ces programmes ont poussé l'inflation en augmentant les déficits budgétaires. Les déficits budgétaires ont été le facteur clé qui pousse l'inflation comme il était aussi dans des autres pays en développement. L'Etat a continuellement augmenté les taux des intérêts réels pour financer les déficits budgétaires qui augmentent. Par conséquence, pendant que les fonds intérieurs et extérieurs qui sont assurés pour le but de stabilité atténuent la pression inflationniste créée par les déficits budgétaires, la continuité des déficits budgétaires et l'insuffisance des fonds ont accéléré l'inflation. La seule voie pour empêcher l'inflation qui accélère avait été de serrer les dépenses publiques.

L'Argentine, suivant cela, comme les autres pays similaires, a indexé sa monnaie nationale au dollar américain, avec des politiques de libération des mouvements de capital à fin d'assurer la finance nécessaire pour faire durer l'accumulation de capital. Indexer le peso au dollar américain en Argentine où le taux d'inflation était plus haut que le taux d'inflation aux Etats Unis, a causé que peso gagne de valeur réelle d'une manière excessive et la valorisation du dollar Américaine depuis 1995 aggravé davantage cette situation. Finalement l'exportation a reculé, on a observé une augmentation évidente à l'importation et le déficit de compte courant ont augmenté. Dans ce cadre, la stagnation vécue dans l'économie et le déficit des comptes courants qui augmente graduellement, parallèlement à l'abaissement à l'exportation, renforcent la tendance de la fuite de capital.

L'inflation est augmentée suivant l'abaissement des taux de profit et le problème de devise. Des dépenses étatiques concernant des buts sociaux se sont réduits à fin

d'accélérer la reconstruction du capital et le transfert au secteur privé par la voie de privatisation et des politiques de minimisation de l'Etat. Mais avec le nouveau modèle d'accumulation qu'on poursuit, il n'y a pas eu une régression quelconque aux domaines d'intervention à l'économie de l'Etat, comme on avait prétendue. L'Etat seulement, en abandonnant certains instruments d'intervention au modèle d'accumulation par la substitution aux importations, a présenté des nouveaux instruments à leurs places. Le plus important parmi eux c'est l'intervention massive de l'Etat à la détermination des salaires. Le droit de la négociation collective et le droit de grève sont très limités. C'est pourquoi la diminution des salaires pour empêcher l'abaissement des taux de profit, la création des domaines d'investissement sécurisés et stables pour le capital international, avaient été acceptés comme la seule voie pour empêcher le problème de devise et de haute inflation.

Les politiques de reconstruction néo-libérale ont déterminé plus les contradictions entre les pays développés et non-développés. L'élément le plus important de ces contradictions, a été le facteur de dette. L'augmentation de la dette malgré les paiements a causé des résultats destructifs aussi en Argentine comme dans les autres pays en développement. Malgré la reconstruction des dettes réalisée en 2005, les dettes d'Argentine forment un total important.

Finalement, l'économie d'Argentine, dans le cadre des politiques de reconstruction néo-libérale qu'elle utilise, a tenté de libéraliser le commerce extérieur. Mais, à cause de la production des biens de peu plus value du pays sa part dans le commerce international est resté très réduit. La demande des biens d'exportation d'Argentine n'a jamais présenté une continuité. Quant à l'augmentation de l'exportation par des dévaluations continues qu'on a appliquées au lieu de la haute productivité, cela a approfondi le problème en accélérant le transfert de source à l'étranger, en d'autres termes la fuite de capitaux.

Finalement, les politiques de libéralisation ont accéléré que l'Argentine devient graduellement un marché libre ouvert au monde. Cette structure économique libérale a commencé à desserrer les interventions et les arrangements de l'Etat à l'économie a porté l'économie soumise aux fluctuations internationales.

Les efforts de résoudre la crise des politiques orthodoxes qui desserrent la demande ou bien des politiques hétérodoxes qui élargissent la demande des politiques de stabilité qu'on applique sous le nom des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, n'ont pas d'autre objectif que de la surmonter et ainsi de la gérer. Comme les politiques de stabilité sont des politiques de demande, elles s'occupent seulement de l'arrangement de processus de circulation et n'arrangent pas le processus de production. Comme la crise est essentiellement focalisée sur l'accumulation de capital, des programmes d'ajustement structurel ont pu déduire les conséquences sévères mais non pas pu l'éliminer. En principe, on a pu appliquer des politiques qui régulent le processus de circulation plus que les applications qui arrangent le processus de la production dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Par conséquent, on n'a pas pu contrôler la réduction des taux de profit, on n'a pas pu atteindre les taux de profit qui vont assurer l'accumulation rapide de capital. La crise classique protège ses conditions avec la basse productivité et l'investissement, l'accumulation insuffisante de capital, le chômage élevé et l'inégalité de distribution de revenu qui augmente. Pour cela, les conditions de crise dans secteurs réels des économies des pays en développement sont encore valables.

Enfin dans une perspective plus générale, on arrange le processus de circulation (de demande) du cycle de capital avec les programmes d'ajustement structurel mis en application et assure de charger tous les coûts sur les secteurs travailleurs, en mettant en application les politiques qui assurent de nouveau la distribution de plus-value qu'on a créé pour le but de réaliser l'accumulation de capital, au profit de la classe de capital.

Par conséquent, dans le cadre des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel les efforts, pour prendre sous la pression de la force de travail et rendre faible l'organisation de la force de travail, la réduction des salaires d'une manière réelle, la limitation des dépenses publiques, accélèrent la transformation idéologique et politiques qui va arranger de nouveau les relations de force des classes au profit de la classe de capital en réduisant au minimum le conflit social.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ADALI Coşkun, *Günümüz Kapitalizmi ve Devleti Üzerine*, İstanbul, Sarmal Yayınevi, 1997

ADALI Coşkun, *Kapitalizmin Düşümleri*, İstanbul, Sorun Yayınları, 1991

APAK Sudi, *Türkiye ve Gelişmekte Olan Ülkelerde Ekonomik İstikrar Uygulamaları*, İstanbul, Altın Kitaplar, 1993

ARIBOĞAN Deniz Ülke, *Globalleşme Senaryosunun Aktörleri (Uluslararası İlişkilerde Güç Mücadelesi)*, İstanbul, Der Yayınları, 1997

ARIBOĞAN Deniz Ülke, *Kabileden Küreselleşmeye Uluslararası İlişkiler Düşüncesi*, İstanbul, Mavi Ada Yayıncılık, 1998

BALKAN Neşecan, *Kapitalizm Ve Borç Krizi*, İstanbul, Bağlam Yayıncılık, 1994

BAŞKAYA Fikret, *Az gelişmişliğin Sürekliliği*, Ankara, İmge Yayınları, 3^{ème} édition, 1995

BELEK İlker, *Marxist Bakış Açısıyla Bilimsel Teknolojik Devrim ve « Endüstriyel Demokrasi »*, İstanbul, Sorun Yayınları, 1993

BOTTOMORE Tom et al, *Marksist Düşünce Sözlüğü*, (trad.s.) TUNÇAY Mete et al, İstanbul, İletişim Yayınları 2^{ème} édition, 2001

CHOSSUDOVSKY Michel, *Yoksulluğun Küreselleşmesi*, İstanbul, Çiviyazıları Yayıncılık, 1999

COUFFIGNAL Georges, *L'Amérique Latine, Entre Démocratisation et Globalisation*, Paris, Ramses 2002

DESAI Meghnad, *Marksist İktisat Teorisi*, (trad.) SATLIGAN Nail, İstanbul, Birikim Yayınları, 1972

DOĞAN Seyhun, *IMF İstikrar Programları ve Türkiye*, İstanbul, 1997

Ekonomi Ansiklopedisi, İstanbul, Milliyet Yayınları, 1991

FROBEL Folker, HEINRICHS Jurgen, KREYE Otto, *Uluslararası Yeni İşbölümü ve Serbest Bölgeler*, İstanbul, Belge Yayınları, 1982

FRANK Andre Gunder, *İdeoloji Bunalımı-Bunalım İdeolojisi* in *Genel Bunalımın Dinamikleri*, WALLERSTEIN Immanuel et al, İstanbul, Belge Yayınları, 1984, pp.124-186

GERAY Haluk, *İletişim, Bilgi Toplumu ve Küreselleşme*, in *Emperyalizmin Yeni Masalı: Küreselleşme*, AYATA Sencer et al, Ankara, İmge Kitabevi, 3ème édition, 1996

GILLS Barry, *American Power, Neo-Liberal Economic Globalization, and Low-Intensity Democracy: An Unstable Trinity*, in *American Democracy Promotion, Impulses, Strategies, and Impacts*, (ed.s) COX Michael, et al, New York, Oxford University Press, 2000

GOUVERNEUR Jacques, *Kapitalist Ekonominin Temelleri, Çağdaş Kapitalizmin Marksist Ekonomik Tahliline Giriş*, (trad.) BAŞKAYA Fikret, Ankara, İmge Yayınevi, 1997

HARPER Richard K. et CUZAN Alfred G., *The Economies of Latin America*, in, *Understanding Contemporary Latin America*, (ed.) HİLLMAN Richard S. London, Lynne Rienner Publishers, 1997

İNSEL Ahmet, *Neo-Liberalizm: Hegemonyanın Yeni Dili*, İstanbul, Birikim Yayınları, 2004

JACKSON Robert et SORENSEN Georg, *Introduction to International Relations*, New York, Oxford University Press, 1999

KAZGAN Gülten, *Küreselleşme ve Ulus-Devlet, Yeni Ekonomik Düzen*, İstanbul, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 3^{ème} édition, 2002

LEWIS Paul L., *The crisis of Argentine Capitalisme*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1990

LEMOINE Maurice, *Les 100 Portes de L'Amérique Latine*, Paris, Les Editions de L'Atelier/Editions Ouvrières, 1997

MANDEL Ernest, *Uluslararası Ekonomide İkinci Kriz*, (trad.) ALAGON Yavuz, İstanbul, Koral Yayınları, (date inconnue)

MARX Karl, *Kapital*, Volume I, (trad.) BİLGİ Alaattin, İstanbul, 2ème édition, 1978

MUSSA Michael, *Arjantin ve IMF Zafinden Trajediye*, İstanbul, Yeni Hayat Kütüphanesi, 2003

PHILIPPS Nicholas, *The Future of the Political Economy of Latin America*, in *The Globalization of World Politics, An Introduction to IR*, (ed.s.) BAYLIS John et SMITH Steve, New York, Oxford University Press, 2001

RAFFINOT Marc, *La Dette Des Tiers Mondes*, Paris, Editions La Découverte, 1993

ROSIER Bernard, *Les Théories des Crises Economiques*, Paris, Editions la Découverte, (date inconnue)

SAVRAN S., *Yeni-Liberalizm in Dünya Kapitalizminin Bunalımı* (ed.s.) SAVRAN Sungur et SATLIGAN Nail, İstanbul, Alan Yayıncılık, 1988

SEYİDOĞLU Halil, *Uluslararası İktisat, Teori, Politika ve Uygulama*, İstanbul, Gözlem Yayınları, 1999, 13ème édition

STRANGE Susan, *World Order, Non-State Actors, and the Global Casino: The Retreat of the State*, in *The Globalization of World Politics, An Introduction to IR*, (ed.s.) BAYLIS John et SMITH Steve, New York, Oxford University Press, 2001

TEDESCO Lauro, *Democracy in Argentinea*, London, Frank Cass Publishers, 1999

TEUBAL Miguel, *Arjantin: Kırılğan Demokrasi*, dans *Yeni Dünya Düzeni ve Yeni Politik Güçler, Düşük Yoğunluklu Demokrasi*, (ed.s) AMİN Samir et al, (trad.) FETHİ Ahmet, İstanbul, Alan Yayıncılık, 1994, pp.195-230

TOOZE Roger, *International Political Economy in an Age of Globalization*, in *The Globalization of World Politics, An Introduction to IR*, (ed.s.) BAYLIS J. et SMITH S., New York, Oxford University Press, 2001

WAYSSIERE Pierre, *L'Amérique Latine, de 1890 à Nos Jours*, Paris, Hachette, 1999

WILLETS Peter, *Transnational Actors and International Organizations in Global Politics*, in *Political Economy and the Changing Global Order*, (ed.s.) STUBBS R et UNDERHILL G.R.D., Ontario, Oxford University Press, 2ème édition, 2000

YILDIZOĞLU Ergin, *Bir Küresel Gıda Krizine Doğru*, in *Globalleşme ve Kriz*, YILDIZOĞLU Ergin İstanbul, Alan Yayıncılık, 1996

YILDIZOĞLU Ergin, *Bugün Borç Krizi Daha Geniş Boyutlu*, in *Globalleşme ve Kriz*, YILDIZOĞLU Ergin İstanbul, Alan Yayıncılık, 1996

YILDIZOĞLU Ergin, *Dünya Ekonomik Krizi Üzerine Bazı Düşünceler*, in *Globalleşme ve Kriz*, YILDIZOĞLU Ergin, İstanbul, Alan Yayıncılık, 1996

YILDIZOĞLU Ergin, *Kapitalizmin Krizi ve Sermaye Piyasalarının Küreselleşmesi*, in *Globalleşme ve Kriz*, YILDIZOĞLU Ergin İstanbul, Alan Yayıncılık, 1996

YILDIZOĞLU Ergin, *Keynes: Peygamberin İkinci Gelişi*, in *Globalleşme ve Kriz*, YILDIZOĞLU Ergin İstanbul, Alan Yayıncılık, 1996

THESES

ALTIOK Metin, *Az Gelişmiş Ülkelerde 1980 Sonrasında Ekonomik Kriz, İstikrar ve Yapısal Uyum Programları : Latin Amerika ve Türkiye Deneyimi*, Thèse de Doctorat,

Universit  d'Istanbul, Institut Des Sciences Sociales, D partement D'Economie, Istanbul, 2000

PERIODIQUES

a)Articles

ADALI Coşkun, *Reel Kapitalizm*, Marksist Eleştiri, Hiver 1996, no.1, pp.48-114

AKYÜZ Yakup, *Financial Libéralisation: The Key Issues*, UNCTAD Discussion Papers, No.56, March 1993

ARIN T lay, *Dünya Düzeni: Emperyalizm Nereye?*, 11. Tez, no.12, 1992, pp.17-71

BABIC Ante, ZIGMAN Ante, *Currency Crises: Theoretical and Empirical Overview of the 1990s*, Croatian National Bank Publishing Department, Surveys, No.5, Octobre 2001

BAŞKAYA Fikret, *Kapitalist Gelişmenin Bir Alt Evresi Olarak Küreselleşme*, Marksist Eleştiri, Hiver 1996, no.1, pp.115-123

BEINSTEIN Jorge, *En Argentine Une Economie A Genoux*, Le Monde Diplomatique, Mani re de Voir, No.69, Juin-Juillet 2003, pp.10-13

DEDEOĐLU Beril, *Küreselleşme-Bölgeselleşme*, Hommage A Coşkun KIRCA, Galatasaray Üniversitesi Yayınları, No.2, 1995, pp.201-210

DEDEOĐLU Beril, *Türkiye'de 90'ların Sonunda Dış Politika Davranışları ve Bu Davranışları Etkileyen Temel Faktörler*, İktisat Dergisi, No.386, Janvier 1999, pp.5-19

DEMİR Gülten, *Küreselleşme  zerine*, Ankara Üniversitesi SBF Dergisi, No.56-1, Janvier-Mars 2001, pp.74-104

DOMINGUEZ Jorge I., *Keşfedilip Kaybedilen Amerika*, Foreign Policy, Edition de Turquie, (trad.) BİLGİN Elif Şafak, Autumn 1998, ann e:1, No.3, pp.117-127

EĐİLMEZ Ayfer, *Esnek  retim Sistemleri Esnek İstihdam ve M hendisler*, İktisat Dergisi, no: 357, Mai-Juin, (date inconnue) pp.43-45

ERCAN Fuat, *Kalkınma(dan) Yapısal Uyuma, K reselleşmeden Marjinalleşmeye Afrika*,  zg r  niversite Forumu, October-November-Décembre, Küreselleşme, 1997, no.1, pp.90-118

EPSTEIN E.C., *Recent Stabilisation Programs in Argentina, 1973-86*, World Development, Volume 15, No.8, pp.991-1005

FELDSTEIN Martin, *Argentina's Fall*, Foreign Affairs, Mars-Avril, 2002, pp.8-14

FERNANDEZ B.Roque, *The Expectations Management Approach to Stabilization in Argentina During 1976-1982*, World Development, Volume 13, No.4, December, 1985, pp.871-892

FRENKEL Roberto, *Arjantin: On-Yıllık Bir Konvertibilite Rejiminin Hikayesi*, İktisat İşletme ve Finans Dergisi, Année. 17, No. Juin 2002, pp.13-28

GUEROT Ulrike, *Une Nouvelle Interdépendence Entre L'Economie et Politique*, Problemes Economiques, No. 2713, 16 Mai 2001, pp.1-4

İNSEL Ahmet, *Arjantin Gibi Olmak*, Radikal II, 25 Août 2002, p.3

KOZANOĞLU Hayri, *Türev Piyasalar*, İktisat Dergisi, No.352, Septembre 1994, pp.56-59

KUTLU Erol et AFŞAR Muharrem, *Yeni Dünya Ekonomik Düzeni ve Güç Dengeleri*, Afyon Kocatepe Üniversitesi, İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi, tome I, Décembre 1999, no.2, pp.87-105

LIPIETZ Alain, *Derrière la Crise: la Tendance à La Baisse du Taux de Profit*, Révue Economique, No. 2, Mars 1982

MİNİBAŞ Türkel, *Küreselleşen Sermayenin Anayasası: MAI*, İktisat Dergisi, No.381, Août 1998, pp.28-30

ÖNGEN Tülin, *Esneklik: Kapitalizmin Yeni Fetişi*, İktisat Dergisi, no:357, Mai-Juin, (date inconnue), pp.30-39

ÖZTÜRK Nazım, *IMF'nin Değişen Rolü ve Gelişmekte Olan Ülke Ekonomilerine Etkileri*, Ankara Üniversitesi SBF Dergisi, No.57-4, Octobre-Décembre 2002, pp.95-125

VILAS Carlos, *Küreselleşmeye Dair AltıYanlı Görüş*, (trad.s. ÖZBEN Yeşim et ARSLAN Hakan), Özgür Üniversite Forumu, no.1 October-November-Décembre 1997, Küreselleşme, pp.54-80

YENTÜRK Nurhan, *Arjantin Krizi: Dış Borç ile Tango*, İktisat, İşletme ve Finans Dergisi, Année 17, No.193, Avril 2002, pp.51-66

ZABCI Filiz Çulha, *Dünya Bankası'nın Küresel Pazar İçin Yani Stratejisi: Yönetişim*, Ankara Üniversitesi SBF Dergisi, No.57-3, Juillet-Septembre 2000, pp.151-179

b)Journaux et Bulletins

Le Monde, 04.09.2001

Milliyet, 28.01.2004

SOURCES ELECTRONIQUES

www.brunel.ac.uk/329/efwps/02-26.pdf

www.garanti.com.tr/anasayfa/garanti_dergisi/agustos2004/dunyada_ekonomi.html

www.garanti.com.tr/anasayfa/garanti_dergisi/subat2003/dunyada_ekonomi.html

www.globalfinance.org/faculty/courses/country_risk_slides/generation_crisis.pdf?PHPSESSID=4c5a9414c244640a6da56d4e9291a1e8

www.monde-diplomatique.fr/2002/09/AUGER/16898

www.risal.collectifs.et/article.php3?id_article=1379

www.risal.collectifs.et/article.php3?id_article=1367

www.webduweb.free.fr/nouveau.htm

www.yahoo.fr/encylopédie

F) RAPPORTS

TEZCANLI Meral Varış et al, *Uluslararası Sermaye Hareketlerinde Portföy Yatırımları ve Türkiye*, İstanbul, İstanbul Menkul Kıymetler Borsası Araştırma Yayınları, No. 3, 1994

WORLD BANK, *Adjustment Lending: An Evaluation of Ten Years Experience*, Policy Research Series, Washington D.C., No. 1, 1987

WORLD BANK, *Trade Policy Reforms Under Adjustment Programs*, Operations Evaluation Department, Washington D.C., 1992

YENTÜRK Nurhan, *1980 Sonrası Türkiye Ekonomisinde İhracatın Yapısal Değişimi*, 3. İzmir İktisat Kongresi, Dış Ekonomik İlişkiler, Volume 6, DPT Yayını, Ankara